



**Conseil de Métropole**

**Montpellier Méditerranée Métropole**

-----

**Séance publique  
du 1<sup>er</sup> février 2021**

-----

**PROCES-VERBAL**

Adoption de l'ordre du jour du Conseil de Métropole du 1 février 2021

Adoption du procès-verbal du Conseil de Métropole du 23 novembre 2020

Application de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

1. Environnement - Rapport sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable - Année 2020
2. Ressources - Rapport d'orientations budgétaires - Débat d'orientations budgétaires - Adoption
3. Aménagement durable - Stratégie mobilités 2025 - Approbation
4. Aménagement durable - Évaluation du Plan de Déplacements Urbains (PDU) 2010-2020 - Approbation
5. Aménagement durable - Relance de la révision du Plan de Déplacements Urbains (PDU) par l'élaboration du Plan de Mobilité 2030 - Approbation
6. Aménagement durable - Convention d'échange de données du fichier national des accidents corporels de la circulation - Renouvellement - Autorisation de signature
7. Aménagement durable - Aide à l'achat de Vélos à Assistance Electrique (VAE) - Evolution du dispositif - Approbation
8. Aménagement durable - Convention de partenariat et de financement avec la société Klaxit dans le cadre d'une action expérimentale d'incitation au covoiturage - Approbation - Autorisation de signature
9. Aménagement durable - Convention d'autorisation d'embarquement et de dépose de passagers sur la commune de Teyran - Avenant n°1 - Autorisation de signature
10. Cycles de l'eau - Gestion des cours d'eau sur le bassin versant de l'étang de l'Or - Dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'intérêt général – Approbation
11. Cycles de l'eau - Continuité écologique des cours d'eau - Travaux d'équipement des trois seuils du Lez situés en aval de l'A709 - Demande d'aides financières auprès de l'Agence de l'Eau - Approbation
12. Cycles de l'eau - GEMAPI - Projet de mise en œuvre du plan d'actions 2021 sur les sites des salines de Villeneuve-lès-Maguelone et de l'étang de Vic - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'espaces naturels Occitanie - Autorisation de signature
13. Cycles de l'eau - GEMAPI - Journée mondiale des zones humides - Manifestation art et nature - Galerie éphémère 2021 - Convention d'attribution d'une subvention au Conservatoire d'espaces naturels Occitanie - Autorisation de signature
14. Cycles de l'eau - GEMAPI - Mise en œuvre du programme d'éducation à l'environnement littoral « Cap sur les salines » - Animations et événements sur les sites du lido et des salines de Villeneuve, des étangs de Vic et de Pierre Blanche et de la Réserve naturelle nationale de l'Estagnol - Convention d'attribution d'une subvention au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Bassin de Thau - Autorisation de signature
15. Cycles de l'eau - Candidature de Montpellier Méditerranée Métropole au programme LIFE 2020 - Projet LIFE REWA (Recycled Water) - Limiter les prélèvements d'eau douce naturelle grâce au recyclage d'eau usée traitée - Approbation
16. Cycles de l'eau - Eau potable - Économies d'eau - Opération AquaMetro - Convention d'attribution d'une subvention à l'Agence Locale de l'énergie et du Climat de Montpellier - Autorisation de signature
17. Cycles de l'eau - Contrat de délégation de service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration Maera - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature
18. Cycles de l'eau - Contrat de délégation de service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera - Avenant n°3 - Approbation

19. Environnement - Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°6 au contrat de délégation lié à l'actualisation du programme prévisionnel de travaux - Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de la ressource géothermale - Autorisation de signature
20. Environnement - Collecte et valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques - Renouvellement de la convention avec l'eco-organisme OCAD3E - Autorisation de signature
21. Aménagement durable - Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) - Adhésion 2021 – Approbation
22. Aménagement durable - Commune de Montferrier-sur-Lez - Opération Baillarguet - Engagement d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montferrier-sur-Lez et modalités de concertation - Approbation
23. Aménagement durable - Nouveau projet de renouvellement urbain du quartier Mosson - Restructuration des commerces Sud Mosson - Convention partenariale entre l'ANCT, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
24. Solidarités - Observatoire du Logement Étudiant sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Conventions de financement - Autorisation de signature
25. Aménagement durable - Commune de Montpellier - Exercice du droit de priorité à l'occasion de la mise en vente par l'Etat de la parcelle RX n°329, sise 105 rue Guglielmo Marconi - Convention de tiers-payeur avec ACM Habitat - Autorisation de signature
26. Aménagement durable - Définition des modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°3 du PLU de Cournonsec - Approbation
27. Attractivité - Epidémie de Covid-19 - Dispositif d'aide au paiement des loyers et redevances pour le mois de décembre 2020 à destination des entreprises occupantes de bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole et en situation de fermetures administratives durant le mois de décembre 2020 à la suite de l'application du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 - Approbation - Autorisation de signature.
28. Attractivité - Épidémie de Covid-19 - Soutien aux entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et du tourisme - Fonds régional L'OCCAL Loyers - Modification des critères d'attribution - Approbation
29. Attractivité - Cité intelligente - Stratégie de citoyenneté numérique - Charte "Territoire d'Action pour un Numérique Inclusif" - Mesures du plan de relance en faveur de l'inclusion numérique - Création de contrats de projets conseiller numérique - Autorisation de signature
30. Solidarités - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Bilan 2020
31. Solidarités - Attribution de subventions à des associations dans le cadre de la thématique "Cohésion sociale - Politique de la ville" - Exercice 2021 - Autorisation de signature
32. Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement - Convention relative à la participation volontaire d'EDF - Autorisation de signature
33. Solidarités - Lutte contre l'habitat indigne - Convention de délégation de mise en œuvre et de suivi du "Permis de louer" entre Montpellier Métropole Méditerranée et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature
34. Solidarités - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 64 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature
35. Solidarités - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 13 logements - Autorisation de signature

36. Solidarités - Construction de 12 logements sociaux - Résidence « Namaste », rue Luis Barragan à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature
37. Solidarités - Construction de 5 logements sociaux - Résidence « Vert Domaine », 286 Rue des Grèzes à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature
38. Solidarités - Construction de 10 logements sociaux - Résidence « Skyway », avenue Germaine Tillon, ZAC Consuls de Mer à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature
39. Solidarités - Construction de 15 logements sociaux - Résidence « Pierre rouge », 7 Avenue Saint Lazare à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Promologis - Convention - Autorisation de signature
40. Solidarités - Construction de 11 logements sociaux - Résidence « Nouvel Horizon » - Chemin des Mendrous à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM - Convention - Autorisation de signature
41. Solidarités - Construction de 15 logements en location-accession - Résidence « Cœur d'Oc » - ZAC « Cœur d'Orques » lot 36 à Saint-Georges-d'Orques - Garantie d'emprunt à la SCCV Cœur d'Orques - Convention - Autorisation de signature
42. Attractivité - Convention de partenariat et de financement avec Sites & Cités Remarquables de France - Campagne de promotion touristique 2021 - Approbation - Autorisation de signature
43. Attractivité - Plateforme de promotion des vins de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu - Attribution de subvention à l'association EUPIC - 2021 - Convention - Autorisation de signature
44. Attractivité - Labellisation Grand Site Occitanie - Contrat avec la Région et l'Office de Tourisme et des Congrès - Autorisation de signature
45. Animation du territoire - Demande de subventions dans le cadre du label "Villes et pays d'art et d'histoire" - Approbation
46. Animation du territoire - Direction des médiathèques et du livre - Demande de subvention auprès du Centre National du Livre dans le cadre de la participation à la manifestation littéraire « Partir en livre 2021 » - Approbation
47. Animation du territoire - Adhésion à la Fondation du patrimoine - Renouvellement – Approbation
48. Animation du territoire - Convention de Partenariat entre le musée Fabre et l'association Brand à Part - Autorisation de signature
49. Animation du territoire - Direction des Médiathèques et du livre - Cession de droits de propriété intellectuelle - Migration MemoNum vers Gallica Marque Blanche - Approbation - Autorisation de signature
50. Animation du territoire - Convention de partenariat pédagogique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et l'association l'Art-Scène-Montpellier - Autorisation de signature
51. Animation du territoire - Agora des Savoirs saison 12 - Programmation janvier à mai 2021 - Partenariats avec la librairie Sauramps, Divergence FM et la Maison des Sciences de l'Homme - Approbation
52. Animation du territoire - Théâtre des 13 vents - Convention d'occupation du domaine public avec le Centre Dramatique National de Montpellier - SARL Théâtre des 13 vents - Autorisation de signature
53. Animation du territoire - Modalités de soutien aux artistes du spectacle vivant - Approbation
54. Animation du territoire - Avenant n°1 à la convention triennale d'application relative au financement des festivals du Domaine d'O avec le Département de l'Hérault - Autorisation de signature
55. Ressources - Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

56. Ressources - Astreinte d'accueil pour les aires d'accueil des gens du voyage - Approbation
57. Ressources - Détermination du taux de promotion pour l'avancement à l'échelon spécial ou de classe exceptionnelle sur certains grades - Approbation
58. Ressources - Modalité de versement des allocations retour à l'emploi dans le cadre d'une création d'entreprise (Aide à la Reprise ou à la Création d'Entreprise) - Approbation
59. Ressources - Précisions relatives aux tarifs - Modification de la délibération n°M2020-483 du 17 décembre 2020 - Approbation
60. Ressources - Gestion de la dette - Demande de reconduction du fonds de soutien
61. Ressources - Attributions de compensation (AC) aux communes - Montants prévisionnels 2021 - Approbation
62. Ressources - Admissions non valeur - Exercice 2021 - Approbation
63. Ressources - Avances remboursables destinées à soutenir les Autorités Organisatrices des Mobilités - Approbation
64. Hors commission - Débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et Montpellier Méditerranée Métropole
65. Hors commission - Conseil de développement de Montpellier Méditerranée Métropole - Constitution - Approbation
66. Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations
67. Ressources - Mandat SA3M pour la réalisation du Centre d'art contemporain MOCO - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation
68. Ressources - Mandat SA3M pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation
69. Ressources - Mandat SA3M pour l'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque Emile Zola - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation
70. Ressources - Développement économique - Concession d'aménagement du Frigoulet - Village d'entreprises artisanales et de services (VEAS) et restructuration du secteur du Frigoulet - Cournonsec - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC)- Exercice 2019 - Avenant n°5 - Approbation - Autorisation de signature
71. Ressources - Développement économique - ZAC Cannabe - Commune de Cournonterral - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°2 - Approbation - Autorisation de signature
72. Ressources - Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°6 à la concession d'aménagement - Approbation - Autorisation de signature
73. Ressources - Développement économique - ZAC Descartes - Commune de Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation - Autorisation de signature
74. Ressources - Communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez - Concession Eureka - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°18 - Approbation - Autorisation de signature
75. Ressources - Développement économique - ZAC Euromédecine II - Communes de Montpellier et de Grabels - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°12 - Approbation - Autorisation de signature
76. Ressources - Opération Programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) Copropriétés dégradées Quartier Mosson / Plan de sauvegarde copropriété « Les Cévennes » à Montpellier - Mandat d'études et prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Autorisation de signature

77. Ressources - Concession Cambacérès - SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°8 - Approbation - Autorisation de signature
78. Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation
79. Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Extension Hippocrate - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature
80. Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Odysseum Est - Compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2019
81. Ressources - Zones d'activités Parc 2000 et Parc 2000 extension - Commune de Montpellier - Concession Montpellier Méditerranée Métropole/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation
82. Ressources - Zones d'activités Parc 2000 2ème extension - Commune de Montpellier - Concession Montpellier Méditerranée Métropole/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature
83. Ressources - Commune de Montpellier - ZAC Porte de la Méditerranée - Odysseum - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation
84. Ressources - Développement économique - ZAC Lauze Est - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature
85. Ressources - Développement économique - Parc d'activités économiques Charles Martel - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation
86. Ressources - Développement économique - ZAC Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°4 - Approbation - Autorisation de signature
87. Ressources - Développement économique - ZAC Marcel Dassault et sa première extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Approbation
88. Ressources - Développement économique - ZAC Marcel Dassault 2ème extension - Commune de Saint Jean de Védas - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Avenant n°9 - Approbation - Autorisation de signature
89. Ressources - Zones d'activités Garosud et extension - Commune de Montpellier - Concession Montpellier Méditerranée Métropole/SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2019 - Rapport spécial sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Année 2019 - Approbation

*Diffusion de la Marseillaise.*

**Monsieur le Président**

Bonjour à tous et à toutes, mes chers collègues. Je commence par remercier l'ensemble des services qui organisent ce Conseil, qui se tient en visio – pour des raisons évidentes liées à la crise sanitaire, dont je parlerai dans quelques instants. Je vous propose de procéder à l'appel. C'est toujours un petit peu fastidieux en visio. Merci de m'indiquer si vous avez ou pas une procuration.

*Monsieur le Président procède à l'appel.*

**Monsieur le Président**

Nous avons le quorum.

*Monsieur le Président déclare la séance ouverte.*

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup pour cet appel, qui est forcément un peu plus long que si nous étions en séance. On espère tous qu'à un moment on va finir par pouvoir se retrouver. Mais on est quand même dans une situation difficile. C'est le premier Conseil de l'année 2021. Nous avons clos la période des vœux hier soir, mais quand même, souhaitons-nous collectivement beaucoup de sérénité et de mobilisation dans cette période, et surtout souhaitons de la surmonter du mieux possible – même si nous devons être très francs : les semaines qui viennent vont encore être difficiles.

Je voudrais saluer tous les Maires qui se sont mobilisés pour installer des centres de vaccination. Malheureusement, nous n'avons pas assez de doses. Nous le voyons : tous les pays européens sont concernés par ces retards. En tout cas, dès que possible, dès que davantage de doses arriveront, nous pourrons armer ces centres pour vacciner le plus grand nombre. On mesure tous l'impatience, puisque nous savons que c'est la solution pour sortir de cette crise.

Nous avons tous suivi les annonces du Premier ministre vendredi soir. Cela a des conséquences sur notre territoire avec la fermeture d'Odysseum et du Polygone, les deux grands centres commerciaux supérieurs à 20 000 m<sup>2</sup>. Donc on le voit : il faut quand même que nous restions tous extrêmement vigilants. Évidemment, c'est difficile pour ces différentes structures, mais c'est ainsi.

Je voudrais indiquer quand même que, dans cette crise, la Collectivité est pleinement mobilisée : 3 000 ordinateurs portables ont été déployés pour les agents de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier – mais aussi dans d'autres communes – pour développer au maximum le télétravail. Je voudrais adresser un salut tout particulier aux personnels qui travaillent dans les structures culturelles – que nous soutenons. Par exemple, le musée Fabre est fermé, il nous manque, il manque aux habitants de la Métropole. Mais ses agents se réorganisent et en profitent pour préparer l'avenir. J'en veux pour preuve le travail de sensibilisation qui est fait sur tous les personnels pour mieux accueillir le public en situation de handicap. Je voudrais saluer toute l'équipe de Montpellier Danse, qui accueille en résidence des artistes pour que ceux-ci puissent créer. Je voudrais saluer le Printemps des Comédiens au Domaine d'O, qui travaille sur le Printemps des collégiens, pour être en appui des professeurs, pour que l'expérience du théâtre puisse être partagée. Ces lieux de culture sont fermés. C'est très éprouvant. De manière très légitime, beaucoup d'artistes, très largement soutenus par la population et par nous, ont exprimés leurs inquiétudes. Malgré ces fermetures, le monde de la culture est mobilisé pour préparer la reprise, même si nous ne sommes pas en capacité, les uns et les autres, de pouvoir dire quand elle aura lieu.

D'autre part, cette crise sanitaire a des conséquences sur la situation de l'emploi. Je me dois de donner les chiffres. Il y a un impact économique, que nous devons collectivement mesurer, qui tourne sur notre territoire. Sur les trois derniers trimestres, notre territoire a perdu 2 700 emplois en raison de la crise sanitaire. À Toulouse, 6 420 emplois ont été supprimés. Nous pouvons donner l'impression que nous résistons un petit peu mieux. Effectivement. Mais cela nous invite, nous, l'ensemble des décideurs publics, à agir.

Ce sera l'esprit du débat d'orientations budgétaires sur le niveau d'investissement. Ce sera l'esprit des projets qui apparaîtront en 2021 avec davantage de mises en œuvre opérationnelles, comme autour de la Med Vallée, autour des industries culturelles et créatives, autour des enjeux du numérique, qui sont, pour notre territoire, des gisements d'emplois qui, ensuite, en appellent d'autres dans le domaine du commerce, dans le domaine de l'attractivité. Je parlais de Toulouse. Je serai, demain, à Toulouse, pour rencontrer Jean-Luc MOUDENC et pour évoquer les coopérations entre nos deux Métropoles, car l'esprit qui doit animer notre territoire n'est pas la compétition, mais il s'agit bien d'identifier toutes les complémentarités qui sont possibles dans notre Région d'Occitanie. Pour l'instant, il n'y a donc pas de confinement, contrairement au *teasing* assez pénible que nous avons vécu la semaine dernière. Si nous voulons l'éviter, il s'agit évidemment de faire preuve de grandes responsabilités.

Un autre aspect, qui a fait quelque peu débat, et qu'il est temps de clore : c'est cette question liée à la chasse. Je sais que, pour beaucoup, cela a suscité de l'émotion. Je voudrais ici préciser les choses, de manière extrêmement claire : chaque Maire, sur ce sujet, définit ce que bon lui semble sur le territoire de sa commune. Ce n'est pas une compétence communautaire. C'est une compétence, c'est un dialogue, que chaque commune mène. À Montpellier – presque 300 000 habitants – il existe des terrains, propriétés de la Métropole, qui sont des terrains de chasse – je crois que tout le monde peut comprendre cela, pour la sécurité des promeneurs, pour la quiétude des habitants – et c'est ma conviction, pour des raisons d'ordre éthique – mais cela appartient à chacun. Nous avons estimé que, sur la Commune de Montpellier, il ne pouvait plus y avoir de terrains de chasse. Dans la zone des Bouisses, les Celleneuveois, les habitants de La Martelle se promènent et ne peuvent pas être exposés à un incident de chasse. On est en milieu urbain. Dans cet esprit, j'ai demandé à Coralie MANTION, Vice-Présidente – que je remercie au nom de l'équipe municipale – de mettre fin à cette pratique sur le territoire de la Commune. C'est donc sur la Commune de Montpellier. Après, chaque Maire est libre de pouvoir définir sa stratégie en la matière. Commune de Montpellier : c'est non ; ailleurs, cela vous appartient et cela appartient à vos Conseils municipaux.

Autre aspect : nous avons, à la suite de la délibération rapportée par notre collègue Cyril MEUNIER, demandé à pouvoir être classés en station de tourisme. Nous avons obtenu ce label.

Autre nouvelle, sur le plan des mobilités – qui va beaucoup occuper notre Conseil, avec la stratégie mobilité de notre Métropole – vous savez qu'au mois de septembre, nous avons voté une aide à l'acquisition d'un VAE (vélo à assistance électrique), à hauteur de 500 euros – une aide de type universel. Donc nous sommes aujourd'hui, au 28 janvier, à 2 360 dossiers déposés. Il s'agit de 2 360 dossiers, dont près de deux tiers concernent des communes hors Montpellier. Nous voyons donc bien que le vélo à assistance électrique est un vrai levier de changement des mobilités alternatives. On a une petite tension : les marchands de cycles sont saturés de demandes, donc les livraisons prennent du temps. Mais nous voyons bien que, si demain, ce sont 2 500 voitures de moins en trajet domicile-travail au profit du VAE, nous aurons un impact sur les mobilités.

Voilà les quelques éléments, brefs, que je voulais vous donner en début de Conseil, sachant que dans cet ordre du jour, deux immenses dossiers nous attendent : le DOB et les dossiers liés à la mobilité.

Je vous propose de désigner Madame GIMENEZ en secrétaire de séance.

## **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 1<sup>ER</sup> FEVRIER 2021**

### **Monsieur le Président**

Je vous indique que l'affaire 22 – en accord avec Madame le Maire de Montferrier-sur-Lez et la Vice-Présidente en charge de l'urbanisme, Coralie MANTION – est retirée. Je vous propose, avec le retrait de l'affaire 22, de procéder au vote pour adopter l'ordre du jour. Prenons nos Quizzbox. Je mets aux voix l'adoption de l'ordre du jour modifié. J'ouvre le vote. Tous mes collègues sont maintenant familiers, à part Monsieur CALVAT qui était dans ses dossiers budgétaires.

*L'ordre du jour ainsi modifié est adopté à l'unanimité.*

*Pour : 92*



## **ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 23 NOVEMBRE 2020**

### **Monsieur le Président**

Adoption du procès-verbal du 23 novembre 2020. Est-ce qu'il y a, sur ce point-là, des demandes de prise de parole ? Monsieur JAOUL, sur l'ordre du jour, sur le PV ?

### **Laurent JAOUL**

Monsieur le Président, je voudrais vous demander la parole dans le cadre des décisions et de l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales.

### **Monsieur le Président**

Monsieur JAOUL, c'est juste après.

### **Laurent JAOUL**

D'accord. Je vous redemanderai la parole juste après alors.

### **Monsieur le Président**

Ok. Sur le procès-verbal, je mets aux voix. Adopté.

*Le procès-verbal de la séance du 23 novembre 2020 est adopté à l'unanimité.*

*Pour : 92*

## **APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

### **Monsieur le Président**

Je vous indique la synthèse des décisions prises. Monsieur JAOUL, sur ce point, a demandé la parole. Allez-y.

### **Laurent JAOUL**

Je voudrais revenir, Mesdames, Messieurs, mes chers collègues, sur la décision – vous l'avez évoquée en préambule, Monsieur le Président – n°2020-908. Je le ferai dans le cadre d'un temps de parole limité, bien entendu, puisque nous avons 5 minutes pour nous exprimer. Je voudrais utiliser ce temps de parole. De quoi s'agit-il ? Il s'agit d'une décision en date du 23 décembre, au nom de Montpellier Méditerranée Métropole, dans lequel Madame MANTION a signé l'interdiction de la chasse au lieu-dit Valedeau.

D'abord, sur la forme, Madame la Vice-Présidente a pris cette décision sans la moindre concertation, faisant fi de la convention qui lie Montpellier Méditerranée Métropole à la Fédération des chasseurs. Le Président de la Fédération des chasseurs – mon ami Jean-Pierre GAILLARD – l'a découvert dans la presse. Pour communiquer avec les instances cynégétiques, Madame MANTION a fait le choix d'un simple tweet, à connotation discriminatoire envers la chasse. A suivi ensuite une organisation méthodique pour attaquer la communauté des chasseurs. Sa déclaration dans la *Gazette de Montpellier* avait pour principal objectif de mettre de l'huile sur le feu. Je la cite : « *L'objectif final, c'est d'interdire la chasse sur l'ensemble du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole* » Propos qui font ensuite l'objet d'une surenchère par son camarade REYNAUD, qui ajoute, je le cite, qu'il souhaiterait « *interdire la chasse sur tout le territoire national* ». Et Madame MANTION, de surenchérir, en disant, je la cite : « *les chasseurs sont des pompiers pyromanes. Je souhaite interdire la chasse dans un premier temps sur les Communes de Clapiers, de Jacou et de Villeneuve-lès-Maguelone.* » Plus grave encore, elle poursuit sans vergogne son activisme par une déclaration des plus surréalistes. Je la cite : « *Nous mobiliserons la police municipale pour lutter contre les braconniers.* » Sachez, Madame MANTION, que si votre mandat vous donne une petite parcelle de pouvoir, il ne vous autorise pas pour autant à dire n'importe quoi. Ni le Maire, ni les policiers municipaux, dans le cadre de leur pouvoir de police, n'ont compétence pour lutter contre le braconnage. Je vous invite donc à réviser vos leçons avant de faire de telles déclarations qui discréditent notre institution.

Je rappelle à ceux qui l'ignore ici que la Fédération des chasseurs est reconnue d'utilité publique. Elle travaille avec la police de l'environnement pour lutter contre le braconnage. Elle a des partenariats avec tous les EPCI de notre Département, mais aussi avec le Conseil départemental, la Région Occitanie et les services de l'État. Désormais – il faut le savoir – seule la Métropole fera exception.

Mes chers collègues, par les temps qui courent, avec nos concitoyens qui souffrent, nos commerçants et nos artisans qui sont en grande difficulté, nos étudiants, nos personnels soignants, ne croyez-vous pas qu'il y avait d'autres priorités pour l'exécutif de la Métropole que de s'attaquer aux chasseurs ?

Monsieur le Président, dans votre introduction, vous avez parlé d'éthique. Je voudrais aussi ne pas éluder les questions éthiques – pour ne pas dire morales – liées à cette pratique. Croyez-le : je ne suis pas de ceux qui nient la souffrance animale. Mais il y a toujours plusieurs façons de juger les pratiques ancestrales, nos us et coutumes, celles qui font la richesse du patrimoine de notre pays. À la manière de Marcel PAGNOL dans *La Gloire de mon père*, je pourrais raconter moi aussi, avec beaucoup d'émotion, mes souvenirs d'enfance à Ganges, avec mon père et mon grand-père qui m'amenaient à la chasse, moi portant le carnier, eux portant le fusil, en quête d'un lièvre ou d'une perdrix, et ce bonheur du partage, de la transmission de nos valeurs issues de nos racines rurales. Mais je pourrais aussi vous raconter ce que certains dans cette Assemblée pourraient qualifier d'abominable, quand mon grand-père s'adonnait paisiblement au plaisir de la pêche et plantait l'hameçon dans un asticot pour accrocher une truite qui finissait à l'agonie dans un seau.

Mesdames et Messieurs, je vais conclure. J'ai déjà eu l'occasion de le dire. Je suis frappé – oui, frappé – par la montée en puissance d'une nouvelle dictature verte qui consiste à niveler vers le bas tous les rapports entre l'homme et l'animal, une idéologie qui veut imposer son point de vue et sa sensibilité à autrui par tous les moyens, y compris par les mensonges, la manipulation, parfois même la violence. Car vous savez, Monsieur le Président, diaboliser la chasse pour la combattre n'est qu'un prétexte idéologique qui masque d'autres intentions beaucoup moins louables, celles-là : changer l'alimentation de l'humanité, supprimer la viande dans les cantines de nos écoles, faire de l'animal – mais aussi des arbres, on l'a vu dernièrement avec le Maire de Bordeaux et son sapin de Noël – l'égal de l'homme et, au final, emmerder un peu plus chaque jour les citoyens de notre pays. Voilà le grand programme et le grand projet que les ayatollahs de la chlorophylle voudraient nous faire imposer.

#### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur.

#### **Laurent JAOUL**

De ce point de vue-là – je termine, Monsieur le Président – je suis de ceux qui refuseront toujours, même pour gagner quelques voix aux élections, de me soumettre à une écologie sectaire et punitive. Pour conclure mon propos – j'en ai terminé – ce dont je suis certain, c'est qu'avec la montée en puissance de l'activisme délirant de cette poignée d'extrémistes, les citoyens de notre territoire ont bien plus à perdre qu'à gagner. Je vous remercie.

#### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur JAOUL, pour votre propos. Madame MIRALLES souhaite dire quelque chose. Je propose qu'on soit assez bref sur ce sujet. J'apporterai quelques éléments de réponse complémentaires. On ne va pas faire débat sur les synthèses des décisions – qui n'appellent pas de débat, mais un « *donner acte* ». Madame MIRALLES, allez-y. Bonjour.

#### **Patricia MIRALLÈS**

Bonjour, Président, chers collègues. Monsieur le Président, je tiens en premier lieu à préciser clairement que je ne suis pas pour prendre parti. Je ne suis ni la porte-parole des chasseurs, ni celle des défenseurs de la cause animale. Je ne suis que la représentante des citoyens de Montpellier Méditerranée Métropole. Je m'étonne cependant de cette décision, et plus encore de la méthode employée pour y parvenir. Je suis en effet très surprise que vous n'ayez pas pris en compte les agriculteurs, les automobilistes, les citoyens, qui vont donc découvrir, grâce à vous, la cohabitation en zone urbaine avec les troupeaux de sangliers. Je m'étonne en outre que l'ancien candidat que vous êtes, chantre de l'élaboration collective et consensuelle des politiques publiques, ait laissé les choses se faire ainsi, sans la moindre concertation. Je vous le dis, Monsieur le Président : je suis très étonnée, car je sais que ce n'est pas de vos méthodes.

Et je voudrais peut-être faire un petit point. Vous savez comme moi que le 4 août 1789 doit vous évoquer un décret. Aujourd'hui, comment fait-on ? On interdit les chasseurs et, de toute façon, ceux qui ont les moyens pourront aller chasser là où ils veulent. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Madame la Députée. Je vous laisse libre de vos appréciations. Je propose de clore ce débat. Le débat se clôt de la manière suivante. Il est clos. Madame MANTION a eu un contact, une information, avec la Fédération des chasseurs. D'ailleurs, quand j'ai eu quelques mots d'intimidation, évidemment, je n'ai pas répondu, car il faut de la mesure. Sur la Ville de Montpellier, la Commune de Montpellier, nous avons fait ce choix pour des raisons de sécurité. Personne n'ignore les accidents de chasse qui, ici et là, ont pu se produire. Dans une Commune qui gagne près de 3 000 habitants par an, ce n'est plus le même rapport à l'espace qu'il y a plusieurs décennies. Ensuite, chaque Maire est libre, dans sa commune. Monsieur JAOU, Monsieur CALVAT, et d'autres, Monsieur LAURET – que je sais sensible à ce sujet – pourront se positionner. De la même manière, je suis pour de la mesure dans nos propos. Certains ont des convictions sur ce sujet. Nous savons que Madame MANTION, Monsieur REYNAUD, font partie du débat national, avec des choix différents sur la question de la chasse. Madame MIRALLES, vous qui êtes Députée de la majorité présidentielle, nous savons que le Président est un grand défenseur de la chasse à courre. Ce débat aura lieu aussi lors des élections législatives. Nos réglementations, nos lois pourront évoluer. Chacun pourra faire valoir ses positions. Pour ce qui concerne la Ville de Montpellier, dans les élections municipales, cela faisait partie d'une de nos propositions, que nous avons mise en œuvre. Encore une fois, ce n'est pas une compétence intercommunale. C'est une compétence communale. En tout cas, c'est une appréciation communale, et c'est bien de cela dont il s'agit. Jusqu'à nouvel ordre, le terrain concerné est sur la Commune de Montpellier. Après, il y a les références historiques. PAGNOL est toujours agréable à citer. Dont acte. Mais le monde n'est pas non plus figé.

Quant à la nuit du 4 août 1789, elle porte sur l'abolition des privilèges et il s'agit de faire en sorte que tout un chacun puisse participer au même niveau de débat public, au même niveau de responsabilité, et que nous soyons traités à égalité. L'esprit qui a présidé à la nuit du 4 août, c'était quand même une forme de quête du respect. Il n'y en avait pas qui étaient supérieurs aux autres. Je ne vous cache pas que, quand je lis certaines déclarations de chasseurs à mon endroit, je trouve qu'ils devraient prendre de la mesure. Je suis tout à fait disposé à leur exposer nos arguments, c'est-à-dire que le dimanche, quand on se promène en famille dans un endroit, on ne doit pas être soumis à ce risque-là. Dans un tissu urbain, dans des tissus plus ruraux il appartient aux Maires de le décider.

Quant à la mise en œuvre de repas sans viande, végétariens, il y a des hommes et des femmes qui ont de nouvelles habitudes alimentaires ou des habitudes alimentaires qui existaient par avant : il s'agit de pouvoir les comprendre et les respecter. C'est une liberté de choix.

Le but n'est pas d'imposer aux uns et aux autres tel ou tel point de vue. Le but est de donner à chacun la liberté. Le dimanche, il y a des endroits où des gens ne pouvaient pas aller ou n'allaient pas, parce qu'il y avait un risque chasse. Je sais que ceux qui pratiquent cette activité, en grande majorité, font attention – fort heureusement.

Néanmoins, tout le monde peut comprendre que, pour ce qui est de la Commune de Montpellier, ce n'est pas concevable. Je le dis : ce débat se clôt. Si des Maires souhaitent interdire sur leur territoire communal la pratique de la chasse, ils peuvent donc solliciter Madame MANTION – ce que j'ai fait. Voilà où nous en sommes. Ce n'est pas une compétence intercommunale. J'ai comme l'impression que lors des prochaines élections législatives, chacun pourra exprimer et faire valoir ses convictions. C'est la meilleure manière pour pouvoir les conduire. En tout cas, dans cette Assemblée, ce sera dans le respect.

### **AFFAIRE N° 1 : ENVIRONNEMENT - RAPPORT SUR LA SITUATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DANS LA PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE - ANNEE 2020**

### **Monsieur le Président**

Je vous propose de passer au point n° 1. Madame TOUZARD a la parole.

## Isabelle TOUZARD

Rebonjour à tous. Merci, Monsieur le Président. Je vais vous présenter le rapport sur le développement durable 2020. Vous savez que c'est un exercice – entre guillemets – rendu obligatoire pour notre EPCI depuis la loi Grenelle II de 2010. Pour présenter ce rapport, nous avons tenu compte des observations très judicieuses qui avaient été faites par notre collègue Monsieur PATERNOT pour le rapport 2019 qu'on avait présenté en septembre dernier – un peu en retard, vu le calendrier spécifique qu'on a eu l'année dernière. Très rapidement, si vous me donnez quelques minutes quand même, je vais mettre en exergue les principaux points de ce rapport.

Pour rappel, il s'agit vraiment d'un rapport dont la structuration est règlementée. Il s'appelle « *rapport sur le développement durable* », c'est une conception qui fait débat. La question du développement durable : le développement est-il durable ? Peut-il être durable ? Peut-on, dans la durée, en permanence, développer les activités ? C'est une question de fond. On est tenu de l'appeler comme cela. Aujourd'hui, on parle beaucoup plus de « *transition* », par exemple. Il est factuel. C'est-à-dire qu'il s'attache réellement à ce qui s'est réalisé en 2020. C'est à la fois ce qui avait été engagé par l'équipe précédente, Monsieur le Président, mais aussi de nombreuses initiatives qui ont déjà marqué la fin de l'année 2020.

Pour ne pas prendre trop de temps, il y a toute une partie du rapport développement durable qui porte sur l'adaptation au changement climatique et la lutte contre le changement climatique. Là, on fait référence à tout le travail qui a été mené en 2020 sur le PCAET (plan climat air énergie). J'y travaille avec les Vice-Présidents concernés. Le PCAET sera adopté en 2021 – nous y reviendrons. On y évoque aussi le travail qui a été fait sur le PLUi, qui sera repris, notamment dans le cadre du PLUi climat que notre collègue Coralie MANTION souhaite mettre en place à l'horizon 2023. On y fait mention des actions qui sont menées dans le cadre des opérations d'aménagement, notamment sur les parcs d'activités économiques existants, et dans le cadre de la coopération avec les communes, dans le cadre des PUP, chers collègues. C'est vraiment un outil dans lequel on peut intégrer des éléments de développement durable, comme l'intégration des modes actifs, les réflexions sur les îlots de chaleur, etc.

Ensuite, toujours dans ce premier chapitre qui porte sur la lutte contre le changement climatique, on parle des mobilités et des actions menées en 2020. Vous l'avez dit : tout ce qui a été fait au niveau des vélos électriques, des itinéraires « *la Méditerranée à vélo* », la pratique du covoiturage avec des initiatives déjà lancées en 2020. Au niveau des transports collectifs : le développement de l'hydrogène, en collaboration avec la Région, et Modulauto. Et puis, bien entendu, le soutien que l'on met à la LNMP (Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan), qui est prioritaire dans le cadre du réseau transeuropéen de transport.

Je vais rapidement à la sobriété énergétique et tout ce qui concerne l'énergie, qui est un volet très important sur la Métropole pour la lutte contre le changement climatique, au côté de la question de la mobilité. On a, en 2020, continué sur la plateforme Renov'Énergie. Vous le savez : en 2021, on changera de braquet avec le guichet unique rénovation énergétique. On évoque aussi dans ce rapport des initiatives sur l'énergie renouvelable, comme par exemple la mise en place d'ombrières photovoltaïques sur les équipements métropolitains, comme la piscine Poséidon. Est à l'étude l'idée de mettre aussi des ombrières photovoltaïques au niveau des stations d'épuration, par exemple. Et le développement de chaufferies bois dans le cadre du réseau de chaleur.

On y évoque également, et enfin, le lancement des études pour la ZFE, pilotées par Julie FRÊCHE, et tout ce qui est mené au niveau de la qualité de l'air, en termes de systèmes innovants de mesure et d'animation. Au niveau de la collectivité, toujours sur le volet énergétique, on y évoque le choix de la priorité donnée à l'électricité et au GNV sur le parc automobile de la Métropole, et tous les travaux de rénovation énergétique qui ont été menés sur nos équipements.

Deuxième chapitre, rapidement : c'est tout ce qui concerne la biodiversité, mais aussi la préservation des milieux, des ressources, et la lutte contre les risques. Là, on y évoque le travail qui a été mené sur la trame verte et bleue dans le cadre du PLUi, ce qui est nouveau. Tout ce qui est mené en termes de biodiversité : vous le savez, un accord-cadre que l'on a signé avec le Conservatoire des espaces naturels pour travailler, mettre en place une réelle stratégie biodiversité sur la Métropole. Le travail spécifique qui est mené sur la plaine Ouest, qui est un haut lieu de biodiversité. On y évoque aussi la politique foncière menée par la Métropole, notamment pour l'agroécologie et les baux à caractères environnementaux que l'on a signés en 2020.

En ce qui concerne la protection de la ressource en eau, c'est la compétence de René REVOL. On y évoque l'initiation du schéma directeur d'eau brute en 2020, avec là aussi l'idée d'économiser l'eau pour notamment l'irrigation, le travail mené autour de la réutilisation des eaux usées dans les stations d'épuration, et tout le travail mené avec la Régie publique de l'eau notamment pour améliorer le rendement d'eau potable. Également des actions menées dans le cadre de la protection des aires de captage, avec les aires collectives de rinçage et de remplissage, qui ont été mis en place dans différents points de la Métropole, l'étude OMONLEZ, etc.

Au niveau de la lutte contre les risques, dits « *naturels* » - mais qui ne sont pas si naturels que cela, ils résultent quand même beaucoup de l'action de l'homme sur le territoire – c'est tout ce qui est de la gouvernance du golfe d'Aigues Mortes à laquelle on travaille et la lutte contre la submersion marine, la restauration des lagunes palavasiennes, des milieux aquatiques, et tous les plans de gestion mis en place, notamment sur les salines de Villeneuve et sur le bassin versant du Lez. Et aussi les gros travaux à améliorer pour la résilience du CHU, vis-à-vis du risque inondation. Je passe sur d'autres choses. Enfin, beaucoup d'actions notamment dans le cadre de la sensibilisation, avec notamment le monde de la recherche. Et nous allons concourir au concours « *Capitale de la biodiversité* », autour du thème de la biodiversité aquatique.

Vous savez que le développement durable, c'est à la fois l'environnement, mais aussi le social et l'économique. Le troisième chapitre, rapidement, porte sur les actions menées en termes de cohésion sociale et de solidarité avec les territoires et les générations. Là, on y évoque ce qui a été mis en place avec Clara GIMENEZ fin 2020 sur le permis de louer, la création de lieux d'accueil pour les familles sans abri, et tout le plan d'action 2020 Logement d'abord. Ensuite, dans le cadre de la cohésion urbaine et politique de la ville, les nouveaux projets de renouvellement urbain (ANRU) et la Maison du projet pour la co-construction de la politique de la ville, quartier de la Mosson. Est également évoqué tout ce qui a été fait dans le cadre de la dotation politique de la ville.

Il y a quand même 4,8 millions d'euros qui ont été mobilisés sur les 12 quartiers prioritaires de la politique de la ville. Dans le cadre – vous le savez aussi – l'été dernier, de la sortie du confinement et des problèmes liés à la déscolarisation – on peut le dire comme cela – pendant le confinement, il y a eu l'opération vacances apprenantes qui a permis de créer un été d'apprentissage à destination des populations, notamment des quartiers prioritaires, et tout le travail mené dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique. Il est également évoqué le plan de lutte contre la pauvreté et tout ce qui a été mené en termes d'hygiène pour les personnes en grande précarité. Aussi, l'étude menée avec la Régie publique de l'eau pour une nouvelle grille tarifaire pour l'eau.

En ce qui concerne le quatrième chapitre, l'économie circulaire, le gros volet est la stratégie zéro déchet lancée par François VASQUEZ dès 2020, et le lancement prochain du PLPDMA (programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés). Bien entendu, toute la politique zéro déchet, la tarification incitative, les premières études lancées, ainsi que les études relatives à la généralisation du tri des biodéchets à la source, et puis tout ce qui se passe au niveau de l'animation autour de ces thématiques-là.

On y évoque également – toujours dans le chapitre économie circulaire – la politique agroécologie et alimentaire (P2A) innovante, avec tout le volet mené avec le MIN. Vous savez que le schéma directeur du MIN est lancé. Mais ce qu'on peut noter à ce niveau-là, c'est que grâce à sa P2A, la Métropole est en avance, et on a pu faire face très rapidement pendant la première période de confinement à la mise en place de circuits courts. Tous nos producteurs, les producteurs locaux de la Métropole, étaient déjà identifiés. Donc une mise en place rapide pour permettre un approvisionnement dans le cadre du confinement a été possible. On continue tout le travail avec les fermes ressources sur le territoire montpelliérain et avec les communes. On parle ici de la Condamine, de Viviers, de Mirabeau avec Fabrègues, de l'Agriparc de Lavérune, etc., et de tout un travail qui est mené avec l'Agence de l'eau pour conforter les filières courtes à bas niveau d'impact. On a voté une délibération fin 2020 à ce sujet.

Dans ce volet également, tout le travail mené par Hind EMAD autour du soutien aux entreprises de commerce de proximité, toujours dans le cadre de la crise sanitaire que l'on vit, en collaboration avec le fonds l'OCCAL de la Région. Ce qui a été mis en place au niveau d'Eurobiomed dans le cadre du pôle de compétitivité, et les différents partenariats qui ont pu être menés notamment avec la CAPEB pour tout ce qui est sensibilisation de la profession à l'écoconstruction, etc. et le soutien à l'ESS (économie sociale et solidaire).

Et enfin, un dernier point sur la question de l'attractivité et du rayonnement du territoire avec la création de l'Agence de développement et le Green IT Day. Je passe rapidement. Également, des actions menées au niveau de la Métropole en tant qu'établissement – j'y reviendrai.

Le dernier chapitre, pour finir – ce sont des chapitres, comme je le disais, qui sont normés, les titres nous sont indiqués – c'est l'épanouissement de tous les êtres humains. C'est tout ce qui concerne la culture et le sport, en fait. Vous l'avez dit, Monsieur le Président : pendant la crise sanitaire, un gros travail est mené par nos services pour permettre à tous de continuer à accéder à cette offre culturelle. On peut souligner aussi le travail continue qui est mené pour l'accès aux personnes empêchées à tous nos équipements. On peut évoquer aussi ce qui a été fait en termes de gratuité à différentes expositions, les différents partenariats. Je vais très vite et je l'ai dit, tout ce qui a été mené par la médiathèque centrale. L'accessibilité au niveau aussi de l'Agora, le travail qui a été mené aussi à l'Écolothèque à ce niveau-là et pour toutes les médiathèques. Enfin, dans le cadre de la politique de la ville, les actions qui ont été menées par le musée Fabre et la médiathèque Zola, notamment, en partenariat avec le CHU, par exemple. Enfin, côté sport, le soutien au sport de haut niveau continue certes, mais également tout un schéma directeur global a été mis en place au niveau sport et loisirs de la nature.

Enfin, en parallèle de toutes ces actions sur le territoire, des actions sont menées au niveau de la collectivité avec les agents. Ils sont très nombreux. Je vous laisserai en prendre connaissance dans le rapport, si vous n'avez pas encore eu le temps de le faire.

On doit terminer ce rapport par des éléments de méthode, de démarche. On y souligne les éléments de participation citoyenne qui ont été menés sur différents projets, comme par exemple l'aménagement des espaces publics sur le quartier de la Mosson. On y évoque la création d'un collège de déontologie, mis en place fin 2020, le travail qui est mené au niveau de la collectivité au niveau des services, les questions de transversalité liées à la convergence Ville-Métropole. Et enfin, vous le savez : on a un label Cit'ergie, qui nous permet de faire le suivi avec différents indicateurs de toute cette politique qui est menée dans le cadre de la lutte contre le changement climatique.

J'espère que je n'ai pas été trop longue.

#### **Monsieur le Président**

Non, Isabelle. Merci beaucoup pour cette présentation au contraire très complète de ce rapport. Il y a quelques demandes de prise de parole. Madame VASSAS-MEJRI, Monsieur LAURET, Madame JANNIN et Monsieur MIRO. Je propose de clore les inscriptions. On y va. Madame VASSAS-MEJRI.

#### **Claudine VASSAS-MEJRI**

Bonjour. Merci. Merci Isabelle pour cette présentation importante et bien sûr transversale. Je voudrais simplement revenir sur un point qui a défrayé aussi la chronique la semaine dernière, pour remercier le Président et le Vice-Président François VASQUEZ d'avoir été clairs. Il s'agit des déchets, bien sûr, et de l'éventuelle réouverture de la décharge de Castries où, sur le secteur, l'association a repris vraiment du poids. J'ai reçu des gens la semaine dernière. Je les avais rassurés. Là, je crois que tout le monde est totalement rassuré, puisqu'il y a encore de fortes odeurs, et la torchère continue à fonctionner. On en a pour des années pour remettre ce site en état. Il ne sera jamais d'ailleurs remis en état. C'était un site dégradé. Merci à vous d'avoir clarifié les choses. C'était tout ce que je voulais ajouter. Merci.

#### **Monsieur le Président**

Merci, Madame VASSAS-MEJRI, Maire de Castries. La parole est à Monsieur LAURET.

#### **Guy LAURET**

Merci, Monsieur le Président. Bonjour à tout le monde. Tout d'abord, merci à notre collègue pour l'exposé qu'elle vient de nous proposer. Je suis très heureux – mais pas surpris – que la Métropole avance énormément dans tout ce qui est développement durable, avec cet enjeu qui nous est commun, avec cet enjeu également d'épanouissement des êtres humains. Je crois que là-dedans, il y a un dossier dans le dossier, qui est le dossier de tous nos espaces naturels.

Il y a quelques mois, je m'étais ému, non pas du fait qu'il y ait une délégation au bien-être animal, puisqu'on est tous concernés – on est tous d'accord là-dessus. Au passage, je vais en profiter pour féliciter nos éleveurs de chevaux. Vous vous rappelez qu'en fin d'année il y a eu de grosses problématiques avec des fous – il faut le dire comme cela – qui pouvaient s'attaquer aux chevaux. Ils n'ont pas hésité à se mobiliser le jour, la nuit, les jours fériés. Je voulais les féliciter. Je voulais également remercier tous nos amis agriculteurs qui sont dans l'élevage avec toutes les avancées, avec tous les progrès qui ont été faits dans ce domaine-là. Mais je crois qu'un territoire comme la Métropole doit être représenté à tous les niveaux.

Juste pour faire un petit aparté – mais cela s'intègre dans les espaces naturels – en ce qui concerne la chasse, tout a été dit sur la tradition séculaire, tout a été dit sur la révolution et les acquis qui sont venus avec. Mais je crois que les uns et les autres, par rapport à nos espaces naturels, on a deux enjeux. Le premier enjeu est d'éviter – autant que faire se peut – tous les dépôts sauvages. Le second est de se battre contre les risques d'incendie. Pour cela, il n'y a qu'une méthode – en plus de la répression bien sûr – c'est d'avoir le maximum de personnes sur le terrain. Je veux tirer un coup de chapeau à nos chasseurs, parce que, quand on fait des journées de nettoyage, quand on ramasse des masques, quand on ramasse des canettes, enfin tout ce que vous voulez, ils sont là les premiers et ils répondent toujours présents. Au niveau de Vendargues, bravo au Président CAVALLERO et à son équipe. Concernant les risques d'incendie, c'est pareil : on a un CCFF (Comité communal feux de forêts), comme dans de nombreuses communes, et le fer de lance, le socle de ce CCFF, ce sont les chasseurs qui le constituent. Bien évidemment, on respecte tous les autres qui viennent. Je crois que c'est un volet très important.

Je vais terminer par ça : quand on parle de se nourrir, il faut parler également de régulation des prédateurs. Je sais qu'il y a des professeurs autour de cette table qui vont se souvenir des nuées de sauterelles dans l'Égypte ancienne ou, un peu plus près de nous – malheureusement – des nuées de criquets dans des pays africains. La parenthèse est fermée. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a une question qu'il faut se poser. Quand on prend une problématique comme celle de la chasse, il faut la prendre entièrement. Et on a la problématique de la régulation. Je vais prendre deux exemples, dont celui du sanglier. Le sanglier, une fois qu'il aura dévasté toutes les cultures, qu'il aura abîmé les vignes – on le voit, il crée des accidents – il va en ville. Et qu'est-ce qu'on fait ? On le met dans des cages. Je vous laisse quand même imaginer l'issue de la cage. Le lapin, c'est pareil. Les moins jeunes d'entre nous vont revenir 40 ans en arrière et vont se rappeler comment on a régulé. On a régulé en mettant des maladies – il faut en être conscient – la myxomatose, le VHD. Donc j'aimerais qu'on respecte toutes les personnes qui œuvrent et qui interviennent dans notre quotidien et dans nos garrigues. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci, Monsieur le Maire. Madame JANNIN.

### **Stéphanie JANNIN**

Bonjour, Monsieur le Président. Chers collègues. Je te remercie, Isabelle, pour la présentation de ce rapport, qui met en exergue l'ensemble des mesures mises en œuvre ces dernières années en termes de développement durable et, plus largement, je suis d'accord sur ce point avec toi, de transition écologique de notre territoire. Comme tu as pu le souligner, elles sont nombreuses et solides.

Vous avez, Monsieur le Président, annoncé un objectif de zéro artificialisation nette pour 2030, auquel je souscris totalement. Il est d'ailleurs inscrit dans la loi, donc au-delà d'un objectif, c'est une obligation, finalement, pour nous. Sur ce sujet d'envergure, qui re-questionne absolument tous les paradigmes de la planification territoriale – et on ouvre d'ailleurs à mon sens une page passionnante et structurante pour notre territoire – la question n'est pas tant de se fixer cet objectif, mais de savoir comment nous pouvons l'atteindre, dans un principe de co-évolution soutenable entre l'homme et la nature.

Je voudrais à ce sujet simplement porter à votre connaissance, Monsieur le Président, qu'un point important a été omis dans ce rapport. Il s'agit d'une démarche qui a été menée bien au-delà de la concertation, dans une véritable coproduction, avec l'ensemble des Maires des 31 communes, qui sont d'ailleurs pour une large majorité d'entre eux et d'entre elles bien présents encore aujourd'hui dans cet hémicycle virtuel. Cette démarche a permis de poser les bases d'un projet de territoire appelé « *Montpellier territoires* », un projet global, transversal, partagé, mais aussi une méthode. Ce projet de territoire a discuté, construit et acté les grands équilibres de notre territoire métropolitain, regardé pour la toute première fois comme un écosystème, en capacité de générer ses propres régulations, en ce qui concerne le grand cycle de l'eau par exemple, la préservation des écosystèmes ou encore l'alimentation.

Cette démarche a par la suite irrigué la transformation des grands documents de planification. C'est sur cette base qu'a été acté par exemple la préservation de deux tiers des espaces naturels et agricoles, qui n'est pas non plus mentionnée dans votre rapport, et qui est pourtant la première grande étape vers le zéro artificialisation nette. Aujourd'hui, ces terres sont protégées de toute urbanisation pour les vingt années à venir, et ces deux tiers ont d'ailleurs été atteints grâce à l'engagement des Maires qui ont, chacun sur leur territoire, retranché aux zones urbanisables des terres qui y étaient promises, et mis en quelque sorte ces terres dans notre panier commun. Je vous invite donc à réintégrer ces points dans le rapport, et surtout – c'est évidemment le plus important – de vous appuyer s'il vous plaît sur ce travail, pour dessiner, dans le cadre du PLUi – qui est d'une importance immense – loin des dogmes, de manière responsable, une stratégie opérationnelle concrète quant au zéro artificialisation nette, associé à une politique forte en matière de production de logements, car tout l'enjeu est bien la recherche de ces équilibres complexes, qui vont bâtir le futur PLUi.

Enfin, pour conclure, je souhaite vous indiquer, sauf erreur de ma part, que, la démarche Cit'ergie a été engagée par la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole en 2019. Au-delà d'avoir été engagée, elle a surtout abouti, contrairement à la première démarche qui avait été menée en 2013. Donc pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, la Métropole et la Ville sont désormais labellisées Cit'ergie depuis janvier 2020. Je ne doute pas que ce soit une simple erreur matérielle dans le rapport, qui sera rectifiée, notamment parce que la délibération précise bien, elle, par exemple, que cette labellisation a été obtenue. Cette démarche avait d'ailleurs très spécifiquement souligné la cohérence de la planification du territoire via le projet *Montpellier territoires*, et cette recherche concrète et opérationnelle des grands équilibres, sans hiérarchiser les besoins et sans opposer les populations. C'est bien tout l'enjeu aujourd'hui d'un projet politique écologique qui sera traduit dans le PLU intercommunal. Je vous remercie pour votre attention.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame JANNIN. Je vous répondrai, sur certains points, en complément de Madame TOUZARD. Notre collègue Julien MIRO, puis Isabelle répondra.

#### **Julien MIRO**

Merci, Monsieur le Président. Merci, Madame la Vice-Présidente, de cette présentation claire et limpide. Merci de ce rapport sur la situation de la Métropole dans la prise en compte des objectifs de développement durable. Je ne vais pas revenir sur les actions phares de la Métropole, comme la gratuité des transports, la politique cyclable ou le PLUi. Je voudrais simplement revenir sur le plan climat air énergie territorial (PCAET). C'est une obligation réglementaire de mettre en œuvre sur notre territoire les objectifs, qu'ils soient internationaux, qu'ils soient européens, qu'ils soient nationaux en matière de qualité de l'air, d'énergie et de climat. À Castelnau-le-Lez, nous avons, dès 2010, dans une démarche totalement volontaire, réalisé les premières étapes du PCAET. Nous avons dressé un diagnostic et nous avons, avec l'ALEC, mis en place un plan d'action en quatre axes avec des ateliers de concertation. À ce titre, d'ailleurs, en 2019-2020, ce sont 2 millions de travaux d'isolation thermique, et nous prévoyons sur le budget 2021-2022 également 1 million de travaux de performance énergétique. J'en profite pour faire écho à Madame JANNIN, pour rappeler qu'à Castelnau-le-Lez, nous avons bloqué 56 hectares de terrain au Sud, et donc nous faisons partie, comme le dit Madame JANNIN, de cette enveloppe un pot commun de la Métropole. Ceci pour vous dire que nous pouvons, en tant que deuxième Ville de la Métropole, apporter notre expertise et notre retour d'expériences, mais aussi nos réalisations au futur PCAET métropolitain, un plan, Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, dont nous nous réjouissons, tant il est vital pour l'avenir de notre territoire. Merci beaucoup.

#### **Monsieur le Président**

Merci. Madame TOUZARD, pour répondre aux éléments.

#### **Isabelle TOUZARD**

Je vais prendre dans l'autre sens. Sur le PCAET, Monsieur MIRO, merci. Le PCAET, on y reviendra largement au Conseil. Par rapport au premier élément qui avait été dressé par l'équipe précédente, certaines ambitions vont beaucoup plus loin. Donc j'ai repris ce travail avec les différents Vice-Présidents concernés, qu'il s'agisse des mobilités, de la question des déchets, de l'eau, de la rénovation énergétique – c'est moi-même, je me suis réunie avec moi-même – avec René REVOL, Véronique NEGRET, etc.



Donc on est en train de refaire le point sur les ambitions et les objectifs du plan d'action. Bien entendu, dans un deuxième temps, j'irai vers toutes les communes, les élus dans les communes, les Maires et leurs Adjoints – puisque ce PCAET est très transversal et, vous l'avez vu, il touche en général de nombreux élus dans les communes – pour faire le point sur toutes les actions et les engagements que les communes elles-mêmes, à leur niveau, souhaitent prendre dans le cadre de ce PCAET à l'horizon 2030-2050. Merci pour ce que vous avez indiqué. Dans les étapes à suivre, on est un peu en retard, par rapport à d'autres collectivités, sur le PCAET. Mais le jeu en valait la chandelle, puisqu'on change vraiment de braquet, avec ce PCAET. Il sera, je l'espère, adopté en fin d'année 2021, Monsieur le Président, en lien avec la future COP à Glasgow. On a des délais à tenir là aussi.

Par rapport aux remarques de Madame JANNIN, tout à fait, on pourra réintégrer ces éléments, qui datent. Je rappelle – vous le savez très bien – que les rapports relèvent les faits marquants de l'année écoulée. Il s'agit donc là de 2020. Mais ce cadre qui a été donné avec *Montpellier territoires*, par exemple, pourra être rappelé, bien entendu, dans le rapport. J'en prends note. La petite coquille sur le label Cit'ergie sera corrigée.

Monsieur le Président, je voulais en profiter – je ne l'ai pas dit au départ – pour remercier beaucoup les services, notamment la direction de la transition écologique et énergétique, qui fait tout ce travail de fourmi très transversal pour aller collecter auprès des collègues tous ces éléments qui diffusent et qui sont le fait de tous les services de la Métropole, et en profiter pour remercier toutes les équipes qui sont, je le sais, fortement impliquées, avec les élus, pour ces questions de développement durable.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame la Vice-Présidente. Je propose de passer au vote là-dessus, pour passer au débat d'orientations budgétaires. Merci de la qualité de ce débat. J'ouvre le vote. Quelques collègues, encore. Adoptée.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 92 voix*

## **AFFAIRE N° 2 : RESSOURCES - RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES - DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES - ADOPTION**

*M. A. MOYNIER quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. G. BALAZUN.*

### **Monsieur le Président**

Je donne la parole à Renaud CALVAT pour un moment important dans la vie de notre Collectivité, qui est le débat d'orientations budgétaires (DOB), qui évidemment se déroule dans un contexte très singulier de la vie économique et sociale de notre pays, avec la crise sanitaire, aussi à l'aune d'un calendrier légèrement décalé par rapport à ce qui devait se passer. Parce que, comme vous le savez, nous avons été élus le 15 juillet ; il a fallu en urgence bâtir un budget. Donc nous avons quelque peu différé pour pouvoir agir au plus fin. Donc le DOB début février, qui va préparer le budget qui, lui, sera présenté courant mars à l'Assemblée. Le souhait est de revenir à une procédure budgétaire sur le dernier trimestre de l'année 2021, pour retrouver un rythme normal. Je laisse Renaud CALVAT présenter le DOB. Évidemment, ensuite, chacun et chacune pourra s'exprimer pour contribuer à la construction budgétaire. Je vous remercie.

### **Renaud CALVAT**

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Mes chers collègues. Nous allons vous présenter un diaporama qui va illustrer mes propos. Effectivement – vous l'avez dit, Monsieur le Président – nous vous proposons ce DOB en février. Nous aurions dû vous le proposer fin-novembre / début-décembre. Néanmoins, la crise sanitaire faisait peser de grandes incertitudes sur nos marges de manœuvre financières et sur les recettes.

C'est le premier DOB, vraiment, de notre mandature, qui s'inscrit dans un contexte très particulier de crise sanitaire. C'est aussi un DOB que nous avons voulu vous présenter, qui va concerner l'ensemble de notre méthode budgétaire pour tout le mandat. C'est le DOB de l'année 2021, du BP 2021. Mais nous allons vous présenter nos leviers stratégiques au niveau budgétaire pour la durée du mandat. C'est aussi un projet de budget qui est très contraint, mais qui est contraint aussi par des décisions qui ont été prises dans la mandature précédente – on en reparlera dans quelques minutes – et qui impactent fortement le budget 2021.

Les décisions ont été prises par une autre équipe que celle qui anime aujourd'hui cette Métropole, mais ces décisions ont un impact fort sur le budget 2021, mais aussi sur les budgets futurs – nous en reparlerons dans quelques minutes.

**Ce contexte inédit de crise sanitaire.** Vous voyez dans ce graphique l'évolution du PIB ces cinquante dernières années. C'est la plus forte crise économique constatée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en perte de PIB (-11 %). Tout le monde s'accorde à dire que nous ne pourrons pas espérer un début de rattrapage avant 2022. Cette crise sanitaire a des conséquences très fortes sur notre préparation budgétaire. Néanmoins, et je veux saluer ici le Président, ainsi que les équipes, nous avons réussi à amortir un petit peu le choc. Nous vous avons, il y a quelques mois, présenté un coût de la crise sanitaire aux environs de 50 millions d'euros sur l'exercice 2020-2021. Ce coût sera plus proche des 40-41 millions d'euros. C'est aussi lié aux actions que nous avons menées pour accompagner nos entreprises, aux actions que le Président a menées auprès du Ministre des transports, par exemple concernant l'aide que l'État nous accorde dans le cadre du versement mobilité. Mais, néanmoins, nous commençons notre mandat avec un trou de 40 millions d'euros, qui est lié à la crise, aux dépenses supplémentaires qu'il a fallu porter – on a parlé tout à l'heure de l'achat d'ordinateurs, aux pertes de recettes extrêmement fortes sur le versement mobilité, la CFE, la CVAE, la taxe de séjour. Donc nous devons construire un budget avec ces 40 millions d'euros en moins que nous coûte la crise sanitaire.

**Nous proposons de construire ce budget et les suivants sur trois leviers**, parce que ce que nous demande le Président matin, midi et soir, c'est de dégager des marges de manœuvre pour investir. Notre Métropole sera la Métropole de l'investissement. Je parlais tout à l'heure de la crise sanitaire. Nous en sommes victimes, mais nous sommes aussi une des solutions à cette crise sanitaire au niveau économique. Donc le Président nous demande de dégager des marges de manœuvre pour investir – je vous en parlerai dans quelques minutes. Pour cela, cela veut dire maintenir un taux d'épargne brute élevé. Si nous voulons dégager des marges de manœuvre, il faut maîtriser nos frais de fonctionnement. Et nous voulons maintenir un taux d'épargne brute élevé au moins à 12 %. Nous voulons contenir la dette – c'est logique. L'objectif – on va vous le détailler dans quelques minutes – est d'investir 1,5 milliard d'euros sur le mandat. Le Président nous demande même d'aller jusqu'à 1,8 voire 2. Nous le ferons si c'est possible, mais l'objectif est d'arriver à dégager des marges de manœuvre pour pouvoir investir sur l'ensemble du mandat 1,5 milliards d'euros, de façon vertueuse. C'est-à-dire que, ce que nous voulons, c'est exécuter ces dépenses. Dans le précédent rapport de la Cour des comptes, la Chambre régionale pointait que nous n'exécutons dans la Métropole que 55 % à peu près du budget voté au BP. C'est peu vertueux. Nous espérons retrouver très vite les taux d'investissement communs aux grandes métropoles françaises, c'est-à-dire 90 % de notre BP.

Le taux d'épargne. Le graphique que je vais vous présenter montre la situation financière qui s'est dégradée ces dernières années. Vous pouvez apercevoir le taux d'épargne brute.

Nous vous présentons un graphique. Ce graphique dit des choses sur la dégradation de notre section de fonctionnement ces dernières années. Vous voyez ici le taux d'épargne brute, qui chute ces deux dernières années. Notre objectif, cela voudra dire une maîtrise forte des frais de fonctionnement. Je le dis à l'ensemble des Maires et des Vice-Présidents : nous ne pouvons pas descendre, avoir un taux d'épargne brute inférieur à 12 %. Cela n'est pas possible. La moyenne – on l'a « *benchmarké* », bien évidemment – du taux d'épargne brute des intercommunalités en France est autour de 18 %. Donc on voit bien que le taux s'est fortement dégradé ces dernières années. Nous stoppons la chute de notre épargne brute et nous ne souhaitons pas descendre en-dessous de 12. Mais moi, la consigne que j'ai donnée aux services, c'est de rester à 15, c'est-à-dire de ne pas descendre en-dessous de 15, parce que si on n'arrive pas à avoir un taux d'épargne brute supérieur à 15 %, nous ne pourrons pas dégager les marges de manœuvre nécessaires à la réalisation du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI).

De la même façon, nous travaillons sur la dette. Ce sont deux tableaux qui se complètent, bien évidemment. C'est la gestion de la dette ces dernières années. Nous avons une capacité de désendettement de 5, 6 ans ces trois dernières années. La situation s'est dégradée : nous sommes à 12. Nous ne souhaitons absolument pas dépasser ce ratio de 12 ans de désendettement. Si nous ne maîtrisons pas nos frais de fonctionnement, nous ne pourrons pas investir. Je vous parlais tout à l'heure de la volonté du Président d'investir au minimum 1,5 milliard dans ce mandat. C'est, à titre de comparaison par rapport aux mandatures précédentes, 40 % de plus que ce qui a pu être investi sur l'ensemble des mandatures précédentes. Le graphique que vous voyez vous présente le PPI du mandat 2021-2026. Bien évidemment, ce ne seront pas 250 millions d'euros chaque année. Au BP 2021, on va vous proposer 300. Mais c'est une moyenne. Mais c'est un effort extrêmement important.

On le dit souvent. Je l'ai dit : c'est la solution. C'est du travail pour nos entreprises, c'est de l'emploi dans la Métropole. Madame la Vice-Présidente FRÊCHE vous en parlera tout à l'heure : une grande partie de ce PPI est aussi consacré aux mobilités actives, au tramway. Cet argent est investi au service du cadre de vie de nos concitoyens. Donc c'est du gagnant-gagnant. C'est à la fois du travail pour nos entreprises, mais c'est aussi un cadre de vie fortement amélioré pour nos concitoyens. C'est aussi de la protection contre les inondations, c'est aussi une meilleure lutte de la gestion des déchets. C'est vertueux. La commande est forte : 1,5 milliard sur six ans ; 1,8 milliard, si on le peut. En tout cas, 1,5 milliard, nous nous y engageons.

Ensuite, **quelles sont les grandes orientations ?** Je vous ai présenté notre cadre budgétaire pour les six prochaines années. Mais voilà quelles sont nos recettes estimées à ce jour – parce qu'on est encore en train de préparer le budget. Mais nos recettes estimées : vous voyez, nous avons peu de marges de manœuvre. Nous en avons quelques-unes malgré tout. Mais la fiscalité nous rapporte aux alentours de 388 millions d'euros, les dotations de l'État un peu moins de 60 millions, les attributions de compensation de fonctionnement 47 millions, et le produit des services 36 millions. Nous avons peu de marges, mais certaines recettes sont censées couvrir les dépenses. C'est la règle. Nous souhaitons aussi remettre de la vertu. Lorsque nous avons travaillé sur la question de la gratuité des transports, il était question de la gratuité des transports pour les habitants de la Métropole. Il est légitime que les citoyennes et citoyens qui n'habitent pas la Métropole contribuent justement au paiement des services qu'ils utilisent. C'est ce que nous dit aussi la Cour des comptes – le Président y a déjà travaillé à de nombreuses reprises ces derniers mois – la création de contrats de réciprocité avec les intercommunalités voisines pour que nous puissions financer des services et des outils qui sont utilisés par les habitants de la Métropole, mais bien au-delà.

Je vais vous présenter deux graphiques, qui disent des choses sur des décisions qui ont pu être prises précédemment, ou des évolutions de dépenses indispensables. La gestion des déchets. Vous savez que normalement, la TEOM, la recette déchets finance la dépense déchets. Aujourd'hui, notre recette de la TEOM est évaluée à peu près à 76 millions d'euros. Nos dépenses sont à 98 millions d'euros. On en a parlé, on n'y revient pas et c'est tout à fait impossible d'y revenir : la fermeture de la décharge de Castries sans solution alternative a un coût de 11 millions d'euros cette année pour la Métropole, voire 13 dès l'année prochaine. Pas de solution alternative. Ce coût, il faut bien le porter et le faire porter à l'ensemble de la Métropole. On comprend tout à fait la volonté de fermer la décharge. Il est indispensable de trouver des solutions alternatives. C'est aussi ce que fait Monsieur VASQUEZ dans le cadre de sa délégation sur le zéro déchet. Mais on voit bien que la recette est de 76 millions, et les frais de fonctionnement, même si on enlève l'investissement, la dépense est de 86 millions. Donc on ne peut pas continuer ainsi longtemps à être en déséquilibre. On ne peut pas avoir un budget en déséquilibre. C'est impossible.

De la même façon, la GEMAPI, ce nom, cet acronyme, c'est la protection des biens et des personnes, c'est la lutte contre les inondations. Je crois que tout le monde comprend qu'il est nécessaire de faire des travaux pour protéger les familles, protéger les biens des aléas climatiques et des inondations. Pour le BP 2021, en investissement, nous souhaitons investir près de 10 millions d'euros sur ces travaux indispensables pour protéger les biens et les personnes et la lutte contre les inondations. La GEMAPI, à ce jour, nous procure une recette de 3 millions. Donc on voit bien qu'à un moment donné, il faudra mettre en corrélation notre volonté de dépenses pour protéger les populations et les recettes.

Je vous ai présenté les grandes lignes pour le PPI et le mandat. Mais en 2021, ce que souhaite le Président, dans le cadre d'une union sacrée avec l'État, la Région, Madame DELGA, le Département de Monsieur MESQUIDA, la Métropole et les 31 communes de la Métropole, pour investir. Parce que cet investissement va directement développer l'économie locale, nos entreprises, nous vous proposerons dans le projet de BP 2021 au mois de mars un investissement en dépenses d'équipement pour la Métropole de 300 millions d'euros.

Comme je vous l'ai dit, le PPI de notre mandature, nous souhaitons qu'il soit 40 % supérieur au PPI de la mandature précédente. Cela demandera bien évidemment de la rigueur, de la vertu. Mais ce sera aussi possible parce qu'il y a cette union sacrée entre Monsieur le Préfet et ses services, la Région, le Département, la Métropole et les 31 communes.

Pour résumer, quelques chiffres clés importants. Si on veut réussir cet investissement et ce PPI sur les 5-6 ans qui viennent à 1,5 milliard, c'est une maîtrise des frais de fonctionnement pour conserver un taux d'épargne supérieur à 12 %, ne pas dépasser 12 ans pour la capacité de désendettement, ce qui nous permettra si on le fait – on le fera – de dégager 1,5 milliard d'euros sur les 6 prochaines années pour investir. Voilà les grandes orientations, mes chers collègues.

Je suis à votre disposition, bien évidemment, pour répondre à des questions, si vous en avez. Mais vous voyez bien que ce budget, même s'il s'inscrit dans une situation difficile de crise sanitaire, les entreprises et nos concitoyens attendent de nous un engagement fort. Nous devons maîtriser les frais de fonctionnement et vous permettre, vous, chers collègues Vice-Présidents, de pouvoir mener à bien vos projets et investir. Il en va de l'intérêt économique de notre territoire et de l'intérêt de nos habitants. Je vous remercie pour votre écoute.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur le Vice-Président, pour la clarté de ce propos. Je donne la parole à Monsieur FOURCADE, VASQUEZ, Madame GIMENEZ, Monsieur REVOL, Monsieur LEVITA. Allons-y. Monsieur FOURCADE, vous avez la parole.

### **Jean-Noël FOURCADE**

Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Vice-Président, j'ai vu dans le rapport qui nous a été envoyé, effectivement, qu'il était envisagé d'augmenter la taxe des ordures ménagères. Je ne suis pas favorable à l'augmentation de cette taxe des ordures ménagères. Je vais vous dire pourquoi. Je pense que c'est en effet un très mauvais signal envoyé pour l'écologie. Je vous explique pourquoi. Déjà, au cours du mandat précédent, sous la Vice-Présidence de Cyril MEUNIER, au prétexte de plus d'écologie, la Métropole a réduit ses services, notamment en réduisant les passages de collecte des déchets. Aujourd'hui, Monsieur VASQUEZ travaille à mettre en place une gestion des déchets plus vertueuse en matière d'environnement, et la première mesure serait finalement d'augmenter cette taxe. Si l'écologie, c'est moins de services et c'est plus cher, ce n'est franchement pas sympathique, et je pense que ce n'est pas le signal que nous devons envoyer aux habitants de notre Métropole.

Deuxièmement, augmenter la taxe aujourd'hui, c'est à mon sens décrédibiliser le projet que porte Monsieur VASQUEZ de mettre en place une tarification incitative demain. Comment allons-nous expliquer aux habitants que s'ils sont bons élèves, s'ils ont des pratiques plus vertueuses, ils paieront moins cher, alors qu'en réalité nous aurions augmenté les tarifs ? C'est un peu comme les soldes frauduleuses qui consistent à augmenter le prix de l'article quelque temps avant les soldes pour que le client achète cet article au bon prix, croyant faire une bonne affaire.

Vous avez compris qu'à mon sens, augmenter la taxe aujourd'hui, c'est prendre le risque que demain les habitants n'adhèrent pas à ce projet de tarification incitative. Je n'y suis donc pas favorable. Merci, Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Président.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur FOURCADE, pour la concision de votre propos. La parole est à Monsieur VASQUEZ. J'ai rajouté Monsieur ASSAF dans la liste des inscrits. S'il n'y a pas d'autres demandes, on clôt. Monsieur VASQUEZ.

### **François VASQUEZ**

Bonjour Président. Bonjour chers collègues. Je pourrais répondre à ce qui a été dit précédemment, mais je vais d'abord peut-être parler du DOB. C'est là-dessus que j'interviens. Mais sinon, je pourrais reprendre ce qui a été dit précédemment.

Pour parler de ce DOB, demain sera différent et devra l'être. Le DOB dont il est question ce matin nous impose de faire des choix, des choix drastiques. La crise de la Covid-19 a bien sûr un impact conséquent dans nos finances, mais aussi dans l'organisation même des services. Nous nous félicitons que la transition écologique, les mobilités décarbonées, soient au cœur des politiques publiques. Nous nous félicitons aussi du montant de la PPI de 1,5 milliards d'euros sur cinq ans. Avant de parler de dépenses, nous devons aussi réfléchir à l'augmentation des ressources financières, celles sur lesquelles nous avons des marges de manœuvre. Ce débat doit avoir lieu de manière transparente et en concertation, mais il ne faut pas en faire l'économie. Oui, il faut trouver des ressources supplémentaires.

Il nous faut aussi assumer la transparence sur des sujets cruciaux, comme les déchets. Nous héritons d'une situation catastrophique. L'évolution des taxes sur les activités polluantes, c'est-à-dire sur les mises en décharge ou à l'incinération, ne fait et ne fera qu'augmenter. L'évolution de la réglementation sur les composts, qui est le process d'Amétyst de production de compost, peut faire de son compost un déchet à enfouir dès 2022. C'est un défi majeur.

Des décisions ont été prises pour changer de façon drastique la politique qui avait été menée jusqu'alors. Mais il faut faire vite, très vite. Les équilibres financiers en dépendent. Nous devons agir ensemble.

C'est aussi sur ces PPI qu'il nous faut appliquer des principes d'une commande publique vertueuse, une pratique écoresponsable. Nous avons à la Ville, en la personne de Catherine RIBOT, une élue déléguée à la commande publique écoresponsable pour redéfinir ces cadres. Chaque euro dépensé doit l'être autour de principes clairement définis, en fonction de l'impact et des conséquences qu'il aura sur notre territoire, sur sa population et sur son environnement.

Pour ce PPI, les Ecologistes sont très clairs : chaque euro dépensé doit nous permettre d'inscrire pleinement Montpellier dans la trajectoire de l'accord de Paris et de la neutralité carbone. Cette exigence implique zéro euro à de nouvelles infrastructures aéroportuaires, zéro euro à de nouvelles infrastructures routières. Je rappelle que notre majorité s'est engagée à ne pas employer l'argent des contribuables montpelliérains dans la construction du contournement Ouest, un engagement clair et lucide. Les mobilités décarbonées sont, pour les écologistes, le choix nécessaire. C'est celui que nous verrons notamment dans la stratégie mobilité que présentera Julie FRÊCHE tout à l'heure.

Il nous faut aussi poursuivre l'objectif d'une Ville qui soutient l'économie réellement locale, sociale et solidaires. Zéro euro aux entreprises qui versent des dividendes à des actionnaires. Chaque euro d'argent public investi doit bénéficier aux Montpelliérains, doit bénéficier équitablement aux salariés des entreprises du territoire, à l'économie locale. Montpellier doit être une Ville qui respecte ses ressources naturelles. Zéro euro, zéro subvention à des organismes, associations, entreprises dont l'action sur l'environnement est jugée néfaste, qui ne respecte pas la charte de l'arbre, qui ne respecte pas le bien-être animal.

Nous formulons, Monsieur le Président, chers collègues, le vœu que les programmations pluriannuelles d'investissement de la mandature, tout comme les futurs budgets 2021, traduisent en chiffre ces impératifs qui s'imposent à nous. Il y a des choix difficiles à faire, mais ils sont cruciaux. S'ils sont compatibles avec l'exigence écologique et l'urgence climatique, les écologistes seront des partenaires pour faire ces choix ensemble. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur VASQUEZ. La parole est à Madame GIMENEZ.

### **Clara GIMENEZ**

Merci, Monsieur le Président. En premier lieu, je tiens à saluer le travail réalisé par Renaud CALVAT dans une période on ne peut plus incertaine. Tout d'abord, au nom des élus Communistes de cette Assemblée, je voudrais noter le travail qui a déjà été réalisé par notre majorité pour mettre en œuvre les premières mesures du bouclier social : contractualisation avec la Ville de Montpellier pour expérimenter le permis de louer dans le quartier de Celleneuve ; lancement des études pour l'encadrement des loyers ; contractualisation du plan pauvreté pour un montant total de 1 million d'euros à destination des plus précaires ; évidemment, cela a été exprimé dans la présentation, gratuité des transports en commun le week-end, qui se verra prolongée par la gratuité pour les jeunes et les seniors dès l'automne prochain.

Je ne vais pas vous surprendre en vous disant que je souhaite pointer les responsabilités de l'État dans la situation, non pas pour nous dédouaner collectivement – nous faisons suffisamment de numéros d'équilibristes dans nos budgets pour qu'ils restent amitiex pour nos concitoyens – mais pour pointer les manques et incohérences qui ne nous permettent pas de faire mieux. Le pacte de Cahors, suspendu en cette année exceptionnelle qui, je le rappelle, limitait nos dépenses de fonctionnement à une hausse de 1,2 % par an sous peine de sanction, alors même que notre population augmente, elle, de 1,7 % par an, doit être définitivement abandonné pour nous redonner des marges de manœuvre.

L'impact de la crise sanitaire pour notre seule Métropole est estimé à 14,5 millions d'euros en 2021. Mais nous ne pouvons pas faire comme si la crise sanitaire, qui se transforme en crise sociale et économique, n'allait pas impacter notre Collectivité ou du moins ses habitants sur du plus long terme. Aujourd'hui – vous l'avez rappelé en introduction, Monsieur le Président – dans la Métropole et le territoire plus largement, ce sont 2 700 emplois qui sont supprimés, certains profitant de la situation pour licencier. Schneider ferme son site de Lattes : 88 emplois supprimés. Sanofi à Montpellier licencie 55 chercheurs. On notera le choix de la période particulièrement cynique. Mais aussi Orchestra, avec une centaine de salariés sur le carreau, ou encore IBM, avec près de 200 suppressions d'emplois sur le département. Ce n'est certes pas du ressort de notre

Collectivité, mais je voulais profiter de l'occasion de notre Conseil pour mettre en lumière la lutte de ces salariés, sacrifiés sur l'autel de la rentabilité, alors que ces groupes ont tous perçu d'une manière ou d'une autre des aides publiques.

Les difficultés sociales ne s'arrêteront pas à ces seules suppressions d'emplois. La situation des jeunes est particulièrement difficile – j'y reviendrai à l'occasion de la présentation du bilan du fonds d'aide aux jeunes. Celle des quartiers populaires se dégrade, celle des déjà très précaires n'a pas prévu de s'arranger. Mais ce sont aussi des centaines de nos habitants qui vont se retrouver précarisés dans la période, voyant ainsi se coupler au coût de la vie une baisse du pouvoir d'achat.

Le plan de relance prévu par le Gouvernement à hauteur de 100 milliards d'euros n'est en l'état pas satisfaisant. Au lieu de répondre au défi des crises sanitaires, sociales et écologistes, il propose de relancer les profits sur le dos du contribuable français.

Pour résumer et revenir au sujet initial, les Communistes de ce Conseil se félicitent du contenu du rapport d'orientations budgétaires présenté par le Premier Vice-Président, qui a su relever le défi de faire mieux avec moins, qui nous permet de nous projeter avec des mesures ambitieuses, même s'il faut reconnaître que les politiques « *austéritaires* » gouvernementales ne nous facilitent pas la tâche. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame GIMENEZ. Je donne la parole à Monsieur LEVITA, et j'indique que j'ai bien inscrit Monsieur SAVY et Monsieur ASSAF. Monsieur LEVITA, bonjour.

### **Max LEVITA**

Bonjour, Monsieur le Président, mes chers collègues. D'abord, je dois vous indiquer que je n'ai jamais vu une telle présentation de DOB. Sur ce point, vous innovez. Moi je croyais qu'un DOB devait présenter l'essentiel du contenu du budget primitif. Là, il est muet sur ce que sera le véritable budget primitif. Je vous accorde que la situation est tout à fait exceptionnelle. J'en suis tout à fait conscient. De très nombreuses incertitudes existent quant à vos recettes, et éventuellement quant à vos dépenses. Ce qui pose la question fondamentale : que faire dans un environnement aussi incertain ? La réponse n'est pas évidente, j'en conviens.

Que puis-je dire qui apporte des éléments de réflexion ? Premier point. Dans la situation internationale, européenne, nationale dans laquelle nous sommes, nous pouvons noter les décisions américaines, européennes et françaises de lancer des programmes de relance d'une ampleur inédite. La question est : ces programmes seront-ils efficaces ? Nous ne le savons pas. Et quand seront-ils efficaces ? D'ailleurs, c'est : quand seront-ils lancés ? J'ai le sentiment que vous vous proposez d'agir comme si le problème était résolu. Ces programmes seront efficaces et, dès demain, nous retrouverons une situation normale, équivalente à celle qui existait avant la crise sanitaire. Autrement dit, vous ne faites pas intervenir le temps, et vous ne prenez aucune précaution. Vous maintenez des opérations extrêmement coûteuses, qui risquent – je vous le dis de façon tout à fait sympathique – de plomber votre mandat. Tout montre qu'au jour d'aujourd'hui la situation sanitaire n'est pas encore maîtrisée. Elle ne le sera pas avant l'été. Vous indiquez dès la page 3 du rapport les effets de la crise : 25,8 millions au budget 2020 ; 14,5 millions en 2021. Vous ne vous posez pas la question d'ailleurs : si cela n'est pas suffisant, que ferez-vous ?

Deuxième point. Si j'ai bien lu votre rapport – je ne me base que sur ce qui est écrit – vous allez planter des arbres et vous allez faire des pistes cyclables. Très bien. Il n'y a pas une ligne consacrée au développement économique. Où en est votre projet de création d'une agence de développement économique ? Le mot ne figure même pas dans le rapport. Quelles seront vos relations avec les pôles de compétitivité ? Où en est votre projet de création d'un pôle santé Med Vallée ? Le mot ne figure absolument pas dans le rapport.

Troisième point. Si j'ai bien compris, vous vous préparez à augmenter les impôts à partir de deux taxes : la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la GEMAPI. Vous avez dit que ces deux taxes seront payées et par les ménages, et par les entreprises, dans la situation économique actuelle. Un mot sur la GEMAPI : je l'ai proposée en 2018, un certain nombre de conseillers actuels en avaient refusé le principe. Ils étaient dans l'opposition. Je serai très attentif s'ils votent l'augmentation de cette taxe – mais qui est fondée à demander la cohérence ?

Un point sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Un point que vous ne rappelez pas – ce qui me paraît curieux. Tout le monde savait, quand on a créé le casier de Castries, qu'il aurait une durée de vie limitée. Aussi, Georges FRÊCHE – parce qu'il faut remonter à avant 2014 – avait cherché une solution de substitution quand le temps serait venu. Et il en avait trouvé une : c'était à la Gardiole, sur la Commune de Fabrègues. Nous l'avons votée, je m'en souviens très bien, et Jean-Pierre MOURE s'était abstenu – il est vrai que la Gardiole était dans son canton, ce qui avait entraîné une remarque amusée de George FRÊCHE. George FRÊCHE meurt. Jean-Pierre MOURE lui succède et décide de stopper cette décision, ce que les conseillers d'agglomération ont accepté – vous-mêmes, Monsieur le Président, Monsieur CALVAT, et je crois moi-même.

Aujourd'hui, dans la situation actuelle, il ne peut pas y avoir de troisième casier, d'abord parce que la carrière est toujours en exploitation, et surtout, il y a un schéma régional qui interdit la création de nouveaux centres d'enfouissement. Le schéma juge qu'il y en a suffisamment en région. Dès lors, soit on réduit le volume, et j'entends bien : la politique zéro déchet est intéressante et on espère tous qu'elle réussira. Ne nous leurrions pas : elle ne produira pas d'effet avant quatre ou cinq ans. Toujours le problème du temps. Donc soit on transfère, et cela a un coût. Au total, nous sommes dans une situation difficile et nous ne comprenons pas la stratégie à adopter pour l'affronter. Le vote sur le budget primitif permettra peut-être de remédier à ce défaut. Je vous remercie de m'avoir écouté.

### **Monsieur le Président**

Merci Monsieur LEVITA de la clarté de votre propos. La parole est à Monsieur REVOL. Puis Madame NEGRET, Monsieur SAVY, Monsieur ASSAF. Ensuite, Monsieur CALVAT répondra aux différents intervenants et je conclurai. René, bonjour.

### **René REVOL**

Bonjour, Monsieur le Président, mes chers collègues. Je pense que le débat d'orientations budgétaires doit toujours être pris au sérieux, puisque c'est la définition d'axes qui nous permettent ensuite de construire le budget, qui ensuite engagera des discussions. Donc je ne me prononcerai pas sur le détail, mais je me prononcerai sur les orientations qui ont été proposées par le Vice-Président, et je tiens à le féliciter pour son travail – je sais à quel point il est difficile.

Nous sommes face à une crise, une crise inégalée depuis la Seconde Guerre mondiale, à la fois de l'offre et de la demande en même temps, avec un recul du produit intérieur brut qui, selon les analyses, varie entre 8 et 10 points de PIB, ce qui est absolument considérable. Nos collectivités – et dans ce domaine beaucoup plus la Métropole que les communes – les EPCI que les communes, sont frappées de plein fouet dans la mesure où une bonne partie de leurs recettes sont liées à l'activité économique et, naturellement, ces recettes sont en partie effondrées. Et d'autre part, les dépenses ont augmenté, liées à la nécessaire protection des populations dans cette situation de pandémie. Cet effet de ciseau produit nécessairement un recul, une difficulté. C'est le cas de nombreuses crises dans l'histoire où nos collectivités ont été confrontées à ce type de choix dans des proportions bien moindres. Et quand on est face à une crise, comme le disait KEYNES, répété à l'envie par MENDES-FRANCE, il y a deux types de réaction. La première réaction consiste à avoir peur, à se confiner, à s'enfermer et à attendre que cela passe et à accumuler un petit pécule pendant ce temps. C'est la dominante de l'épargne. Et puis il y a une autre façon de réagir à la crise : c'est, tout en se protégeant des effets de cette crise, décider de relancer l'activité, notamment de la relancer par l'investissement.

C'est pour cela que j'approuve totalement l'orientation générale qui a été donnée dans cette orientation, de faire que, dès cette année, et bien sûr encore plus les années suivantes, nous relançons l'activité sur notre territoire par l'investissement. Cela me paraît essentiel. De ce point de vue, je ferai remarquer à mon cher collègue Max LEVITA, qu'il n'y a pas que les pistes cyclables à l'intérieur – même si je n'ai aucun mépris pour les pistes cyclables, et que je signale que les travaux publics, les travaux de voirie jouent un rôle essentiel, avec beaucoup de petites entreprises sous-traitantes sur le territoire, et que cela conditionne énormément d'emplois.

Je voudrais aussi que, désormais, dans cette mandature, on fasse afficher également dans les documents budgétaires, sous forme d'annexe, les investissements qui sont réalisés par la Régie de l'eau. Puisque la Régie de l'eau a la personnalité morale, elle n'apparaît pas dans le document. Il suffit d'ajouter, comme le font d'autres Métropoles, un document dans lequel on dit : « *Il y a tant d'investissements qui sont faits par la Régie de l'eau.* » Ce n'est pas encore le cas pour l'assainissement – mais c'est un autre problème que j'aborderai immédiatement après. Donc au niveau de la Régie de l'eau, l'appel d'offres est lancé.

Nous sommes en train de choisir ceux qui vont construire l'usine de Valedeau. Je signale que sur les deux années qui viennent, cela sera un investissement de 23 millions d'euros, avec beaucoup d'entreprises locales qui seront concernées.

En ce qui concerne l'assainissement, qui lui est un budget annexe au sein même de la Métropole, nous voyons bien que nous allons développer un investissement qui, sur les années qui viennent, sur les cinq années qui viennent, sera autour de 230-250 millions d'euros, ce qui est une contribution majeure.

À ce sujet, je tiens à montrer que, lorsque nous décidons un investissement majeur, je souhaiterais qu'en même temps soient décidées des clauses assez fortes d'insertion. Nous en avons la possibilité avec les marchés publics. La loi nous permet d'établir jusqu'à 7 % des heures travaillées dans ces chantiers. Nous pouvons monter jusqu'à 14 % et plus, sans déstabiliser pour autant le chantier. Et cela nous permet de remettre dans l'emploi une bonne partie, et cela contribue au fait que, si nous décidons la relance par l'investissement, ce n'est pas n'importe quel investissement. C'est d'abord un investissement qui participe du bouclier social qui fait partie des engagements que nous avons pris sur cette mandature. Je ne reviens pas sur ce qu'a dit notre collègue GIMENEZ, qui est très juste à ce sujet. Ce sont aussi des investissements qui doivent favoriser la transition écologique. Dans ce domaine, nous devons vérifier point par point le contenu écologique de nos investissements, que ce soit la rénovation thermique, que ce soit ce qui favorise la mobilité, ce qui favorise le zéro déchet et ainsi de suite. Donc je crois qu'il faut que nous faisons le choix, tous ensemble, malgré la difficulté... J'ai bien compris que la capacité d'investissement est en partie déterminée par notre épargne, notre épargne brute et encore plus notre épargne nette. Bien sûr, il nous faut à la fois assurer un certain maintien de cette épargne pour pouvoir continuer à emprunter et pouvoir mener ce débat. Aujourd'hui, cette épargne ne doit pas être consacrée au remboursement de la dette. Cela serait une catastrophe économique de faire cela. Il faut que cette épargne soit un levier pour investir. Voilà ce que je voulais dire, pour donner mon accord avec l'orientation générale qui est donnée.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup René de ce propos très clair. La parole est à Madame NEGRET, puis Monsieur SAVY, puis Monsieur ASSAF, puis Monsieur CALVAT. Bonjour Véronique.

#### **Véronique NEGRET**

Bonjour. Merci de me donner la parole. Je voulais juste faire une toute petite intervention, sur la GEMAPI bien sûr. Je tenais quand même à dire au préalable que je partage l'essentiel des points qui viennent d'être développés par René. Et puis je voulais aussi remercier Renaud CALVAT pour le travail qu'il a fait. J'ai trouvé ce rapport d'une grande limpidité, et très clair. Je partage bien sûr les orientations qui sont exposées.

Je voulais dire, à propos de la taxe GEMAPI, que le graphique que nous a présenté Renaud est éloquent. On voit les dépenses GEMAPI exploser, alors que les recettes sont toujours les mêmes d'année en année, depuis 2018 (3 millions)...

*Coupure du son.*

#### **Monsieur le Président**

Je vous propose de passer la parole à Monsieur SAVY. Jean-Luc. Bonjour.

#### **Jean-Luc SAVY**

Bonjour, Monsieur le Président. Bonjour à tout le monde. Je voudrais saluer la démarche, la méthode, c'est-à-dire de lancer un plan pluriannuel d'investissement, à la fois sur la partie investissement mais aussi sur une prospective en matière de fonctionnement d'ici 2026. Il est à mon avis tout à fait important, et on le fait depuis 2014, de donner aux citoyens, donner aux acteurs, donner aux partenaires des lisibilités et visibilités de structure et de méthode à moyen terme, notamment à l'échelle d'un mandat. Donc il est complètement intéressant de s'inscrire dans une démarche qui permet de donner de grandes lignes d'orientation en matière de dépenses de fonctionnement. Pourquoi ? Parce que la maîtrise du train de vie de la Métropole, c'est-à-dire en fait les dépenses de fonctionnement en général, c'est agir pour moi en responsabilité, bien sûr au plan budgétaire de la Métropole, mais surtout au plan social, en responsabilité, au plan solidaire.



J'approuve les propos de René REVOL à l'instant sur le fait que le pied à l'étrier que représente la Métropole pour la relance économique des TPE, c'est l'emploi local, ce sont les entreprises locales. Et l'Hérault est essentiellement une myriade d'entreprises de très petites tailles, de moins de 10 salariés. Donc c'est vraiment vers eux qu'il faut tendre lorsqu'on parle des dépenses de fonctionnement. Car je rappelle que 1 euro maîtrisé en fonctionnement, ce sont 10 euros que l'on peut potentiellement investir. Donc la relance par l'investissement, moi, je la salue. Elle est ambitieuse. Si c'est 1,5 milliard, si ce sont 2 milliards sur six ans, ce sera extraordinaire, parce que c'est vraiment l'emploi local, ce sont des familles, ce sont des enfants, ce sont derrière nos partenaires du tissu économique. Ce ne sont pas des grands patrons du CAC 40, loin de là, dans l'Hérault.

Je voudrais vraiment vous remercier pour cette prospective. On l'a fait, cela marche et cela rassure en plus les partenaires, qu'ils soient régionaux, qu'ils soient départementaux, qu'ils soient nationaux, au plan institutionnel étatique, régional et départemental, mais aussi les partenaires financiers que peuvent représenter les consortiums de banques en général qui appuient les collectivités locales. Merci beaucoup.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Jean-Luc pour ces mots sur la notion de prospective et de lisibilité – j'y reviendrai. La parole est à Monsieur ASSAF.

### **Christian ASSAF**

Merci, Monsieur le Président. Mes chers collègues. Tout d'abord, permettez-moi de démarrer par une petite incise – c'est suffisamment rare pour que je le souligne, l'amitié et le respect que j'ai pour Max LEVITA dû-t-il en prendre ombrage – mais je suis en complet désaccord avec les propos de Max LEVITA. Le rapport d'orientations budgétaires et le débat qui l'accompagne ne sont nullement une répétition générale d'un avant-vote du budget primitif. Ils doivent nous permettre de donner les éléments justement pour appréhender, débattre et voter ce budget. En la matière, le texte et le contexte qui nous amènent aujourd'hui à débattre de ces orientations budgétaires nous obligent à saluer – et je veux le faire ici, Monsieur le Président – le travail de Renaud CALVAT. Les enjeux sont clairement exprimés. Des orientations sont clairement posées. Libre aux uns et aux autres de ne pas les partager. Pour ma part, je veux en souligner quelques éléments majeurs essentiels.

Le premier, d'abord. Je l'ai dit : il y a bien sûr un texte, et ce rapport est clair. Mais il y un contexte, mes chers collègues. Nous le disons sans peut-être vraiment nous rendre compte de ce qui est en train de se passer. Mais la crise économique que nous vivons va nous plonger – nous le savons d'ores et déjà – dans une crise économique peut-être sans précédent. Cela nous oblige à revoir nos méthodes, peut-être même nos préjugés. Et si l'on peut remarquer par exemple que la doctrine qui faisait foi jusqu'à présent au sein de la Commission Européenne, de la Banque Centrale Européenne, a été battue en brèche par cette crise, nous aussi, nous devons faire cet effort-là, car il ne s'agit pas d'un débat d'orientations budgétaires qui interviendrait après une alternance politique. Il est plus que cela. Nous sommes, Mesdames et Messieurs, chers collègues, observés par nos concitoyens qui sont dans l'angoisse, bien sûr face à la maladie, mais l'angoisse pour eux, pour leurs enfants, pour leurs petits-enfants, de ce que sera le modèle économique dont ils hériteront. Nous sommes observés par l'ensemble des acteurs économiques, mis à dure épreuve depuis maintenant de nombreux mois sur Montpellier Méditerranée Métropole. Nous sommes observés et regardés par nos voisins de la Région, tant Montpellier et sa Métropole constituent une locomotive pour l'ensemble de l'économie régionale. Même la grande sœur, la grande cousine Toulouse se retrouve également dans des difficultés que vous connaissez.

Dans les propositions qui nous sont offertes dans le cadre de ce rapport d'orientations budgétaires, vous faites preuve, Monsieur le Président, Monsieur le Premier Vice-Président, d'audace et de courage. Car nous aurions pu faire preuve de prudence, nous aurions pu dire et remettre à plus tard des choix et des décisions, considérant que la maladie, la crise sanitaire est encore là, et donc les incertitudes pèsent. Mais nous ne pouvons pas nous dérober aux attentes de nos concitoyens. Vous nous offrez la possibilité d'augmenter de 40 % – oui, 40 % ! – notre investissement sur la période du mandat, ce qui correspond à une promesse de 1,5 milliard d'euros d'investissement, sous contrainte, bien sûr, – le Premier Vice-Président l'a très bien expliqué – d'une maîtrise de nos dépenses de fonctionnement. Ce qui ne veut pas dire une réduction de nos services publics et de nos politiques publiques, mais une maîtrise de ces dépenses de fonctionnement pour nous permettre de dégager des marges de manœuvre et de solliciter un investissement vertueux. C'est-à-dire un investissement qui a un effet de levier sur l'économie, un investissement qui participe à la transition énergétique, un investissement qui n'est pas source d'augmentation de frais de fonctionnement, mais qui permet, je le disais, bien au contraire, de développer les énergies et les initiatives en matière économique.

Et aussi, un nouveau désaccord avec mon collègue et ami Max LEVITA : les taxes ne sont pas des impôts ! Et vous proposez, Monsieur le Premier Vice-Président, d'aller chercher les recettes supplémentaires, c'est-à-dire d'aller solliciter l'Union Européenne, d'aller solliciter encore plus l'État, mais aussi nos collectivités amies que sont le Département et la Région. Nous aurons toute une série de questions qui interviendront dans le cadre du budget, mais qui sont aujourd'hui inscrites dans un débat d'orientations qui, je n'ai pas peur des mots, est source d'espoir et d'espérance pour notre territoire. Pour cela, je vous en remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur ASSAF, pour vos propos, également très clairs. Je donne la parole à Renaud CALVAT, en tant que Premier Vice-Président, rapporteur de cette affaire, pour donner des éléments de réponse.

### **Renaud CALVAT**

Merci, Monsieur le Président, mes chers collègues, pour vos différentes interventions. Je serai bref. Je vous laisserai conclure après, Monsieur le Président. Mon rôle est aussi d'alerter sur l'adéquation entre les recettes et les dépenses. Je le dis pour le premier intervenant de ce débat : il est toujours plus facile de vouloir vendre des dépenses sans jamais parler des recettes. C'est le budget qui déterminera le montant de nos recettes. Mon rôle – je pense que c'est aussi pour cette raison-là que le Président m'a confié cette mission – est d'être dans la transparence absolue. Chaque décision qui est prise ici a un coût. Chaque décision au service de nos concitoyens, au service de notre territoire, a un coût. Monsieur LEVITA parlait tout à l'heure d'une décision qui a été prise dans cette enceinte. Je ne siége pas ici depuis assez longtemps, je ne l'ai pas prise, Monsieur LEVITA. Je n'étais pas élu au Conseil de l'Agglomération à cette époque. Mais lorsqu'elle a été prise, elle a eu un coût. La décision qui a été prise il y a quelques années ici, ou quelques mois, sur Castries à un coût. Il faut le dire. Et si cette décision a été prise collectivement, elle doit être assumée collectivement. Ne pas vouloir en débattre, c'est ne pas assumer la transparence budgétaire qui s'impose à nous. Lorsqu'on décide de mettre en place des politiques publiques, il faut aussi dire à nos concitoyens quel est le coût de ces politiques publiques, les assumer et les expliquer. Moi, je vous présente ici l'évolution des coûts. Je vous dis, voilà, en fonction des projets que nous avons, il faudra en face mettre les recettes : lesquelles ; plus vertueuses ; comment allons-nous gérer.

Effectivement, j'avoue, Monsieur LEVITA, cher Max, que nous avons souhaité avoir une présentation du budget extrêmement différente de ce qui a pu être fait précédemment. Il y avait deux façons de voir. Elles sont certainement très légitimes, les deux. Mais je veux vous rappeler, cher ami, que le processus budgétaire s'inscrit dans trois phases : le DOB, le débat et le rapport d'orientations budgétaires ; le budget primitif ; et le compte administratif. J'ai souhaité pendant ce projet de DOB vous présenter les grandes orientations financières, budgétaires, fiscales, les grandes lignes. Je n'ai pas souhaité faire un inventaire à la PREVERT des différents projets, extrêmement nombreux, que porte cet exécutif. Mais vous verrez dans quelques semaines : le BP vous sera présenté d'une façon totalement différente, je pense, peut-être pas plus transparente, mais plus précise que ce qui a pu être fait les années précédentes. Je vous encourage aussi à finir le processus budgétaire avec le compte administratif.

Je le dis aussi à nos amis de la presse qui regardent certainement ce débat en visio. Un compte administratif de l'année est tout aussi important que le BP de l'année n-1, parce que vous pouvez, dans un DOB, afficher toute une série de projets, mais ne jamais les réaliser. Effectivement, on peut présenter plein d'actions, ne jamais les faire : et cela, on le voit au compte administratif. Quand la Cour des comptes nous dit que cette institution n'a pas exécuté plus de 55 % des projets qui avaient été présentés dans le BP, je ne dis pas que je remets en doute la validité de ce BP, mais en tout cas je dis qu'on aurait peut-être pu faire différemment. Donc oui, nous assumons cette méthode extrêmement différente. Un budget, c'est en trois phases : le DOB, les grandes orientations financières, budgétaires, fiscales, le contexte ; les grands projets dans le budget prévisionnel ; la réalisation et le contrôle de ces budgets au compte administratif de l'année n+1.

Voilà ce que je voulais vous dire. Je vous remercie toutes et tous, et je remercie l'ensemble des équipes avec lesquelles on a travaillé, dans une situation effectivement très difficile. Nous sommes au service de la Métropole, du Président, des Vice-Présidents et des Maires, pour dégager ce 1,5 milliard d'investissements, Monsieur le Président. Merci à vous.

## Monsieur le Président

Merci, Monsieur CALVAT. Merci à tous de la qualité de ce débat, des interventions qui ont enrichi la préparation du budget. Mais je voudrais remercier particulièrement le Premier Vice-Président Renaud CALVAT, qui est Maire de la Commune de Jacou. Et quand on observe sa gestion sous sa conduite, nous avons la démonstration qu'il est un gestionnaire hors pair, sachant prendre les contraintes, assumant tous les éléments de transparence pour le débat démocratique. Nous lui devons cette phrase, souvent utilisée : « *chaque euro dépensé doit être un euro utile* ». C'est à l'aune de ces références-là que je lui ai proposé de s'occuper de cette délégation très importante que sont les finances – et c'est vrai, dans un contexte très compliqué.

Nous avons fait le choix, délibérément, de changer la présentation par rapport au traditionnel exercice du DOB. Jean-Luc SAVY – je l'en remercie – Maire de Juvignac, lui-même, a redressé les comptes de sa Commune de manière assez spectaculaire, et a loué la méthode qui est la nôtre. C'est-à-dire celle, en transparence, de donner la prospective financière, sur les six ans pour lesquels on nous a confié les responsabilités, les grandes contraintes, les invariants et la stratégie financière, en prenant en compte ce contexte de crise, qui est la crise de la Covid-19 qui a fortement impacté – et les graphiques le montrent – notre structure financière. C'est un exercice de transparence, de prospective qui, ensuite, donnera lieu à un budget. Qu'un des orateurs soit rassuré : on trouvera beaucoup de projets sur les mobilités, sur les enjeux de développement économique, de protection des populations face aux vulnérabilités liées aux inondations, des enjeux autour de la stratégie zéro déchet – ô combien importante, je vais y revenir.

Mais le débat d'orientations budgétaires donne les grands fondamentaux sur lesquels nous allons travailler pour les six ans qui viennent. Il tire aussi les enseignements de ce que les autorités de contrôle – la Cour des comptes – ont pu écrire et dire. Dans cet esprit, le Vice-Président Renaud CALVAT a parfaitement rappelé que la lecture du compte administratif est aussi importante que la lecture du budget, parce qu'il renvoie à un mot qui me semble fondamental dans toute action : la sincérité. On ne peut pas afficher un niveau d'investissement et n'en réaliser que 57 %. Le challenge que nous nous donnons, c'est d'être à la hauteur du niveau d'investissement en affichage, mais en mise en œuvre. Je vais y venir. C'est aussi d'être transparent.

Croyez-moi, mes chers collègues, et ceux et celles qui nous regardent : j'aurais aimé trouver une autre situation sur les budgets annexes qu'un tel niveau de déséquilibre. J'ai entendu un certain nombre de propos dessus, mais je n'ai pas entendu comment on règle le problème. Le territoire de la Métropole face à sa gestion des déchets est sur un précipice. Aujourd'hui, nous payons très cher l'export de nos déchets. Il a été fait le choix d'arrêter Castries, cela nous coûte, cela a un impact : dont acte. Mais à aucun moment, en arrivant, nous avons trouvé la moindre solution pour faire autrement. Aujourd'hui, nous avons ce déséquilibre-là, donc une décision – qui a été d'une certaine manière irresponsable, parce qu'on n'a pas proposé de voie alternative – va être collectivement partagé, de manière responsable. En effet, vous avez vu le graphique éloquent.

Autre aspect : le temps. Il est temps que nous le maîtrisions – pas que nous le subissions. Je me dois aussi de dire que, sur un certain nombre de dossiers, à force d'avoir été en situation d'atermoisement, en situation d'évitement, en choix de communication plutôt qu'en choix de décision, il y a eu des coûts qui ont des impacts très forts aujourd'hui sur le budget de la Collectivité, parce que les décisions n'ont pas été engagées au bon moment. Cela participera aussi de la mise en œuvre des crédits d'investissement. Je fais évidemment ici allusion à la réalisation de la ligne 5 du tramway, qui nous coûte aujourd'hui bien plus cher que si elle avait été mise en œuvre, conformément à ce qui avait été dit. Cela aura un impact et il convenait de le dire.

Ensuite, nous construisons cette stratégie budgétaire sur un principe, un modèle intangible. Je me réjouis d'ailleurs qu'il apparaisse comme évident auprès de tous les observateurs – c'est en soi une victoire, c'est celui de l'union sacrée, la mobilisation de tous. La Métropole, par ses projets, doit trouver la dynamique de ses partenaires (le Département, la Région, l'État avec le plan de relance, l'Union Européenne). Nous devons agir ensemble, loin des polémiques, loin des conflictualités qui ont coûté très chères aux contribuables et qui ont affaibli notre territoire. Le mot d'ordre, c'est l'union sacrée. Nous serons partie prenante du « *Green New Deal* » que lance la Région. Nous serons partie prenante des politiques de solidarité que conduit le Département. Nous serons pleinement partie prenante du plan de relance qui a été acté au niveau national pour pouvoir faire en sorte que nous puissions donner de la lisibilité aux entreprises, et donc aux familles, sur le plan des carnets de commandes.

En effet, le choix de cette prospective financière, c'est de doter notre territoire d'un niveau d'investissement jamais atteint. Nous pouvons le faire, nous devons le faire, mais nous pouvons le faire, car le niveau d'emprunt sur les marchés est extrêmement faible – les taux sont extrêmement faibles. D'ailleurs, je salue Monsieur CALVAT qui a mené récemment une renégociation de taux, nous permettant de faire des économies sur nos dépenses de fonctionnement. Peut-être que nous n'aurions pas pu avoir un tel niveau d'investissement si les taux étaient extrêmement élevés, comme il y a une quinzaine d'années. Aujourd'hui, ils sont très bas : à titre d'exemple, la France emprunte à des taux négatifs. Aujourd'hui, si des particuliers mènent des projets d'investissement immobilier, ils savent que les taux sont bas. Pour les collectivités, les taux extrêmement bas nous permettent – et là c'est un atout – de pouvoir engager ce niveau d'investissement.

D'autre part, le travail – je le salue une nouvelle fois – que mène Renaud CALVAT pour essayer de dégager des marges de manœuvre en termes d'économie nous permet de conforter notre autofinancement, et donc d'emprunter. « *Chaque euro dépensé doit être un euro utile* ». Cette nécessité de retrouver de l'autofinancement, c'est un moyen pour nous pour faire de l'investissement.

Et ce n'est pas fini. Ce n'est pas un élément qui est soumis à délibération, mais je dois être transparent : nous avons demandé au Directeur Général des Services de mener une réforme de l'administration de la Métropole, avec un plan marges de manœuvre, pour interroger l'ensemble des politiques publiques, pour faire en sorte de dégager des économies de fonctionnement là où c'était possible, de rendre plus efficace le service public chaque fois que nécessaire. Là encore, nous tirons les enseignements du rapport de la Chambre régionale des comptes – qui vous avait été présenté au mois de septembre en Conseil. Il s'agit de faire en sorte que, finalement, nos choix budgétaires ne soient pas des choix subis, mais soient bien des choix sur lesquels l'ensemble des élus ici délibèrent sur des orientations.

Parce que le niveau d'investissement que nous prenons, par quoi est-il animé ? Une chose qui apparaît, qui doit être une évidence : tenir les engagements formulés devant les électeurs. Ce sera sans doute un volet très important autour des mobilités. Sur les choix de solidarité, ce seront les grandes opérations de renouvellement urbain, d'équilibre territorial à l'échelle de la Métropole. Nous découvrirons tout ceci à l'aune des débats et des contributions que les Maires notamment – que je veux ici remercier – apportent à la construction du budget et à la stratégie de la PPI. Mettre en œuvre les orientations que les électeurs nous ont demandé de faire, relever les défis en matière écologique et de solidarité du territoire, d'attractivité économique du territoire, attractivité économique, donc emploi – j'y viens.

J'ai donné en début de séance ce chiffre de 2 400 emplois supprimés. Nous le savons : les mécanismes de soutien actuels des entreprises permettent à celles-ci de tenir. Mais nous savons qu'à un horizon, quand il faudra rembourser les PGE (Prêts Garantis par l'Etat), nos entreprises peuvent être en grande fragilité. Et c'est là où on attend les collectivités, en ayant de la commande publique, lisible, sur un certain nombre de dossiers que j'ai évoqués. Cette commande publique – je partage sur ce point, ce qu'a dit René REVOL et François VASQUEZ – doit être vertueuse. C'est-à-dire qu'elle doit permettre d'introduire des clauses sociales, environnementales, pour être aussi des leviers de transformation, pour créer des formes d'exemplarité. Car il ne s'agit pas d'investir et de donner de la commande publique, par exemple, sur les bus à haut niveau de service (BHNS), sur la ligne de tramway, et que des jeunes qui sont formés dans les lycées comme Leonard-de-Vinci ou Pierre-Mendès-France ne puissent pas trouver de travail, alors que nous avons investi. C'est un élément important.

Donc nous construisons ce DOB et la programmation pluriannuelle sur le principe d'une union sacrée, mais qui, à l'aune de la crise, commande la mobilisation générale. La mobilisation générale, c'est le signal que donne la Métropole, avec tous ses partenaires, pour nous mobiliser face à une situation économique et sociale qui s'apparente comme très difficile. C'est bien cela, maîtriser le temps. Nous faisons le choix d'agir, plutôt que de subir. Aujourd'hui, les représentants des différentes entreprises nous alertent et nous disent : « *On a besoin de lisibilité sur les carnets de commandes, nous ne savons pas si nous pouvons garder les emplois.* » Nous devons être là, et leur donner les règles sur lesquelles nous entendons agir.

C'est cela qui mobilise aujourd'hui ce débat d'orientations budgétaires : investir 40 % de plus, parce que le niveau d'emprunt sur les marchés est extrêmement faible et que nous en avons la capacité ; faire des économies de fonctionnement pour garder de l'autofinancement ; ne pas laisser les déficits, les déséquilibres financiers qui se sont installés perdurer, parce que sinon, ils nous priveraient collectivement de toute marge de manœuvre ou de réduction des périmètres des services publics qui seraient rendus. Moi, je le dis ici à tous les collègues, et je sais que c'est votre état d'esprit.

Il est toujours facile de dire « *il faut ci, il faut ça* ». Mais comme l'a très bien expliqué le Vice-Président, quand il y a une dépense, quand il y a du désir de dépense pour être utile, il faut qu'il y ait les recettes afférentes. C'est pour cela que je le remercie, parce qu'il est toujours plus facile de dire « *y a qu'à, faut qu'on* » que de faire cet adage magnifique de Pierre MENDES-FRANCE : « *gouverner, c'est choisir* ». Voilà l'esprit qui anime : « *gouverner, c'est choisir*. »

C'est l'engagement que nous prenons, vous trouverez les orientations dans le budget primitif. Nous invitons en permanence à comparer DOB et compte administratif, et à veiller à ce qu'apparaisse ce que je voudrais appeler une forme de « *continuité de la sincérité budgétaire* ». Veiller au caractère effectif de la mise en œuvre des débats de nous avons aujourd'hui, des votes que vous aurez à faire sur le budget. Les DOB, les budgets, ce ne sont pas des exercices de communication. C'est d'ailleurs pour cela que les slides de Monsieur CALVAT étaient très arides. On aurait pu y mettre plein de projets, comme on faisait avant. Mais quand on met les projets et qu'on ne les exécute pas, et qu'après cela génère des surcoûts qui impactent le contribuable, cela n'est pas responsable. Je pourrais en prendre, des dossiers : j'ai cité la ligne 5, je pourrais parler de Maera, si nous ne répondons pas – je remercie René de sa pleine mobilisation à ce défi – nous avons l'assainissement, j'ai pris les déchets. Ce n'est pas la décision la plus facile qui est la nôtre. Parce que c'était tellement facile de fermer et de dire « *je m'en débrouillerai après les élections* ». Nous, notre responsabilité aujourd'hui, c'est d'assumer ; assumer le rééquilibrage du budget qui est déséquilibré, et de proposer une stratégie.

Voilà, je vous remercie, mes chers collègues, pour ce DOB, qui préparera le budget, et à l'aune de tous les arguments que chacun des élus ont pu formuler, nous allons travailler dans la définition de ces orientations. D'ailleurs, vous allez pouvoir contribuer là-dessus.

Ah oui, il faut voter sur le « *donner acte* ». On vote le « *donner acte* », que le débat a bien eu lieu. Le vote est ouvert. Merci pour ce « *donner acte* ».

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 91 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Patricia MIRALLES.*

### **AFFAIRE N° 3 : AMENAGEMENT DURABLE - STRATEGIE MOBILITES 2025 - APPROBATION**

*M. C. ASSAF quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. R. CALVAT.*

#### **Monsieur le Président**

Je donne la parole à Madame FRÊCHE, qui va vous présenter une délibération globale sur notre stratégie mobilités. Vous voyez que des marges de manœuvre que Monsieur CALVAT a créées, en lien avec l'ensemble des Maires et l'ensemble des élus, Madame FRÊCHE met en œuvre un volet très important de nos dépenses d'investissement.

#### **Julie FRÊCHE**

Clairement. Merci beaucoup, Monsieur le Président. D'ailleurs, c'était le début de mon propos, de remercier le Vice-Président Renaud CALVAT, qui mène un travail ardu pour dégager les marges nécessaires pour la stratégie mobilités.

Je crois qu'il est important de vous faire partager un certain nombre de constats sur la stratégie mobilités. Je vais donc vous présenter la stratégie mobilités 2025, en partageant avec vous un certain nombre de constats. D'abord, le constat indéniable du réchauffement climatique, qui a des conséquences désastreuses pour notre territoire. La transition écologique est devenue une priorité, voire un devoir, une responsabilité vis-à-vis de nos enfants. Notre Métropole doit se positionner comme pionnière. Elle doit oser des solutions ambitieuses, voire radicales, à même – je le dis très clairement – de nous faire gagner la course désormais engagée pour lutter contre le changement climatique.

Cette politique ne se fera pas au détriment des plus modestes. Nos objectifs sont multiples. Nous allons décarboner la mobilité et réduire globalement la place de la voiture – surtout là où les alternatives sont fortes. Dans la Métropole, le trafic routier est responsable de 80 % des émissions de NOx, c'est-à-dire le monoxyde et l'oxyde d'azote qui pénètrent les bronches et sont responsables des pluies acides. C'est aussi 57 % des émissions de gaz à effet de serre. Ce sont 48 000 décès par an. C'est la troisième cause de mortalité en France et cela représente 9 % de la mortalité. Il faut agir et ne pas se contenter de se projeter. Nous avons cinq ans. La question des temporalités est majeure. C'est un contexte d'urgence climatique. Nous engageons d'ores et déjà la formalisation et l'élaboration du plan des mobilités, qui vient remplacer l'ancien plan des déplacements.

Cette stratégie 2025 répond à un impératif de santé publique. Vous le voyez : cette carte met en exergue les secteurs qui sont pollués par les particules fines, qui sont calculées avec le seuil actuel, qui est de 40 microgrammes par mètre cube. Vous le voyez, ce sont l'avenue de la Liberté, l'avenue Albert-Dubout, l'avenue Clemenceau, Gambetta, l'échangeur Montpellier-Sud, Montpellier-Ouest, l'avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez, le centre-ville de Castelnau-le-Lez, Saint Jean de Védas, la bordure de l'A750, la N109 à Juvignac, la route de Nîmes au Crès. La carte suivante vous montre l'état de la pollution sur ce même indicateur, avec les préconisations de l'OMS, c'est-à-dire le calcul du seuil des particules fines, non plus de 40 microgrammes par mètre cube, mais de 20 microgrammes par mètre cube. Et là, le constat est sans appel. Toute la Ville de Montpellier est concernée, Castelnau-le-Lez, Pérols, Lattes, Saint Jean de Védas, Juvignac seraient intégralement sous une pollution endémique.

Il est important, je crois, aussi, de relever qu'avoir une voiture coûte cher. Cela représente 6 063 euros par an et par ménage. Cette forte dépendance à la voiture a un coût important pour les habitants de la Métropole.

La voiture, c'est aussi une contrainte en termes d'espace en ville. Cette illustration parle d'elle-même. Vous le voyez : l'espace qu'occupe 50 personnes seules dans leur voiture – c'est l'autosolisme – puis, ensuite, la place considérablement réduite par ces mêmes personnes en covoiturage, à vélo, à pied ou dans un bus, un transport en commun. L'objectif est bien de regagner de la place sur l'espace public, pour les piétons, il faut élargir les trottoirs, pour les cyclistes, qu'il faut mettre en sécurité sur des pistes en site propre, et enfin pour végétaliser la ville. Il s'agit aussi de lutter contre la congestion automobile. Les mauvais classements se suivent. Nous sommes la neuvième ville la plus embouteillée de France pour TomTom, la huitième pour l'Observatoire INRIX, la dixième sur douze agglomérations sur la qualité de l'air par Greenpeace. Cette congestion nuit à l'attractivité du territoire, et plus particulièrement au cœur de la Métropole. Chaque jour, ce sont 140 000 véhicules qui entrent et qui sortent de Montpellier, ce qui correspond à 280 000 déplacements qui dégradent chaque jour la qualité de vie des Montpelliérains. Mais ce sont aussi 32 000 véhicules jour à Lattes, sur l'avenue de l'Europe, ce sont 13 000 véhicules qui traversent Restinclières, ce sont 5 000 véhicules qui traversent Sussargues. Aujourd'hui, ce trafic de transit nuit à l'attractivité des 31 communes de la Métropole.

Des perspectives alarmantes. Nous avons un modèle qui nous permet de faire une projection des parts modales à l'échelle de la Métropole à horizon 2030. Vous le voyez : avec un taux de croissance de la population très dynamique, c'est-à-dire de 1,7 % de plus par an, ce qui correspond à 7 880 habitants supplémentaires par an, tous les projets en cours (ligne 5, bus à haut niveau de service, plan vélo) ne permettent pas à eux seuls de se placer dans une trajectoire vertueuse. Vous voyez que les parts marche, vélo, transports en commun (TC), représentent 50 % de part modale en 2017, en 2025 et en 2030, en intégrant tous les projets d'infrastructures, de modes de déplacement plus vertueux. On aura donc accompagné la croissance de la mobilité sans faire basculer les modes de déplacement. Le nombre de véhicules légers est en constante augmentation : 77 000 en 2017, 89 000 en 2025, 94 000 en 2030.

**Les objectifs politiques et la stratégie.** Il faut donc être beaucoup plus proactif. Il est de notre responsabilité de créer un véritable choc des mobilités. C'est sans attendre que nous avons mis en place la gratuité des transports, qui est le marqueur d'une nouvelle approche systémique des mobilités. Nos objectifs politiques sont donc extrêmement clairs. Nous allons décarboner la mobilité. Nous allons offrir une alternative à tous les métropolitains pour apaiser les villes et les villages et faire la transition des mobilités comme une transition qui n'exclut pas et qui renforce le pouvoir d'achat de tous les habitants de la Métropole.

Pour y parvenir, nous allons créer un choc de l'offre et un choc de la demande. Pour produire ce choc, il faut changer de braquet, dans une logique systémique, en actionnant en même temps tous les leviers de la mobilité, aussi bien l'offre que la demande, dans une temporalité courte, en cinq ans, à toutes les échelles, du quartier à l'aire urbaine. Le choc de la demande, c'est la gratuité des transports, c'est une révolution culturelle tant elle change notre approche des mobilités. Nous créons un choc psychologique. Il faut rééquilibrer les modes de déplacement dans une logique environnementale, réduire la pollution de l'air, le bruit, la consommation foncière. C'est un moyen de lutter contre l'exclusion sociale et l'isolement, pour créer une nouvelle convivialité urbaine. C'est aussi un moyen de redonner du pouvoir d'achat avec une redistribution sociale juste en direction des familles, des ménages modestes, des jeunes, des personnes âgées et de ceux qui changent leurs pratiques. Aujourd'hui, il est difficile d'avoir une véritable analyse de la fréquentation compte tenu de la crise sanitaire. Nous évaluons aujourd'hui la hausse de fréquentation de la première étape de la gratuité, depuis le 5 septembre, à une augmentation de + 5 %.

Nous avons aussi fait le choix d'inciter à l'usage du vélo. Comme le disait le Président tout à l'heure, ce sont 2 362 dossiers déposés et 1 114 dossiers validés. Nous faisons le choix d'étendre ce dispositif au marché de l'occasion. Pourquoi ? Parce qu'il y a une pénurie mondiale et que nous avons concerté tous les vélocistes avec Monsieur Jean-Luc SAVY et Manu REYNAUD, pour savoir ce qu'il en était du marché de l'occasion. C'est vrai : c'est un marché qui est émergent. Nous avons décidé de l'accompagner et donc d'ouvrir notre dispositif d'aide à l'achat aux VAE d'occasion avec une aide de 200 euros. Le prix moyen d'un VAE, rappelons-le, neuf, est de 1 500 euros ; celui d'un VAE d'occasion est de 750 euros, avec une aide de 200 euros, ce qui fait que ce produit sera beaucoup plus accessible au plus grand nombre. La question du vélo est donc une question majeure, qui s'inscrit dans un choc de l'offre au niveau des mobilités.

Vous le savez : nous avons pris l'engagement de mettre en service la ligne 5 avant la fin de l'année 2025. C'est 17,5 km de rails, 26 stations, 80 000 voyageurs jour attendus, 2 parkings relais pour rabattre les populations du nord de la Métropole au rond-point de Girac, et les communes de l'ouest de la Métropole au futur parking relais à Gennevaux. Ce sont 10 points de correspondance supplémentaires avec le réseau actuel.

C'est une véritable transformation de l'espace public qui accompagnera cette nouvelle ligne. C'est aussi l'extension de la ligne 1 de tramway, pour une mise en service en 2024. Il s'agit évidemment de desservir la nouvelle gare Sud-de-France, qui s'inscrit dans la ligne nouvelle Montpellier Perpignan. C'est aussi la desserte de la ZAC Cambacérès, qui accueillera à très court terme près de 11 000 personnes. La Halle de l'innovation, avec la French Tech, le lycée Pierre-Mendès-France, des écoles dont la Montpellier Business School, le siège de la CCI, le CFA régional (32 000 m<sup>2</sup> de bureaux), le château de la Mogère, la Halle Nova. À terme, ce sont près de 25 000 personnes qui seront quotidiennement sur le site de Cambacérès. Il est donc nécessaire de doter ce site d'une desserte en transport en commun efficiente.

Ce sont enfin les quatre nouvelles lignes de bus à haut niveau de service. Nous allons créer un nouveau produit de mobilité dans un territoire fortement développé autour du tramway. Ce seront des mobilités zéro carbone, au gaz naturel, à l'hydrogène ou à l'électrique. Ce sera un matériel roulant désigné avec un artiste qui habillera chaque ligne. Ce seront 4 nouvelles lignes performantes, qui assureront un cadencement d'au moins toutes les dix minutes en heure de pointe. Le tracé sera le plus direct possible, en assurant le rabattement par des itinéraires piétons et cycles jusqu'aux arrêts. Il faudra accompagner ces quatre lignes de bus à haut niveau de service d'aménagements de l'espace public qualitatifs. Ce sont donc quatre nouvelles lignes, 50 km de lignes, 100 000 nouveaux habitants desservis, 60 futurs véhicules, 200 000 habitants à moins de 500 m du tracé. Il y aura une forte desserte des quartiers de la politique de la ville.

Quelles sont ces lignes ? Le bus à haut niveau de service n°1 desservira les communes de Castries, Vendargues, Salaison, Le Crès, Sablassou, place de l'Europe. Notons au passage que les pôles d'activités économiques que sont le Millénaire, la Pompignane et Eurêka seront enfin correctement desservis. Le bus à haut niveau de service n°2 remplacera l'actuelle ronde et couvrira les boulevards de ceinture : Sabine, Paul-Valéry, Tonnelles, Père-Soulas, Saint-Éloi, Aiguelongue, Charles-de-Gaulle à Castelnau-le-Lez, Benjamin-Franklin et la gare Sud-de-France. Le bus à haut niveau de service n°3 desservira le quartier des Cévennes avec le futur quartier ANRU, traversera l'avenue Louis-Ravas et ira jusqu'au pôle Euromédecine, conformément au développement du projet Med Vallée. Enfin, le bus à haut niveau de service n°4, tant attendu par les communes de l'Ouest, desservira les communes de Cournonsec, Cournonterral, Pignan, Lavérune, Gennevaux. Il est essentiel d'avoir à l'esprit que la gratuité s'accompagnera de la mise en service de ces quatre bus à haut niveau de service et d'une refonte globale de l'offre de bus pour optimiser le réseau.

Nous allons accélérer la mise en œuvre du plan vélo, en réalisant le réseau express vélo pour relier les communes entre elles et desservir les zones d'emploi. C'est donc un nouveau plan vélo, beaucoup plus opérationnel, pour les 31 communes de la Métropole. Nous sommes accompagnés pour cela par le cabinet d'étude Copenhagenize pour nous aider à traiter notamment les discontinuités et les points durs du réseau. Il faudra évidemment définir une identité visuelle, multiplier les actions de sensibilisation, communiquer autour des bénéfices du vélo et positionner une maison du vélo en concertation avec les associations. Je rappelle quelques chiffres : 57 % des déplacements sont inférieurs à 3 km et 41 % sont réalisés en voiture. La distance moyenne d'un habitant de la Métropole est de 4,9 km et le temps moyen est de 16 minutes. Notre marge de manœuvre et notre marge de progression sont immenses. Nous avons voté une autorisation de programme de 150 millions d'euros pour les thématiques de la marche et du vélo. C'est une enveloppe considérable. Nous développons un véritable système vélo, avec, dans un futur très proche, la mise en œuvre d'une offre massive de location accessions avec option d'achat de VAE (près de 3 000 vélos), le déploiement de garages à vélos sécurisés sur tout le territoire métropolitain, la création de 1 000 places de stationnement sécurisées et visibles dans les parkings en ouvrage propriété de la Métropole. Il est aussi extrêmement important d'accompagner la dispense du programme savoir rouler auprès des CM1 et des CM2 et enfin, de concevoir un réseau structuré et hiérarchisé d'itinéraires cyclables, avec notamment un réseau express vélo.

Je souhaite vous dire enfin que nous allons déployer un plan piétons pour améliorer la circulation des piétons dans la Métropole, parce que 1 km à pied, c'est à peu près 10 minutes, et qu'il faut valoriser l'identité même de notre Métropole, qui est l'Écusson, qui représente près de 100 hectares piétonniers, alors qu'aujourd'hui, plus de 7 000 véhicules entrent dans l'aire piétonne chaque jour.

Pour finir, et pour construire ce système intermodal, il est essentiel de s'appuyer sur les haltes ferroviaires. C'est la halte ferroviaire de Baillargues, qui est à 7 minutes de la gare Saint-Roch, ce sont 61 trains par jour. Et c'est la gare de Villeneuve-lès-Maguelone (21 trains par jour), qui est à 4 minutes de la gare Saint-Roch. Enfin, nous discutons avec la Région Occitanie pour créer une halte à Sablassou afin de desservir toutes les zones d'emplois (Sablassou, Millénaire, Eurêka, Pompignane).

Il nous paraît essentiel, enfin, de développer les mobilités partagées. 90 % des habitants de la Métropole résident et travaillent dans la Métropole. Il faut donc développer les mobilités partagées, c'est-à-dire le covoiturage – c'est l'expérimentation que nous menons actuellement avec Klaxit – et le développement de l'autopartage. Il faut augmenter significativement le nombre de stations d'autopartage sur le territoire, en les maillant d'une borne électrique.

Les différentes actions d'accompagnement : nous allons jouer évidemment sur l'adaptation de la tarification par la politique du stationnement, par la mise en place de la zone à faibles émissions, que nous lancerons à l'automne 2021. Nous sommes en train de débattre et d'arrêter le scénario, que nous prévoyons de définir au printemps, après une concertation et un débat avec chacun des Maires.

Nous souhaitons également agir sur les temps dans la ville. Aujourd'hui, vous avez une concentration des déplacements. Entre 7 heures 30 et 9 heures du matin, il y a un pic de 80 000 déplacements, et entre 16 heures 30 et 18 heures 30 le soir, un pic de 90 000 déplacements. Il y a donc un intérêt de décaler l'heure de pointe pour limiter la congestion des axes principaux. C'est d'ailleurs une discussion que nous avons initiée avec les universités et le CHU.

Nous souhaitons également apaiser les centres-villes et les centres-bourgs avec la généralisation de la vitesse à 30 km/h dans les cœurs de ville et de village, et le développement des plans piétons. Ce sont aussi l'accompagnement et la mise en place des plans de mobilités employeurs. C'est enfin une meilleure visibilité de l'offre de mobilité sur le territoire.

Comment avons-nous procédé ? Nous sommes je crois aujourd'hui un territoire pleinement mobilisé et prêt au changement. Nous avons rédigé un courrier, que nous avons adressé aux 31 Maires de la Métropole. Nous avons indiqué dans ce courrier quelles étaient les principales orientations de la Métropole. Nous avons demandé en retour que chacun des Maires puisse nous faire remonter sa stratégie mobilités, afin de croiser les deux.

*Coupure du son*



### **Monsieur le Président**

Cela semble reprendre, mes chers collègues. On va pouvoir reprendre. Madame FRÊCHE en était au dialogue avec les Maires, sur la concertation autour des stratégies mobilités. Veuillez nous excuser, chers collègues. On reprend le débat. Madame FRÊCHE.

### **Julie FRÊCHE**

Merci, Monsieur le Président. Je vais conclure. C'était vraiment pour vous dire combien je tenais à remercier chaque Maire, chaque équipe municipale. Il y a aujourd'hui des communes qui ont créé des commissions mobilités. Je pense à Castries, je pense à Prades-le-Lez, mais ce ne sont pas les seules, qui ont répondu de manière très détaillée, très claire sur leur projet de mobilités, que ce soit sur des cheminements doux, des itinéraires cycles, pour rejoindre les pôles d'intermodalité. Je tenais vraiment à les remercier, parce que nous avons pu, à travers ce travail itératif et avec des échanges extrêmement constructifs, lorsque nous nous sommes rencontrés, définir les bases d'une stratégie commune de mobilités à l'horizon 2025. Parce que ce sont 27 Maires sur 31 qui ont répondu à ce courrier. On voit que tous souhaitent aller vite. Il y a une quasi-unanimité sur la nécessité d'apaiser la ville, de multiplier les zones 30, les zones de rencontres, et de développer le vélo. Nous reviendrons vers vous dans les pôles pour travailler de manière plus opérationnelle, commune par commune, et définir ensemble les priorités. Je tenais vraiment à vous remercier et vous dire combien j'étais à votre disposition pour continuer ce travail.

Je voudrais terminer, Monsieur le Président, en remerciant la direction des mobilités, parce que je sais qu'elle a été énormément sollicitée – et ce n'est que le début. Je voudrais vraiment remercier Monsieur Yannick JACOB et ses équipes pour tout le travail fourni depuis que nous avons accédé aux responsabilités. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame FRÊCHE, pour cet exposé qui présente l'ensemble des délibérations liées aux mobilités. Il y a beaucoup de demandes de prise de parole. Attendez, on va noter pour n'oublier personne. Monsieur EL KANDOUSSI, Monsieur DESSEIGNE, Madame MANTION, Madame DOULAIN, Madame TOUZARD, Monsieur ARS, Monsieur MARTIN, Madame BORNE. Monsieur EL KANDOUSSI, vous avez la parole.

### **Abdi EL KANDOUSSI**

Bonjour, Monsieur le Président, chers collègues. Affaire très importante. Nous aurons le temps, bien évidemment, de rediscuter de vos choix concernant les mobilités. J'ai juste un point quand même, que je voudrais soulever, c'est qu'assez régulièrement certains élus reviennent sur le coût de la ligne 5. Je pense qu'on parle bien d'une estimation. Vous avez l'air plus sûr de vous lorsque vous intervenez sur le coût final de la ligne 5, à moins que vous ayez lancé l'appel d'offres pour cette ligne 5, à moins que vous ayez retenu les entreprises, à moins que vous ayez déjà négocié le prix final du coût de la ligne 5. Pour le moment, nous parlons d'une estimation. L'estimation, d'ailleurs, est là à titre indicatif. N'oubliez pas que c'est le cahier des charges qui influe sur le prix définitif de la ligne 5. Donc la balle est dans votre camp. Et puis surtout, je note que vous avez reculé sur le dossier de l'extension de la ligne 1 vers la gare Sud-de-France, puisque vous êtes revenus sur l'abandon de l'extension, et donc vous réaliserez – ou au moins vous avez décidé de continuer – le projet qui avait été validé et porté par le Président SAUREL il y a quelques mois. Voilà, j'ai terminé. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur EL KANDOUSSI. Je vous répondrai, avec plaisir d'ailleurs, sur le coût. Monsieur DESSEIGNE. Serge, bonjour.

### **Serge DESSEIGNE**

Bonjour. Merci pour le travail, d'abord. C'est une grosse affaire. Je voudrais revenir, par rapport à ce plan de stratégie de mobilités, sur le fait que, sur le Sud de notre Métropole, il y a le territoire villeneuvois. Effectivement, on parle depuis des années de l'extension avec le pôle multimodal et surtout la gare. On sait que l'objectif du tracé de la ligne Montpellier-Béziers est prévu pour 2034-2036, pour son ouverture. Donc la question des transports ferroviaires et leur taux d'attractivité : il y a eu une augmentation de la rotation des trains, mais on n'est pas attractif encore.

Je pense qu'il faudra faire un effort quand même sur le territoire Sud, par rapport aux transports, dans les transports en commun. Nous avons quand même, sur ce territoire, la RN185 et la RN112, qui font que tout le pôle Ouest actuellement sera sans doute décongestionné avec les bus à grande mobilité, etc. Mais pour le moment, on a Cournonterral, Cournonsec, Mireval, qui débouchent sur la RN185, ce qui fait qu'elle est très utilisée et sert de contournement Sud de Montpellier, par rapport au fait d'aller vers le Millénaire, etc. Donc je pense qu'on devra être encore plus attentifs et faire en sorte qu'on améliore aussi les capacités de rotation et le bus intra de la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone – qui a plus de 10 000 habitants – qui amène à la gare. Il y aura un travail à faire aussi sur cet espace mobilités. Je vous remercie. Sinon, le travail est très important et il faudra aussi retravailler sur la question du pôle d'échanges multimodal (PEM) de Villeneuve-lès-Maguelone. Merci à vous.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup Serge. La parole est à Coralie MANTION.

**Coralie MANTION**

Bonjour à toutes et tous. 48 000 : c'est le nombre de morts chaque année en France dus à la pollution de l'air, aux mobilités polluantes carbonées. La lutte contre le gaz à effet de serre et la lutte contre la pollution de l'air, doivent être nos objectifs principaux. La tragédie du « *en même temps* » ne peut pas fonctionner. On ne peut « *en même temps* » vouloir changer les comportements, les mobilités, et continuer le mode ancien de la voiture. Un vrai choc des mobilités doit être mis en place.

La loi, le Code des transports nous dit : « *Le plan de mobilités vise à assurer la diminution du trafic automobile.* » C'est limpide ! Et nous le savons : dans le bassin de vie de Montpellier, la population augmente. Et pourtant, nous devons réduire le trafic automobile. Dans les projections qui nous ont été présentées – sur la base de modèles dont j'espère qu'on pourra rediscuter quelques points – nous apprenons qu'à l'horizon 2030, les parts modales des différentes mobilités ne changent pas. Pire : le nombre de véhicules augmente fortement. Ces perspectives sont dues aux projets routiers comme le COM, la DEM, le LIEN. Cela prouve que nous ne pouvons faire du « *en même temps* ». Le « *en même temps* » ne permet pas d'engager le basculement. Ce sont des choix forts qu'il faut faire, et drastiques, comme celui que nous avons fait sur l'avenue Albert-Dubout – qui entre en fonction demain. C'est une alternative à la voiture et aussi, parallèlement, à la réduction drastique de la circulation automobile.

Cent pour cent de nos efforts, de nos investissements, doivent aller vers des solutions décarbonées. Et elles se déclinent, d'abord pour le piéton – car nous sommes tous des piétons et c'est une vraie alternative à la voiture pour les petits trajets. Ce plan stratégique propose un plan piétons et des quartiers apaisés. Une stratégie pour le vélo, avec les aides à l'achat de VAE, la multiplication des infrastructures. L'ambition est là. Les transports en commun, leur développement avec la ligne 5, les BHNS, le covoiturage et enfin la réduction de la circulation automobile. Si certains choisissent l'augmentation des voies de voitures et l'augmentation de la vitesse, notre Collectivité choisit la baisse de la vitesse et mise sur les alternatives à la voiture. Les écologistes voteront ce plan, avec toujours la vigilance sur la politique engagée : non au « *en même temps* », oui à l'ambition.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame MANTION. La parole est à Madame DOULAIN. Bonjour.

**Alenka DOULAIN**

Bonjour à toutes et tous. Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente, je voudrais commencer par dire qu'évidemment dans la forme on soutient pleinement la démarche que vous nous présentez aujourd'hui, avec une stratégie pluriannuelle sur les mobilités, qui nous permet tout simplement de savoir où nous allons. Je suis par contre un peu moins en phase avec une partie du contenu de ce plan. Vous nous présentez cela à travers ce diptyque choc de l'offre / choc de la demande. Mais derrière ces mots – qui sont un petit peu pompeux – se cache en réalité un plan que je pourrais qualifier surtout de rattrapage, mais qui n'est pas celui d'une réelle bifurcation.

Deux remarques. La première, c'est déjà l'absence d'objectifs chiffrés. Vous nous l'avez présentée, la ventilation des parts modales, mais qui étaient des estimations de 2019. Quelle répartition des parts modales avez-vous prévu d'atteindre en 2025 ? Pouvez-vous nous dire précisément quels sont les objectifs de la Métropole sur le vélo, sur les transports en commun, sur la marche à pied, et donc sur la part voiture ?

Vous avez déclaré en Conseil de Métropole en octobre un objectif de 10 % sur le vélo. Dans le *Midi Libre* de la semaine dernière, c'était plutôt 9 %. On a besoin de connaître ces chiffres, parce qu'en fait, en 2025-2026, vous ne serez pas jugés sur « *est-ce que la gratuité permet un choc de l'offre, un choc de la demande ?* », mais « *est-ce que ces parts modales vont justement évoluer ?* ».

Deuxième remarque. C'est pourquoi je parle plutôt d'un plan de rattrapage et non d'un plan de bifurcation. C'est que notre Ville est surtout connue et reconnue pour son réseau de tramway. Les Montpelliérains en sont d'ailleurs fiers. C'est lui qui draine la grande majorité des déplacements en transport en commun dans notre Ville, et c'est un formidable outil d'urbanisme, car lorsqu'on pose des rails quelque part, on sait que c'est pour longtemps. Il est vrai que, durant ce mandat, les projets de tramway seront réalisés. Vous en avez parlé : la ligne 5, le prolongement de la ligne 1. Mais ces projets, ce ne sont pas les vôtres, ce sont ceux de vos prédécesseurs. Le problème est bien là ! C'est que vous semblez acter avec ce plan que vous n'engagerez pas de nouvelles études pour de futures lignes ou extensions côté tram. Bien sûr, étendre le réseau, cela prend du temps – plus de dix ans en général quand on a un projet de ligne – donc si vous ne le mentionnez pas maintenant, c'est que vous ne l'envisagerez pas dans le futur à moyen terme et long terme. À la place, vous prévoyez plutôt de mettre des pistes cyclables sur les anciennes lignes de chemin de fer. À la place, vous nous proposez de mettre sur les routes des bus déguisés en tramways comme à Nîmes. Est-ce que Nîmes, c'est vraiment le modèle pour les transports publics montpelliérains ? Je ne sais pas. Nous, on adhère totalement aux bus à haut niveau de service, mais de manière transitoire, pour gérer l'urgence dans les zones de tension comme vous l'avez précisé. Mais il faut se projeter dans de nouvelles infrastructures de tramway.

En effet, on a plutôt comme exemple Nantes ou bien Strasbourg, car les possibilités de développer ce réseau existent, au Nord jusqu'à Prades-le-Lez, à l'Ouest jusqu'à Cournonsec, à l'Est jusqu'à Castries. Et surtout, je crois, la prolongation qu'attendent tous les Montpelliérains : le tram jusqu'aux plages, jusqu'à la mer. On espère en tout cas que le frein mis à ces nouveaux projets, à ces nouveaux kilomètres de tramway n'est pas lié à des arbitrages budgétaires qui auraient été pris en lien avec la gratuité des transports.

Je vous remercie du coup d'avance de vos réponses sur la partie parts parts de mobilité, et puis le pourquoi de l'arrêt de nouveaux projets d'extension de trams sur Montpellier et sa Métropole. Merci d'avance.

**Monsieur le Président**

Merci Madame DOULAIN. La parole est à Madame TOUZARD.

**Isabelle TOUZARD**

Merci, Monsieur le Président. Merci beaucoup à Julie pour cette présentation. La meilleure mobilité est celle qu'on ne fait pas. On parle de plan de mobilités – j'y reviens. On pourrait aussi parler de plan d'immobilité. C'est le lien avec notre SCoT et notre PLUi à venir. Je pense qu'on a vraiment, à l'occasion de ce PLUi, à réfléchir à comment on relocalise dans nos communes ces lieux de travail, qui permettront aux habitants de ne pas s'engouffrer dans les bouchons. Cela peut se faire à court terme, maintenant que le très haut débit est développé sur tout le territoire. Je pense que l'euro investi dans ces infrastructures sera aussi très efficace. Multiplier les tramways à l'infini, comme vient de le dire Madame DOULAIN, je pense que c'est une fuite en avant, sur un modèle d'aménagement du territoire qui n'est pas tenable. À un moment, il faut réfléchir à nouveau au rééquilibrage du territoire. Là où j'attire votre attention, vous le savez tous très bien, c'est que toutes ces voitures qui arrivent, ces travailleurs qui arrivent à Montpellier, viennent de plus en plus loin. Maintenant, le problème, ce ne sont plus les personnes de la Métropole. Ce sont ceux qui viennent notamment de la vallée de l'Hérault ou de bien plus loin. Je connais quelqu'un par exemple à l'ADEME qui habitait à Le Cros du Larzac et qui venait tous les jours en ville. Vous voyez comme quoi les déplacements peuvent être très importants. C'est une fuite en avant. Cela revêt des questions de SCoT et d'aménagement du territoire plus globalement. Mais c'est ce modèle, à mon avis, qu'il faut remettre en cause rapidement. Je ne pense pas qu'il faille continuer cette course-poursuite vers toujours plus d'infrastructures de transport. Ce n'est pas tenable.

**Monsieur le Président**

Merci Isabelle. William ARS, Maire de Cournonterral. William, à toi.

## **William ARS**

Bonjour, Président. Merci, Julie. Bonjour à toutes et tous. Je tiens moi aussi à remercier Julie FRÊCHE pour la clarté de son exposé et pour ce plan mobilités que je considère comme radical et ambitieux. Je crois que c'est ce dont nous avons besoin sur notre territoire pour changer des pratiques, pour changer des comportements et pour abandonner le tout voiture qui – on ne va pas y revenir – crée tant de nuisances. J'adhère sans réserve évidemment à ce plan mobilités, notamment la gratuité des transports, le plan vélo. Nous y prenons notre part dans chacune de nos communes. Nous essayons de développer les mobilités douces partagées et de créer des cheminements doux.

Après, je voudrais quand même exprimer un point de vigilance particulier au nom des communes de l'Ouest de la Métropole – qui sont d'une certaine façon les oubliées de la mandature précédente. Je suis quand même obligé de le rappeler, puisque le tramway nous était promis en son temps, en 2017, je crois bien. On fait un travail de conversion auprès de nos populations, pour les convaincre que le bus à haut niveau de service sera une bonne solution pour nos populations. J'ai déjà alerté Julie sur, de mon point de vue, la nécessité qu'il y a à favoriser le déplacement en site propre à chaque fois que ce sera possible. Pour que ce bus à haut niveau de service soit une réussite, il faut qu'il soit rapide, il faut qu'il soit cadencé, il faut qu'il soit accessible.

Si j'ai cette acuité particulière sur les questions de mobilités à l'Ouest, c'est aussi parce que la Présidente Carole DELGA m'a fait l'honneur, à Cournonterral, de projeter la création d'un lycée – et qui dit lycée, dit réseau de transport adapté. Il est inconcevable que notre réseau de transport ne soit pas adapté à l'arrivée d'un tel équipement. Nous sommes aussi, je l'ai dit, des oubliés de la mandature précédente. Avec mes collègues Maires de Cournonsec et de Fabrègues, nous constituons la vitrine Ouest de notre Métropole, celle vers laquelle se tournent les regards du côté de l'Agglomération de Sète. Et si on veut être attractif, si on veut dégager des perspectives de relation ou de connexion avec cette intercommunalité à l'Ouest de la nôtre, il faut avoir un réseau de transport correctement calibré et ambitieux.

Sur un autre registre – je l'ai déjà dit – même si cela peut paraître avec moins d'enjeux, nous avons sur nos territoires semi-ruraux – on va dire – ou « *rurbains* » à Cournonterral comme ailleurs, un réseau de chemins agricoles, de chemins ruraux, qui sont aujourd'hui empruntés essentiellement par les agriculteurs, mais pour lesquels se développent des pratiques de promenades, de balades à vélo ou piéton, qui sont de plus en plus développées sur nos territoires, très prisées. Or ce réseau de chemins ruraux ou de chemins agricoles est aujourd'hui dans un sale état, et mériterait d'être effectivement rénové, qu'il y ait un plan de rénovation de ces chemins qui, encore une fois, aujourd'hui, donnent lieu à des pratiques partagées, des usages partagés entre les agriculteurs, les cyclistes et les piétons. Merci de m'avoir écouté.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur ARS. La parole est à Hervé MARTIN, ensuite Madame BORNE, Monsieur SAVY, et Monsieur MARTINIER est bien inscrit. Je vous propose qu'on clôture. Hervé.

## **Hervé MARTIN**

Bonjour à toutes et tous. Merci beaucoup. On s'y était tous engagés – je crois – dans nos campagnes électorales respectives, parce que tout le monde est conscient que la congestion de circulation, qu'on connaît sur pratiquement l'ensemble du territoire de la Métropole, est génératrice de pollution, et que cela nous oblige à agir, et donc à développer et donner toute la place possible aux alternatives – et je dirai à toutes les alternatives. C'est la place du vélo, et tout le monde peut déjà constater que nous y travaillons efficacement. C'est aussi la place de la marche, bien évidemment. Mais c'est la place des transports en commun, du tramway. Je pense à la ligne 5, dont on mesure tous et toutes aujourd'hui le coût que cela représente en termes de retard. Je parle à la fois de coût en termes d'euros et en termes de pollution. C'est le prolongement qui va être effectué de la ligne 1 vers la nouvelle gare – ce qui est un point positif – puisqu'on a une ligne de chemin de fer, c'est bien d'avoir une gare, et c'est bien que cette gare soit reliée à la Ville par le prolongement de cette ligne de tramway. Aussi et surtout, cela permettra de donner accès à cette zone dans laquelle, dans un futur très proche, se situeront beaucoup de travailleurs. Donc la ligne 1 leur permettra de rejoindre leur lieu de travail. C'est aussi le développement des bus à haut niveau de service. On en voit bien, là aussi, toute l'utilité pour avoir un maillage qui permet de donner une vraie alternative à l'ensemble de la population pour pouvoir se déplacer. Tout cela, bien entendu, accompagné par la gratuité. On a dû passer une phase ; la deuxième phase est pour l'automne prochain. Et à mi-mandat, certainement, une gratuité totale permettrait d'offrir une vraie alternative en termes de transports en commun.

Je veux faire référence aussi à l'organisation des temps. Tout le monde est bien conscient que, si tout le monde ne commençait pas le travail à la même heure pour le finir à la même heure, cela serait aussi des embouteillages en moins. Et là, c'est bien d'entrer en dialogue avec le CHU, avec les universités. Mais je pense qu'il faut aussi accentuer le dialogue avec l'ensemble des entreprises. On sait que nous avons sur le territoire surtout des petites entreprises, donc le dialogue est plus compliqué à organiser. Mais elles ont des instances représentatives. Il y a une CCI. Donc il faut que tout le patronat fasse aussi en sorte de pouvoir gérer avec nous les temps qui permettent aux travailleurs de se rendre sur leur lieu de travail avec moins d'embouteillages.

Tout cela, c'est évident, impose des contraintes aux Montpelliérains. Et je crois qu'il faut maintenant sortir de cette opposition, finalement, entre les populations, entre d'un côté – excusez-moi, je vais caricaturer, mais de façon pédagogique volontaire – le bobo écolo qui irait faire ses courses en vélo cargo et qui amènerait ses enfants à l'école en pédibus pour rentrer travailler chez lui en télétravail et en mangeant des graines à sa pause déjeuner, et de l'autre côté le prolo qui irait faire ses courses en moto, qui irait au boulot en moto et qui tartinerait de la rillette dans une baguette à sa pause déjeuner. En réalité, chacun et chacune d'entre nous est à la fois utilisateur, à un moment donné de sa voiture, parce qu'il en a besoin, à un moment donné de son vélo, à un moment donné de son scooter, et à un moment va à son commerce de proximité à pied. Ce sont ces alternatives qu'il faut offrir à tout le monde. Cela impose des contraintes.

Il faut aussi terminer un certain travail. Là, je veux m'adresser également à l'État. La LGV (ligne grande vitesse) horizon 2040, c'est dans bien trop longtemps. Il va falloir se décider, parce que là aussi, la pollution est produite à l'intérieur de la Ville, mais l'autoroute A9 qui passe en plein milieu de la Métropole entre Montpellier et Lattes est alimentée par des milliers de camions qui vont de l'Espagne à l'Europe du Nord. L'achèvement de la LGV permettra, si l'État veut bien se donner les moyens de coercition nécessaires, de mettre les camions sur des trains.

C'est aussi terminer le contournement Ouest. Et là j'en appelle à la fois à l'État et à tous les partenaires, parce qu'il va falloir enfin financer ce contournement Ouest, parce qu'en permettant le contournement Ouest et également en terminant les échangeurs supplémentaires sur l'A709, cela permet de rentrer dans la Ville au plus près, et donc d'éviter la traversée en particulier par l'avenue de la Liberté et par Albert-Dubout. Et là, nous avons promis que nous nous occuperions de cette balafre polluante au milieu de la Ville. Et nous nous en occupons, et c'est une bonne chose. Mais cela veut dire qu'il faut permettre aussi le contournement de la Ville.

Dernier petit point – je n'étonnerai personne – mais un petit mot quand même sur le deux-roues motorisé. Vous vous doutiez que j'allais le dire, parce que c'est absent de nos débats, même si j'ai bien noté l'interview récente de Julie FRÊCHE – et je l'en remercie – où elle a abordé la question, dans *Midi Libre*. Mais sur la photo qui nous était présentée au début de la présentation, on voyait, je crois, cinquante personnes en voiture, cinquante personnes en vélo, en autobus, etc. Si vous présentez la photo de cinquante personnes en deux-roues motorisé, elle sera équivalente à la photo des cinquante personnes en vélo. Donc on voit bien qu'il faut arrêter de prendre le deux-roues motorisé comme étant une partie du problème, mais enfin envisager le deux-roues motorisé comme étant une partie de la solution, en occupation de l'espace public. Mais aussi, si nous voulons arriver à l'électrique – c'est ce que nous voulons par exemple pour la voiture, c'est ce que nous développons aussi pour le vélo – il faut pouvoir avoir une place pour le deux-roues motorisé. Par exemple, dans le document d'évaluation qui va venir – dans une ou deux affaires suivantes – il n'est jamais fait référence au deux-roues motorisé, alors qu'il est emprunté par de nombreux Montpelliérains et de nombreux habitants de la Métropole. Les petits trajets de 3 km, on peut les faire en vélo si on en fait un. Quand on en fait 5, 6, 10 dans la journée, cela devient plus compliqué. On voit bien que le deux-roues motorisé, qui sera électrique, fait partie de la solution.

Je pourrais développer beaucoup plus, mais vous avez l'habitude de mon argumentation. Je m'arrête là. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci Hervé. On était beaucoup à s'inquiéter de l'absence du deux-roues motorisé dans ton intervention. On a été rassuré par ta conclusion. Et merci beaucoup de ces propos qui éclairent bien les enjeux du droit à la mobilité. Je donne la parole à Mathilde BORNE. Et puis Jean-Luc et Jacques MARTINIER. Vas-y Mathilde.

## **Mathilde BORNE**

Merci, Monsieur le Président. Bonjour à toutes et à tous. Merci beaucoup Julie FRECHE pour cette présentation complète de la stratégie mobilités 2025 qui permet d'avoir une vision globale – et c'est vraiment très appréciable de pouvoir voir le projet dans sa globalité. Merci aussi car ce projet est vraiment très ambitieux avec l'ensemble des thématiques traitées. En effet agir contre le dérèglement climatique, mais aussi la pollution atmosphérique, n'est plus une option, c'est une nécessité !

Cependant je rejoins l'intervention de Coralie MANTION, je voudrais évoquer le sujet des projets routiers qui ne figurent pas dans les documents mais impacteront forcément cette stratégie mobilités. Ces projets me semblent en contradiction avec cette belle ambition et devraient être abandonnés pour nous assurer que l'engagement fort proposé aujourd'hui – pour lequel je voterai évidemment pour – soit couronné de succès et se traduise par un changement significatif des parts modales.

Pour n'en présenter qu'un aujourd'hui car ça serait trop long sinon, je ferai référence à la DEM, déviation est de Montpellier – mais nous pourrions évoquer le doublement du COM ou le LIEN. En effet, Le projet de la DEM est un projet très couteux à la fois économiquement, mais aussi écologiquement et environnementalement parlant. Ce sont 60 millions d'euros prévus pour 3,3 km avec un coût partagé à part égale entre le Département, la Région et la Métropole. Son tracé impactera lourdement les AOP des « *Coteaux de la Méjanelle* », les riverains et la ceinture verte de Montpellier. Elle va accentuer l'imperméabilisation des sols. La DEM va accentuer le trafic automobile avec 33 000 véhicules par jour, plutôt que de rabattre les usagers sur le pôle d'échanges multimodal. Un échangeur dénivelé avec 4 bretelles connectées à la RD613 est prévu au niveau de l'intersection de la DEM avec la Route de Nîmes entre Castelnau-le-Lez et le Cres. Où est la cohérence de ce projet avec la création de lignes de BHNS et la future halte TER et l'idée de changer le temps dans la ville ? Ce projet du siècle dernier est donc en total contradiction avec les ambitions que nous exprimons dans cette délibération.

Au-delà de la DEM, il s'agit de stopper ou au moins repenser les autres projets routiers. Comme l'a précisé François VASQUEZ dans son intervention dans le débat d'orientations budgétaires, nous ne pouvons pas dépenser de l'argent public dans la construction de routes inutiles et destructrices en pleine nature alors que nous avons tant à investir dans d'autres moyens de transport pour provoquer ce fameux choc de mobilité prévu par ce plan.

Je voudrais enfin souligner, justement, qu'il existe une ligne ferroviaire désaffectée entre Sommières-Castries-Le Crès. Un comité citoyen s'était mobilisé pour sa réouverture il y a quelques années. Donc par exemple solliciter la Région pour étudier cette proposition me semblerait être très pertinent. Je vous remercie pour votre attention.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame BORNE, de vos propos. Jean-Luc SAVY.

## **Jean-Luc SAVY**

Re-bonjour à tout le monde. Je voudrais saluer le travail mené par nos collaborateurs, Manu REYNAUD, et tous les services parce que les enjeux écologiques sont très forts et très solidaires, autour des pollutions en général et de la planète en particulier. Je voudrais revenir sur le fait, sans opposer les problèmes de transport en eux, il y aura toujours 90 % des déplacements qui pourront se faire en voiture à terme. Donc cela laisse quand même de la marge aux personnes qui opposent les différents modes de transport. Si chacun de ceux qui n'ont pas besoin de leur voiture pour aller travailler, pour aller emmener les enfants à l'école, ou parce qu'ils sont fragiles, ou bien pour faire des courses, prenait 100 jours par an son vélo, sur 365, cela en laisserait quand même beaucoup pour prendre sa voiture et la planète en serait gagnante.

Je voudrais juste dire un mot sur les Trente glorieuses qui ont été pour moi les « *tremplins sociétaux de la réussite sociale* », qui nous ont beaucoup piégés dans la réflexion, puisque ces temps de l'hyperconsommation, du fait que si on n'a pas réussi sa vie en ayant une Rolex à cinquante ans, ou bien une Mercedes : tous ces marqueurs sont beaucoup liés à la voiture. Donc il faut aussi déconstruire tout cela. Ce n'est pas parce qu'on a 300 chevaux, qu'on fait 0 à 100 en moins de 4 secondes, qu'on aura réussi intérieurement et collectivement. Sans opposer ces signes extérieurs de richesse et évidemment donner des jugements de valeur sur ce point, on voit quel schéma mental on doit déconstruire ensemble.

Parce que je rappelle que les cyclistes sont tour à tour des piétons, mais aussi des automobilistes. Donc on est tour à tour tous ces moyens de transport-là. Il n'en reste pas moins que se défaire des schémas mentaux suppose des politiques très fortes – c'est le cas aujourd'hui – une prise de conscience très forte également, pour nous convaincre du fait que l'on peut partager un espace public enfin apaisé, parce que c'est aussi le lieu de la rencontre. On l'a vu avec les accidents sur Montpellier et l'avenue Dubout – qui a été fermé – on peut aujourd'hui partager un espace, comme à Lyon par exemple, sur la place Bellecour au centre-ville, où les voitures sont à 15 à l'heure au milieu des piétons et des vélos. On sait qu'on peut le faire, pour que le fauteuil roulant, pour que le piéton, pour que la personne fragile puisse être en toute sécurité, qu'on retrouve le plaisir de se côtoyer ensemble, le plaisir de la rencontre dans l'espace public. Convaincre aussi que ces changements ne se passeront pas sans prise de conscience successive. On parlait de changement cognitif, ça veut dire laisser tomber le véhicule thermique, pour se dire peut-être, de passer à l'électrique – en vélo, en voiture ou en trottinette – et demain à l'hydrogène, produit avec électrolyse – en-dehors du méthane évidemment – par le solaire, et après-demain par un véhicule peut-être autonome, dans la ville intelligente, propre et durable. Voilà. Merci.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Jean-Luc. Et merci aussi de ton implication sur ce dossier dans le cadre de ta délégation. Changement de culture, de mentalité. Jacques MARTINIER, Maire de Fabrègues.

### **Jacques MARTINIER**

Merci Président. Bonjour à tous. Je voulais simplement parler bien sûr de la Commune de Fabrègues. Je remercie aussi ce qu'a dit mon collègue William, de Cournonterral. Simplement, je voudrais rappeler que Fabrègues se situe sur un couloir de passage depuis des milliers d'années. Et par rapport à ce couloir de passage, nous avons bien sûr la voie Domitienne, qui traverse Fabrègues. Ensuite, nous avons eu la voie royale, qui est devenue la RN613, puis la RD, puis la voie métropolitaine 613. Ensuite, nous avons l'autoroute, qui traverse la commune. Bientôt la ligne grande vitesse Montpellier-Perpignan. Et puis nous avons une voie SNCF, qui est aussi désaffectée jusqu'à présent. Donc merci à Julie FRÊCHE de cette présentation sur les mobilités. J'ai pu constater que Fabrègues seraient mieux desservie, puisqu'actuellement nous n'avons qu'une piste cyclable qui relie notre commune aux autres communes. J'ai vu que le réseau de pistes cyclables était assez bien prévu pour pouvoir desservir notre commune.

Par contre, il reste la problématique des transports en commun. Actuellement, la seule voie qui nous permet d'accéder à Montpellier, c'est la voie RN613, qui est fortement embouteillée. Donc il était prévu dans le cadre du SCoT un TCSP (transport en commun en site propre), passant par la voie SNCF. J'ai l'impression qu'il n'y est plus. Donc on reste toujours avec notre problématique de RN613, embouteillée, pour aller à Montpellier – j'ai l'impression que le problème ne sera pas malheureusement résolu.

J'ai vu que le bus à haut niveau de service serait mis en place entre la ligne 5, dont Lavérune, et les communes de Pignan, Cournonterral et Cournonsec. Mais pour aller de Fabrègues à ces communes-là, c'est aussi très compliqué. Avec les pistes cyclables, ça ira peut-être mieux. Mais en plus, il va y avoir le lycée sur Cournonterral. Donc je suis un peu inquiet sur ces dessertes par rapport au lycée, par rapport aux stations de tramway, où on va avoir, je pense, de sérieuses difficultés pour pouvoir accéder à ces lieux de transport. Donc je souhaitais que vous puissiez nous expliquer un peu ce qui est prévu pour la Commune de Fabrègues. Merci.

### **Monsieur le Président**

Bien sûr, Jacques. Merci. Je propose de donner la parole à Julie pour répondre à différentes interventions, dont la tienne, pour donner un certain nombre d'éléments de réponse. Puis je conclurai.

### **Julie FRÊCHE**

Merci, Monsieur le Président. Pour répondre à Monsieur EL KANDOUSSI, rappelons quand même que, lors de la DUP de 2013, le coût de la ligne 5 était de 350 millions d'euros ; il est aujourd'hui de 440 millions d'euros. Donc nous pouvons constater deux choses : un surcoût de 90 millions d'euros, et huit ans de retard. Pour la ligne, et l'extension de la ligne 1 jusqu'à la gare Sud-de-France, même topo. Cette extension aurait dû voir le jour en 2018, lors de l'ouverture de la gare. Il n'en a rien été. Donc sur l'ensemble de ces projets, nous sommes dans une situation d'arlésienne, où finalement on débat, on arrête, on stoppe, on gèle, on reprend, on modifie – bref, on ne fait rien. Je crois que, pour citer Pierre MENDES-FRANCE – qui a été mis à l'honneur au début du Conseil – il disait aussi que « *gouverner c'est prévoir* ».

Pour répondre à Monsieur DESSEIGNE, évidemment, je crois qu'il est essentiel de renforcer la halte ferroviaire de Villeneuve-lès-Maguelone. Ce sont 21 trains par jour aujourd'hui. Évidemment, on ne peut pas avoir une offre aussi renforcée qu'à Baillargues, parce que Baillargues se trouve sur le contournement Nîmes-Montpellier, et non plus sur la ligne classique, ce qui a permis de muscler l'offre à Baillargues. La Région en fera de même dans le cadre du réseau expression régional de Nîmes à Sète, pour renforcer la desserte de Villeneuve-lès-Maguelone. Et il faut aussi renforcer ce PEM, qui est essentiel sur ce bassin de vie. Il y a aussi un projet de BHNS porté par l'agglomération de Thau. Il faudra évidemment travailler la coordination entre nos deux BHNS pour simplifier au maximum les ruptures de charge pour les usagers, parce qu'on sait que ces ruptures sont évidemment un frein à l'efficacité de ce type de mobilité.

Madame MANTION, évidemment, notre projet est ambitieux et, évidemment, il est partagé et co-construit avec toutes les composantes de la majorité. Nous serons, et nous sommes déjà, particulièrement ambitieux, notamment sur le partage de la voirie et, bientôt, à très court terme, lorsque nous annoncerons le scénario retenu pour la zone à faibles émissions.

Madame DOULAIN, les parts modales réservées aux différents modes de transports seront en fait déterminées et calées collectivement dans le plan des mobilités que nous sommes aujourd'hui en train de débiter.

Madame TOUZARD, sur la question des mobilités, je vous rejoins. Il est vraiment important de travailler à la construction d'espaces de coworking, finalement, pour rapprocher les lieux de travail des lieux d'habitation. Après, je suis moins enthousiaste que vous sur la question de la démobilité, parce que je crois qu'il est essentiel d'inciter aux déplacements décarbonés, parce que les déplacements sont facteur de cohésion sociale et de mixité sociale sur le territoire.

Cher William ARS, il est essentiel d'assurer les continuités cyclables vers le nouveau lycée Cournonterral, qu'est en train de construire Carole DELGA et la Région Occitanie. Il faudra travailler les continuités cyclables, notamment des communes autour, qui font partie de la carte scolaire du futur lycée, notamment la continuité cyclable de la commune de Lavérune, et résoudre aujourd'hui le temps de trajet des lycéens qui se rendent dans leur établissement scolaire en 1 heure 30 – c'est inacceptable. Nous réaliserons ces continuités cyclables, dans un travail collectif au sein des pôles, avec trois priorités : d'abord la desserte des zones d'emplois, les établissements scolaires, et ensuite les équipements communautaires que sont les piscines et les médiathèques. Nous allons évidemment approfondir et creuser la question des cheminements ruraux. Lors de mes différents déplacements, j'ai pu notamment emprunter un, entre Saint-Brès et Saint Geniès des Mourgues, entre Saint Jean de Védas et le cas du quartier d'Ovalie, notamment pour rassurer la continuité cyclable pour toutes les communes de l'Ouest, jusqu'au centre de Montpellier. C'est une question évidemment majeure.

Monsieur MARTIN, oui, je vous le confirme : les différentes phases de la gratuité sont inchangées. Nous avons mis en place la gratuité des week-end depuis le 5 septembre. Nous poursuivrons à la rentrée 2021 pour les jeunes et les seniors, et nous terminerons la gratuité intégrale pour les habitants de la Métropole à mi-mandat. La question des deux-roues motorisés est une question majeure, et ils font bien partie de la pyramide des usagers qui se déplacent dans la Métropole.

Madame BORNE, sur la question des projets de COM et de DEM, pour nous, il est essentiel de sortir le trafic de transit. Pour lutter contre la pollution de l'air, il faudra être ambitieux sur l'exclusion des vignettes Crit'Air les plus polluantes.

Monsieur SAVY, je partage avec vous l'ambition de partager la voirie pour que chaque usager de l'espace public se sente en sécurité, le piéton sur le trottoir, le cycliste sur une voie en site propre, et la voiture sur une voie qui lui est dédiée, avec le deux-roues motorisé. Nous partageons aussi un beau projet montpellierain du véhicule autonome de logistique Caretta, qui est un projet de R&D.

Pour terminer, Monsieur MARTINIER, je sais effectivement qu'il sera essentiel de travailler les continuités cyclables, notamment de Fabrègues jusqu'à Lavérune, de Fabrègues jusqu'à Saint Jean de Védas, et d'assurer la continuité cyclable vers le PEM de Villeneuve-lès-Maguelone, et aussi jusqu'aux arrêts du bus à haut niveau de service n° 4. Voilà.



## Monsieur le Président

Merci beaucoup, Madame FRÊCHE, pour l'implication sur ce dossier, avec l'ensemble des élus, les Maires, les adjoints au Maire délégués. On a souhaité avoir cet échange sur la présentation d'une stratégie globale de mobilités durant le mandat, qui est conforme aussi aux engagements qui ont été pris lors des campagnes électorales des uns et des autres, et poser clairement où seront nos priorités d'investissement sur le 1,5 milliard d'euros que nous inscrivons à la PPI – vous voyez bien que les mobilités décarbonées vont occuper une place majeure dans les choix d'investissement. Oui, il va falloir rattraper des retards et des indécisions. C'est bien regrettable, mais c'est ainsi. Les habitants d'Ovalie, les habitants de l'Ouest de la Métropole attendent la possibilité de pouvoir aller au travail en tramway. De la même manière que, pour le développement d'une zone d'emplois à proximité de la gare, nous ne pouvons pas refaire l'erreur passée au quartier du Millénaire, où il n'y a pas de site de transport collectif pour amener les gens à leur travail.

Je voudrais quand même, avant, que tout le monde prenne bien la mesure de ce par quoi nous avons commencé – cela a été dit tout à l'heure par Julie FRÊCHE et par Madame MANTION. Nous avons commencé cette carte, qui est la carte de la pollution de l'air dans notre Métropole. Cette carte-là, elle doit nous alerter, elle doit collectivement nous alerter. La Cour des comptes – cette fois-ci pas la Chambre régionale – avait fait un rapport – cela a été dit par Coralie – : 48 000 morts à cause de la pollution de l'air. Et notre Métropole est fortement impactée par la pollution de l'air. Les riverains de l'avenue de la Liberté, du quartier de La Martelle, de La Chamberte, mais aussi les habitants d'autres communes comme celle de Lattes, comme celle de Castelnau-le-Lez, comme cela a été dit. Donc la question de la qualité de l'air est un enjeu de santé publique. Pourtant, l'air, c'est gratuit. Mais aujourd'hui, l'air à Montpellier, pour les populations les plus fragiles, peut être mortel, peut être facteur de maladies chroniques, peut être un problème pour les jeunes enfants à l'entrée des écoles. Donc nous faisons de cette carte notre principal baromètre. C'est cela que nous devons changer. D'où l'importance que nous donnons aux mobilités décarbonées.

Tout comme nous devons changer aussi nos hiérarchies de priorités, entre le piéton, le cycliste, l'automobiliste. Je le dis, mes chers collègues, et je le dis à tous les Maires : l'expérience la plus redoutable dans l'exercice de notre noble fonction, c'est quand on va à la sortie d'une école et qu'on apprend qu'un enfant a été percuté par une voiture. Il ne doit pas y avoir de fatalité à cela. Des grandes métropoles au Nord de l'Europe ont fait le choix résolument d'agir face à ces problèmes. C'est ce que nous allons faire. Cela a été évoqué sur l'avenue Albert-Dubout. C'est aussi un enjeu.

Et ce que nous voulons faire à travers cette stratégie de mobilités, c'est de permettre à l'ensemble des habitants de la Métropole, pour leurs déplacements, d'avoir une alternative aux déplacements automobiles. On ne dit pas « *plus de voiture* », on dit « *vous donner le choix, créer les conditions de ce choix* », et comme l'a très bien décrit Jean-Luc SAVY, participer à un changement des mentalités. Souvenez-vous, quand un illustre prédécesseur, Georges FRÊCHE, a dit « *plus de voiture sur la place de la Comédie* » où, à l'époque, il y avait la route nationale qui passait. Le changement a eu lieu, et aujourd'hui, personne n'ose demander le retour des voitures sur la Comédie. C'était la centralité.

Tout comme aujourd'hui, nous le disons : la priorité des cyclistes commande de partager la voirie où, souvent, l'espace public a été à trop forte dominante à la faveur de la voiture, excluant les piétons, excluant les cycles, devenant dangereux, et d'ailleurs, participant à la congestion automobile. Est-ce que ce plan fera disparaître les bouchons dans notre Métropole ? On aimerait. Mais nous savons que la réalité est plus dure. Souvenez-vous en 1990 dans le Guide du Routard, il était écrit : « *Circuler à Montpellier : impossible* ».

Donc aujourd'hui, ce que nous souhaitons, c'est que tous ceux qui ont accès aux transports collectifs, tous ceux qui font le choix du déplacement en vélo, tous ceux qui souhaiteraient aller à l'école à pied puissent avoir cet accès-là. Nous souhaitons – Isabelle l'a pointé, et c'est le gros travail du futur PLUi – travailler pour que les zones d'emploi ne soient pas à l'opposé des zones de logement, qu'on essaie de travailler – je reprends ici les mots de Madame BORNE – à une Métropole du quart d'heure. Dans les communes, de soutenir les projets de tiers lieux, et de penser la Métropole d'après-Covid-19 où le télétravail – même s'il ne doit pas être la norme tous les jours – sera aussi une réalité. Donc cette stratégie mobilités-là prend en compte ces enjeux. Elle est aussi l'expression d'un volontarisme.

J'ai été très surpris d'entendre qu'il faudrait 10 lignes de tramway à Montpellier : ce n'est pas soutenable, financièrement. Et je ne suis pas sûr que ce soit souhaitable, parce que cela se ferait au détriment peut-être d'un certain nombre d'espaces naturels. Ce qui est sûr, c'est qu'il faut terminer notre maillage.

Et puis, à tous ceux qui ne sont pas concernés par le tramway, nous devons offrir une desserte de qualité, équivalente au tramway. Moi je le dis : ce n'est pas honteux de voir ce qui se passe à Nîmes, ni à Grenoble, ni à Strasbourg, ni à Nantes. Le projet des bus à haut niveau de service, qui seront prioritaires tout le temps (quand le feu est rouge, pour lui, il deviendra vert ; dans le partage de la voirie, il sera prioritaire), nous permettra par exemple, dans l'immense zone que nous avons visitée avec Coralie MANTION, Hind EMAD, la zone d'activités des travailleurs à Vendargues, chez notre ami Guy LAURET, d'avoir un bus à haut niveau de service qui coûtera, d'un point de vue financier, beaucoup moins cher que la réalisation de lignes de tramway. Surtout – et c'est la mission que nous donnons aux équipes – il pourra être réalisé rapidement, tout comme la partie Ouest de la Métropole, à proximité du lycée qu'évoquait William ARS, avec à chaque fois des parkings de rabattement pour ceux qui viennent de très loin, qui pourront y poser leur voiture et prendre ce mode de transport, comme à d'autres endroits – la ligne de tramway. Car l'enjeu, c'est de réduire la pollution.

Alors, nous investirons massivement sur les mobilités décarbonées. Je sais ici qu'avec certains collègues, nous avons une appréciation différente sur la réalisation du COM. Je le dis : ce n'est pas à la Métropole de financer cette infrastructure-là. Cela appartient à l'État. Je le dis d'autant plus qu'il est important de mettre nos crédits sur les mobilités décarbonées, tramway, bus à haut niveau de service, maillage cyclable, aménagement des espaces publics, pour favoriser les piétons. Donc nous allons investir massivement. Cela a été démontré tout à l'heure. Je ne doutais pas que Monsieur LEVITA était impatient d'entendre tous ces engagements. C'est sans doute pour cela qu'il a fait sa remarque sur le DOB.

Les dépenses pour la gratuité ne nous font surtout pas baisser le niveau d'ambition pour l'investissement. Au contraire, ils vont de pair. Mais ce que nous voulons mettre en œuvre avec la gratuité des transports, c'est bien d'accompagner ce changement de paradigme, et c'est de protéger, de pousser à changer et de protéger le pouvoir d'achat des ménages. Un chiffre a été donné par Madame FRÊCHE : le coût moyen pour un ménage d'une voiture, pour un travailleur pauvre – et il y en a dans notre Métropole – ce sont 6 000 euros par an. Donc la mobilité est un coût. Nous, nous pensons que cela doit entrer dans une dépense de solidarité : 6 000 euros / gratuité des transports publics ; 6 000 euros / aide à l'acquisition d'un VAE, 500 euros, pour pouvoir changer sa mobilité. Nous voulons donc aider les habitants de notre Métropole à faire des économies.

Regardez, en ce moment, dans un contexte très éprouvant à cause de la crise sanitaire, alors que nous constatons partout des baisses de fréquentation des transports collectifs, toute chose égale par ailleurs, nous avons une fréquentation accrue des transports le week-end, parce que nous avons donné aux habitants de la Métropole la gratuité des transports. Parce que la mobilité, c'est un droit. Y compris faire ce choix de la gratuité, de ce maillage très important d'une offre de transport alternatif à la voiture ; c'est protéger le pouvoir d'achat. Parce que demain, les tensions sur le marché du pétrole à l'horizon 2025-2030, seront telles – toute analyse géopolitique l'écrit – que ce coût moyen de 6 000 euros sera plus important. Bien sûr que l'arrivée des technologies de véhicules électriques est une bonne nouvelle. Mais nous savons aussi que le coût de l'électricité sera à la hausse. Voilà pourquoi le choix de la gratuité est un choix important.

Nous sommes allés, avec Madame FRÊCHE, rencontrer les équipes, et je veux saluer publiquement ici le Maire de Dunkerque. Les transports collectifs ont vu baisser le niveau d'incivilités – ce sont les conducteurs de la CGT et de Force ouvrière qui nous l'ont expliqué. Il y a des personnes âgées qui ont retrouvé des pratiques de mobilité qu'elles avaient perdues, et le transport collectif est un facteur de lien social, mais il est aussi pour beaucoup d'habitants un moyen de se déplacer de manière décarbonée. Je ne vous cache pas que, pour un territoire où le ciel gris est bas, il y a beaucoup d'enthousiasme et d'innovation.

Enfin, il a été fait question : « *Et après 2025, que faites-vous ?* » Ce que nous vous proposons-là, d'ici à 2025, est extrêmement ambitieux. Mais, naturellement, nous travaillons pour l'avenir. Il a été engagé – je veux le saluer aussi publiquement – avec Jean-François SOTO une réflexion pour travailler sur un bus à haut niveau de service, pour permettre à ces travailleurs, qui sont de plus en plus éloignés, d'avoir un système de transport collectif plus rapide que l'automobile. Nous ouvrons avec l'ensemble de nos voisins un dialogue autour de l'inter-territorialité, pour pouvoir traiter ces questions de mobilité entre les intercos qui, chacune, ont une compétence transport.

Donc nous travaillons à essayer de définir un réseau en étoile, pour que nous puissions essayer, pour ceux qui sont de plus en plus loin, d'avoir accès à la mobilité. Cela fonctionne de mieux en mieux sur les TER – cela a été dit. Mais là aussi, notre territoire a beaucoup de retard par rapport à d'autres réseaux.

Nous discutons évidemment avec l'intercommunalité du Pays de l'Or, sur l'ensemble des défis de mobilité qui sont posés : les habitants de Mauguio vers Montpellier, la desserte du littoral qui, elle aussi, est évidemment un enjeu. Donc ce dialogue prospectif, il existe. Et si vous me demandez ce qu'on pourrait faire de plus, moi, par exemple, sur l'avenue de Lodève, j'aimerais bien qu'on reprenne le vieux rail, le rail qui existait du temps du tramway à Celleneuve. Mais là, le Vice-Président aux finances sait tempérer, parce que « *gouverner, c'est choisir* » et nous ne pouvons pas tout porter.

Mais la grande transformation qui s'annonce, qui est déjà perceptible, autour du partage de voies en faveur du vélo, du fait de libérer les bus des embouteillages, de la mise en œuvre du bus à haut niveau de services à un horizon de 2024 qui sera concomitante avec la gratuité des transports en commun, de la mise en service au début du deuxième semestre 2025 de la ligne 5, doit nous permettre de transformer cette carte sur la qualité de l'air. C'est de cela dont nous devons débattre.

Madame DOULAIN, vous posiez la question en termes d'indicateurs, et vous avez raison. Je crois que le bon indicateur de pilotage, ce sera celui-là. Il y a des endroits où ce sera très difficile – Monsieur MARTIN l'a très bien dit – là où passent les camions vers l'Espagne. Et on pourrait souhaiter plus d'ardeur pour développer le feroutage. Mais à l'intérieur des centres de toutes les communes de la Métropole, nous devons agir sur cette question de la qualité de l'air : 48 000 morts qui décèdent en silence de la pollution de l'air, cela doit nous obliger collectivement à agir.

La feuille de route qui a été proposée par Mme FRÊCHE, fruit du dialogue collectif, est sans doute l'une des feuilles de route les plus ambitieuses proposées par les métropoles de France qui, toutes, travaillent à leur manière. Mais investir beaucoup, engager les gratuités aussi, pour soutenir les mobilités dites « *actives* », vélo et piéton, voilà le changement de paradigme que nous nous dotons. Je le dis : il y a une chose qui est sûre, c'est que c'est fini les deux fois deux voies dans Montpellier. Ce n'est donc pas en faisant une troisième voie qu'on règlera les problèmes d'embouteillage. Ce qui est sûr, c'est que si vous prenez les transports collectifs, si vous prenez le vélo, assurément, vous irez plus vite et vous serez plus respectueux de la qualité de l'air et de notre action résolue de notre territoire face au changement climatique.

Je vous propose de passer au vote sur cette délibération, et peut-être, sauf s'il y a débat, de voter les délibérations suivantes dans la foulée, parce qu'elles en découlent. À moins qu'il y ait des demandes de prise de parole. Je mets aux voix l'affaire n° 3. Merci. La délibération est adoptée.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 90 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER.*

#### **AFFAIRE N° 4 : AMENAGEMENT DURABLE - ÉVALUATION DU PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS (PDU) 2010-2020 - APPROBATION**

##### **Monsieur le Président**

Affaire n° 4, évaluation du PDU 2010-2020. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur cette affaire-là ? Je mets aux voix l'affaire n° 4. Merci.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 91 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Clothilde OLLIER.*

## **AFFAIRE N° 5 : AMENAGEMENT DURABLE - RELANCE DE LA REVISION DU PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS (PDU) PAR L'ELABORATION DU PLAN DE MOBILITE 2030 - APPROBATION**

*M. A. EL KANDOUSSI (avec le pouvoir de M. P. SAUREL) quitte définitivement la séance sans donner pouvoir (le pouvoir accordé par M. P. SAUREL est annulé).*

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 5, relance de la révision du PDU par l'élaboration du plan de mobilité 2030. Madame DOULAIN, vous demandez la parole sur ce point ? Allez-y, Madame DOULAIN. C'est sur ce point ?

### **Alenka DOULAIN**

Oui, c'était sur ce point. Rapidement, juste pour dire qu'on souscrivait aux objectifs inscrits dans la délibération qui présente, du coup, un peu la stratégie du plan de mobilité 2030, que ce soit la lutte contre le réchauffement climatique et puis le fait de rendre, de proposer un cadre de vie apaisé et respirable pour les habitants de notre Métropole.

Cependant, il y a évidemment des termes dans cette délibération qui ont un petit peu attiré notre attention. En effet, elle évoque notamment la nécessité, je cite, « *d'accroître et d'optimiser l'offre pour les déplacements non réalisables en mode actif* ». On comprend un peu entre les lignes. Et tout cela s'inscrit dans le SCoT. Juste pour rappel, le SCoT, aujourd'hui, c'est un document qui j'imagine, est en attente de sa révision, et considère encore les contournements routiers comme « *les supports et les parties prenantes d'un système multimodal de déplacement* » – je cite à nouveau, ce n'est pas moi qui dirais cela. Pourtant, un des projets, le COM – je reviens là-dessus – vient de subir un coup de grisou avec la publication du rapport du commissaire enquêteur. Ce sont du coup sûrement plusieurs centaines de milliers d'euros d'études qui vont devoir être à nouveau nécessaires pour faire passer ce projet de 90 km/h à 70, et ainsi obtenir la déclaration d'utilité publique.

Monsieur le Président, vous vous étiez engagé – on l'a bien compris – à ce que la Métropole dépensera 0 euro dans les infrastructures routières. Nous, ce qu'on propose, c'est, pour lever toute ambiguïté quant à la délibération qui nous est proposée sur le plan de mobilité 2030, de rajouter par exemple lors du prochain Conseil de Métropole d'avril un avenant à ce plan, précisant bien que les dépenses qui s'inscrivent dans cette stratégie 2030 seront inscrites au chapitre 908, mais à l'exception des dépenses portant sur les infrastructures routières, notamment les contournements routiers. Je pense qu'il y a besoin aujourd'hui de clarifier ce sujet, de l'inscrire, comme cela c'est acté. Cela permettrait aussi à certains de vos partenaires de pouvoir être soulagés et de se concentrer sur d'autres sujets. Il y a un adage qui est, je trouve, très vrai en politique : « *il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour* ». Sachons les trouver et les mettre en place sur notre Métropole.

### **Monsieur le Président**

Merci, Madame DOULAIN. Avec Coralie MANTION, quand nous travaillons sur la préparation du budget, elle veille de manière très scrupuleuse à ce qu'il n'y ait pas de dépenses sur le contournement Ouest. Comme nous nous sommes donnés une parole, et nous l'avons exprimée publiquement, nous la portons. Et cela se verra d'ores et déjà lors du prochain vote du budget. Je ne doute pas que vous exercerez votre prise de parole de manière vigilante sur ce point-là.

Je propose de mettre aux voix l'affaire n° 5. Merci.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 89 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Clothilde OLLIER.*

## **AFFAIRE N° 6 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION D'ECHANGE DE DONNEES DU FICHIER NATIONAL DES ACCIDENTS CORPORELS DE LA CIRCULATION - RENOUELEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme M. MASSART quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. M. REYNAUD.*

### **Monsieur le Président**

Convention d'échange de donnée du fichier national des accidents corporels de la circulation : c'est un outil de pilotage extrêmement important. Je voudrais quand même donner ce chiffre : depuis 2015, chaque année, pour la Ville de Montpellier, 4 piétons par an sont morts. Donc ces données-là, il faut qu'on les connaisse. Il faut surtout souhaiter qu'il n'y en ait plus. Même s'il y a beaucoup à faire sur ces sujets. Donc là, cela va nous aider à mieux piloter cette donnée, à mieux agir. Mais nous ne pouvons pas revoir les drames que nous avons vécus, par exemple devant le collège Gérard Philipe à Montpellier, sur cette voie de transit qu'est l'avenue Albert Dubout.

Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix la délibération.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*

## **AFFAIRE N° 7 : AMENAGEMENT DURABLE - AIDE A L'ACHAT DE VELOS A ASSISTANCE ELECTRIQUE (VAE) - EVOLUTION DU DISPOSITIF - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 7. Donc cette délibération, c'est une aide à l'achat de VAE à hauteur de 200 euros pour les vélos électriques d'occasion. Nous aurons une nouvelle délibération à venir – je sais que cela a été beaucoup demandé par des collègues – pour pouvoir accompagner aussi une aide sur « *coup de pouce vélo* » et donc les vélos non-électriques. Avec Madame FRÊCHE, Monsieur REYNAUD à Montpellier, Jean-Luc SAVY, nous allons concerter, avec les acteurs, pour voir quelle forme peut prendre cette aide ou cet accompagnement, en étant évidemment, non pas très prudents, mais on ne peut pas tout faire d'un coup, parce que, sinon, l'élus aux finances s'inquiète, mais pour qu'il y ait quand même, sur les vélos non-électriques, un dispositif d'aide dans le cadre de « *coup de pouce vélo* » qu'a pu mettre en place le Gouvernement. Donc il faut trouver la meilleure mobilité. Par exemple, les vélos d'enfants, c'est un sujet, parce que parfois ils ont été offerts, peu utilisés ; il faut leur mettre un petit coup de révision. Il y a tout un tas de choses que nous allons concerter.

Je propose de mettre aux voix cette affaire, s'il n'y a pas de demande de prise de parole. J'ouvre le vote.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*

## **AFFAIRE N° 8 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT AVEC LA SOCIETE KLAXIT DANS LE CADRE D'UNE ACTION EXPERIMENTALE D'INCITATION AU COVOITURAGE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 8, sur une expérimentation pour le covoiturage, ou plutôt la lutte contre l'autosolisme, qui est aussi l'un de nos problèmes. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*

## **AFFAIRE N° 9 : AMENAGEMENT DURABLE - CONVENTION D'AUTORISATION D'EMBARQUEMENT ET DE DEPOSE DE PASSAGERS SUR LA COMMUNE DE TEYRAN - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 9, qui n'a pas été directement évoquée par Madame FRÊCHE, mais que j'ai évoquée sur le dialogue avec les intercommunalités. Vous savez que la Commune de Teyran n'est pas sur le périmètre de la Métropole. Néanmoins, on a travaillé pour qu'il y ait un arrêt de bus, qui permet à un certain nombre d'habitants de pouvoir utiliser ce mode de transport collectif et donc de délaissé la voiture. Donc vous avez les modalités d'accord avec la Commune de Teyran.

Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? On met aux voix. Il y a un certain nombre de personnes qui ne prennent pas part au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Christian ASSAF, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, M. Sébastien COTE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Mikel SEBLIN. Le vote est clos.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 73 voix*

Il est 13 heures. Je vous propose, mes chers collègues, qu'on fasse une pause de 45 minutes. Et nous reprendrons nos travaux à 13 heures 45 précises, pour commencer à examiner les affaires relatives aux cycles de l'eau, qui sont rapportées par notre collègue Véronique NEGRET. Interruption de séance : 45 minutes.

*La séance est suspendue à 13h.*

*Mme C. PINTARD quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. S. CHAMPAY.*

*M. M. ASLANIAN quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme M. FAYE.*

*La séance reprend à 13h45.*

## **AFFAIRE N° 10 : CYCLES DE L'EAU - GESTION DES COURS D'EAU SUR LE BASSIN VERSANT DE L'ETANG DE L'OR - DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DECLARATION D'INTERET GENERAL – APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Je vous propose de passer à l'affaire n° 10 : cycles de l'eau. Est-ce que Véronique est revenue ? Madame NEGRET. Véronique NEGRET. Elle est là. Elle s'est manifestée. C'est bon, Véro, vas-y. Tu peux y aller.

### **Véronique NEGRET**

Merci beaucoup. Je voulais d'abord présenter mes excuses à tout le monde pour les problèmes de connexion que nous avons à Villeneuve-lès-Maguelone. On n'a pas de wi-fi Mairie. Donc c'est toujours un peu compliqué. Les investissements sont aussi à faire pour garantir un service public de qualité !

Je veux quand même dire un mot sur ce que je disais tout à l'heure à propos de la taxe GEMAPI, parce que je crois que vous ne m'avez pas entendu. Je suis tout à fait d'accord pour considérer que le montant de cette taxe, au regard des enjeux que représente la GEMAPI, est insuffisante. On est toujours à 3 millions de recettes, grâce à cette taxe depuis trois ans en fait. Pourtant, cette délégation, cette compétence de la Métropole porte des enjeux majeurs : la préservation, la conservation des milieux aquatiques est en cohérence totale avec la protection contre les inondations. Il faut faire ce qu'il y a à faire pour protéger les milieux et la population. Je voulais dire aussi que c'était une façon, en augmentant la taxe, de faire prendre conscience aux contribuables de l'importance de ces enjeux. Il faut être très clair là-dessus. Pour terminer, je voulais rassurer tout le monde, en faisant part de la discussion que nous avons eue en Bureau métropolitain à propos de cette taxe. Nous avons bien sûr en tête qu'il faut qu'elle respecte les principes de justice sociale. C'est très important. Voilà pour cela.

À propos des affaires que j'ai à présenter aujourd'hui, il y a 5 affaires. Aucune d'entre elles n'a entraîné de discussions en commission cycles de l'eau – donc je pense que ce n'est pas la peine d'en parler plus longtemps. Juste, quand même, j'attire votre attention sur la délibération n° 13, puisqu'il s'agit d'un événement notable qui se passe à Villeneuve-lès-Maguelone sur les salines, la galerie éphémère. C'est un événement qui vient célébrer la signature de la convention de Ramsar, seule convention internationale qui fête les zones humides, qui les met en exergue, non seulement par leur biodiversité mais aussi par toutes les activités qu'elles génèrent – sociales, économiques et culturelles. La galerie éphémère est une résidence d'artistes qui vont travailler sur la révision des zones humides et du milieu aquatique, et ensuite, évidemment, exposer leurs œuvres. Évidemment, cette année, la crise sanitaire ne nous permet pas d'ouvrir au public, comme chaque année, cette exposition. Mais il est réalisé un film qui va permettre, à ceux qui le souhaiteront – et je vous invite à tous le faire – de voir le travail qui est fait par les artistes pendant et avant leur mise en résidence, et ensuite l'exposition elle-même.

Voilà, merci beaucoup, et encore toutes mes excuses.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Véronique pour ces précisions. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur l'ensemble des affaires relatives aux cycles de l'eau ? Pas de demande de prise de parole. Je vous propose de passer aux voix sur l'affaire n° 10.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*

#### **AFFAIRE N° 11 : CYCLES DE L'EAU - CONTINUITE ECOLOGIQUE DES COURS D'EAU - TRAVAUX D'EQUIPEMENT DES TROIS SEUILS DU LEZ SITUES EN AVAL DE L'A709 - DEMANDE D'AIDES FINANCIERES AUPRES DE L'AGENCE DE L'EAU - APPROBATION**

#### **Monsieur le Président**

Je vous propose de passer à l'affaire n° 11 : demande d'aides auprès de l'Agence de l'eau. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix l'affaire 11.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. René REVOL.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 89 voix*

#### **AFFAIRE N° 12 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - PROJET DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTIONS 2021 SUR LES SITES DES SALINES DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE ET DE L'ETANG DE VIC - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

#### **Monsieur le Président**

Affaire n° 12, plan d'actions sur le cycle de l'eau, sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Je mets aux voix. Il n'y a pas de demande de prise de parole ? Pas de demande de prise de parole. Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 90 voix*



**AFFAIRE N° 13 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - JOURNEE MONDIALE DES ZONES HUMIDES - MANIFESTATION ART ET NATURE - GALERIE EPHEMERE 2021 - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS OCCITANIE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 13. Je mets aux voix. Subvention pour l'expo. Pas de demande de prise de parole. Je mets aux voix.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 14 : CYCLES DE L'EAU - GEMAPI - MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT LITTORAL « CAP SUR LES SALINES » - ANIMATIONS ET EVENEMENTS SUR LES SITES DU LIDO ET DES SALINES DE VILLENEUVE, DES ETANGS DE VIC ET DE PIERRE BLANCHE ET DE LA RESERVE NATURELLE NATIONALE DE L'ESTAGNOL - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE PERMANENT D'INITIATIVES POUR L'ENVIRONNEMENT (CPIE) DU BASSIN DE THAU - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme S. JANNIN quitte définitivement la séance sans donner pouvoir.*

**Monsieur le Président**

Affaire n° 14. Je mets aux voix s'il n'y a pas de demande de prise de parole. Le vote est ouvert.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. René REVOL.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 15 : CYCLES DE L'EAU - CANDIDATURE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU PROGRAMME LIFE 2020 - PROJET LIFE REWA (RECYCLED WATER) - LIMITER LES PRELEVEMENTS D'EAU DOUCE NATURELLE GRACE AU RECYCLAGE D'EAU USEE TRAITEE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 15. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix l'affaire 15.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. René REVOL.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 16 : CYCLES DE L'EAU - EAU POTABLE - ÉCONOMIES D'EAU - OPERATION AQUAMETRO - CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Pour les affaires 16, 17 et 18, pour leur présentation, je donne la parole à notre collègue René REVOL.

**René REVOL**

Bonjour. Monsieur le Président, je vous présente d'abord rapidement les affaires 16 et 17, avant de les mettre au vote. Il s'agit de la prolongation du contrat – comme on l'avait annoncée – pendant un an, le temps que nous décidions du nouveau mode de gestion. Donc on doit absolument assurer, d'une part la continuité du service, et on doit d'autre part faire un avenant au contrat pour que les investissements puissent continuer à avoir lieu sur l'usine MAERA.



Il s'agit de deux délibérations : une qui porte sur l'usine MAERA, sur laquelle un investissement de 1,5 million va être fait pour améliorer d'abord la filière, mais également pour travailler sur l'émissaire. Ce n'est pas parce que, dans notre futur, cet émissaire va jouer un rôle secondaire qu'il ne faut pas le soigner. Donc nous allons avoir un investissement important pour permettre à cet émissaire de se renforcer, de ne pas avoir de défauts particuliers.

Il s'agit notamment de remplacer un certain nombre de ventouses et puis d'avoir un moyen de surveillance à l'intérieur de l'émissaire par hydrophone notamment, pour que la pression reste continue dans l'émissaire, et qu'ainsi il puisse être préservé. Je pense que c'est extrêmement important pour l'environnement. J'aurai l'occasion de rencontrer différents acteurs autour de cet émissaire, qui sont très attachés à cet investissement.

Naturellement, cela nous amène à modifier la part entre la surtaxe et la part du délégataire. C'est indiqué précisément dans la délégation. Cela permettra ce financement. Il en va de même pour le réseau qui va jusqu'à MAERA. Cette fois-ci, il s'agit d'intégrer 16 postes de relevage à l'intérieur de ce réseau, qui ont été investis par la Métropole ces dernières années. Là, par contre, il y a beaucoup moins d'investissements à faire. Donc on peut baisser la rémunération du délégataire. Ainsi, naturellement, pour les usagers, le prix de l'assainissement sera le même.

J'en profite pour informer nos collègues : conformément au mandat qui vous nous avez donné à une très large majorité lors de notre Conseil de Métropole précédent, nous avons mis au travail l'assistance de maîtrise d'ouvrage avec nous pour le mode de délégation, qui est en train d'approfondir les conséquences d'un passage en régie en le mettant en comparaison avec les autres modes de gestion, pour que, au cours du mois de février et du mois de mars, vous puissiez en discuter. Un certain nombre de réunions sont déjà programmées (Conférence des Maires, commission, Bureau) pour discuter de tout cela, pour une décision le 29 mars.

J'en profite aussi pour dire que les aménagements sur l'assainissement continuent à avoir lieu. Monsieur le Président et moi-même, on va prendre rendez-vous avec Monsieur le Maire de Saint Georges d'Orques pour inaugurer sa station qui fonctionne désormais, ainsi qu'avec Madame le Maire de Murviel-lès-Montpellier, puisque nous allons aboutir aussi sur cette station qu'on avait mise ensemble sur les fonts baptismaux il y a quelques années. Dernièrement, j'ai pu annoncer, l'autre jour, en me rendant à Fabrègues, où j'ai vu les Maires de Fabrègues et de Saussan, qu'à partir du mois d'avril, un investissement important aurait lieu sur l'usine de Fabrègues qui, depuis l'origine, a un défaut de déodorant. Donc on va investir jusqu'à 1,5 million je crois sur cette station pour faire disparaître ces odeurs. Je sais que Jacques MARTINIER y est très attaché, ainsi que tous les habitants de Fabrègues. Ainsi, on règlera un des problèmes majeurs que nous avons. Voilà.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup René pour l'ensemble des affaires et des précisions sur le dossier de l'assainissement sur lequel nous avons beaucoup délibéré. Tu as tout à fait raison : un certain nombre de rendez-vous sont prévus, avec les Maires et les élus, pour pouvoir bien prendre notre décision.

Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur les affaires 16, 17, 18 ? Je vous propose donc de passer aux voix.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, Mme Agnès SAURAT, Mme Isabelle TOUZARD.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 84 voix*

**AFFAIRE N° 17 : CYCLES DE L'EAU - CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE TRAITEMENT DES EAUX USEES PAR LA STATION D'EPURATION MAERA - AVENANT N°3 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 17. Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN*

**AFFAIRE N° 18 : CYCLES DE L'EAU - CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE COLLECTE DES EAUX USEES DES COMMUNES RACCORDEES A LA STATION D'EPURATION MAERA - AVENANT N°3 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 18. Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.*

**AFFAIRE N° 19 : ENVIRONNEMENT - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - RESEAU MONTPELLIERAIN DE CHALEUR ET DE FROID - AVENANT N°6 AU CONTRAT DE DELEGATION LIE A L'ACTUALISATION DU PROGRAMME PREVISIONNEL DE TRAVAUX - AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA RESSOURCE GEOTHERMALE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 19, Isabelle, sur un avenant à la DSP sur le réseau de chaleur montpelliérain, rapidement.

**Isabelle TOUZARD**

Un avenant à la convention nous lie à la SERM, qui est un de nos délégataires pour gérer le réseau de chaleur et de froid sur Montpellier. Pour rappel, deux petits mots. Notre réseau de chaleur et de froid atteint déjà en moyenne 70 % d'énergie renouvelable, ce qui est bien au-delà de la moyenne des métropoles françaises.

Nous visons 80 % d'énergie renouvelable en 2030 et 100 % en 2050. Pour votre information, Monsieur le Président, nous venons, pour la troisième année consécutive d'être labellisés ÉcoRéseau par l'ADEME et le réseau Amorce. Je ne vais peut-être pas entrer dans le détail, sauf s'il y a des questions. Il s'agit d'un avenant, du sixième avenant à cette convention : des travaux supplémentaires, qui vont toujours dans le même sens de toujours plus d'énergie renouvelable et d'une meilleure gestion – comme par exemple utiliser de l'énergie fatale d'entreprise pour alimenter le réseau de chaleur ou réutiliser la chaleur émise par Polygone, le centre commercial, pour le refroidissement, réutiliser cette chaleur fatale également pour l'injecter dans le réseau dans le cadre du nouveau Saint Roch. Je n'entre pas dans le détail. C'est ce genre de dynamique dans laquelle on est : donc des investissements supplémentaires à ceux qui étaient prévus au départ. On passe de 30 millions à 35 millions. Mais là, pour le coup, dans le cadre de la PPI, ils vont vraiment dans le sens de la lutte contre réchauffement climatique et le développement des énergies renouvelables. Je n'entre pas plus dans le détail.

**Monsieur le Président**

Merci Isabelle. Tu as raison de dire que, dans le cadre de la PPI, ces sujets-là aussi, avec les mobilités décarbonées, occuperont une place importante, d'où le niveau d'investissement pour accompagner la transition. Je propose, s'il n'y a pas de demande de prise de parole, de mettre aux voix.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 67 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.*

**AFFAIRE N° 20 : ENVIRONNEMENT - COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES - RENOUELEMENT DE LA CONVENTION AVEC L'ECO-ORGANISME OCAD3E - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 20. François, rapidement.

**François VASQUEZ**

C'est très simple. Cela prend peu de temps. C'est une délibération sur la collecte et la valorisation des déchets électriques et électroniques. Donc c'est un renouvellement de la convention avec l'éco-organisme OCAD3E.

**Monsieur le Président**

Très bien. Merci beaucoup. S'il n'y a pas de question, je mets aux voix. Le vote est ouvert.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.*

**AFFAIRE N° 21 : AMENAGEMENT DURABLE - ASSOCIATION POUR LA GESTION INDEPENDANTE DES RESEAUX DE TRANSPORT PUBLIC (AGIR) - ADHESION 2021 – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 21. Il s'agit du renouvellement de l'adhésion de la Métropole au réseau Agir, qui coordonne différentes AOM. En adhérant pour un montant de 18 000 euros, cela donne dix jours de formation, d'expertise, à nos réseaux, outre de participer aux débats publics sur les transports. Est-ce qu'il y a des questions ? Je vous propose de passer aux voix. Madame FRÊCHE ne prend pas part au vote. Adoptée.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Julie FRÊCHE.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 22 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTFERRIER-SUR-LEZ - OPERATION BAILLARGUET - ENGAGEMENT D'UNE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE MONTFERRIER-SUR-LEZ ET MODALITES DE CONCERTATION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

L'affaire n° 22, en accord avec Madame le Maire de Montferrier-sur-Lez, est retirée.

*Affaire retirée.*

**AFFAIRE N° 23 : AMENAGEMENT DURABLE - NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER MOSSON - RESTRUCTURATION DES COMMERCES SUD MOSSON - CONVENTION PARTENARIALE ENTRE L'ANCT, LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

On passe à l'affaire n° 23. Je donne la parole à Coralie MANTION, Vice-Présidente en charge de l'urbanisme.

**Coralie MANTION**

Cette délibération porte sur la restructuration des commerces du Sud de la Paillade, avec une convention entre la Métropole, la Ville de Montpellier et l'ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires). Elle est importante, cette délibération, car c'est une nouvelle étape pour engager la transformation de ce quartier qui a trop longtemps été abandonné. Dans le projet ANRU, il n'y a pas que le volet habitat ; il y a également l'activité économique, qui est évidemment un enjeu pour le quartier, qui va le redynamiser, le rendre plus attractif.

L'offre commerciale actuelle se situe en partie dans un bâti en mauvais état, et en partie au pied de la tour d'Assas, qui est vouée – je le rappelle – à la démolition en 2024. La construction d'une nouvelle polarité commerciale, qui se situera pour la première phase sur le parking derrière la mosquée (environ 2 500 mètres carrés), permettra d'accueillir les commerces existants et de développer une nouvelle offre de commerces de proximité de qualité pour les habitants du quartier, mais pas que : aussi pour favoriser la venue de nouvelles clientèles qui vivent ou travaillent dans les quartiers alentours, pour créer cette mixité sociale qui manque tant à la Paillade. L'idée n'est pas de créer de la concurrence entre les commerces, mais d'amener de la complémentarité. L'ANCT, son rôle sera d'assurer l'acquisition des rez-de-chaussée des nouveaux bâtiments, la commercialisation, la gestion locative commerciale et technique, et éventuellement l'animation commerciale. Elle restera propriétaire de ce pôle commercial pendant tout le temps nécessaire pour assurer la pérennité de son fonctionnement, sa stabilité, avant de le céder. Ce projet de nouvelle polarité commerciale représente un investissement d'environ 9 millions d'euros, dont 3 millions d'euros de subventions de la Métropole, 1,5 million de l'ANRU et le reste par l'ANCT.

Je vous invite donc à approuver cette convention, qui est nécessaire pour les Pailladines et les Pailladins, pour relancer l'activité économique, créer des emplois dans ce quartier, dont le taux de chômage est quand même de 37 % – c'est très élevé – pour lui donner une nouvelle place dans la Métropole, autre que celle d'un territoire de relégation, d'oubli, invisible, et pour redonner un nouveau visage à ce quartier qui a été complètement délaissé depuis des années.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame MANTION. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole sur ce point ? Pas de demande de prise de parole. Je voudrais juste indiquer que, vendredi dernier, le Premier ministre Jean CASTEX, s'est rendu à Grigny et a annoncé une enveloppe de 3 milliards supplémentaires pour les projets ANRU politique de la ville. Nous avons, par l'intermédiaire de Clara GIMENEZ, signé une tribune avec 200 élus locaux, dont – je tiens à la saluer – la Maire de Chanteloup-les-Vignes, qui avait pris l'initiative de ce texte. C'est donc une réponse. Naturellement, nous allons interpeller l'ANRU pour voir dans quelle mesure, sur d'autres projets, nous pouvons être accompagnés, que Montpellier soit éligible à cette enveloppe de crédits, soit sur des projets existants, soit commencer sur d'autres parties à travailler, car, on le sait, les enjeux de ce qu'on appelle, les « *quartiers* », sont des enjeux majeurs de cohésion sociale.

Je vous propose de passer au vote de l'affaire 23, rapportée par Madame MANTION.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 75 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.*

#### **AFFAIRE N° 24 : SOLIDARITES - OBSERVATOIRE DU LOGEMENT ÉTUDIANT SUR LE TERRITOIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONVENTIONS DE FINANCEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 24. Vas-y, peut-être, Coralie.

**Coralie MANTION**

C'est une convention aussi, pour mettre en place un observatoire de l'offre de logements étudiants sur le territoire. Cela va permettre d'identifier les besoins. Les indicateurs qui seront mis à la loupe, ce seront le nombre de créations de logements, la localisation et surtout le nombre de logements dans le privé, puisqu'il est vrai que c'est un facteur qu'on ne connaît pas du tout. Cela va permettre de répondre à la demande, à une meilleure demande pour les étudiants.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. S'il n'y a pas de demande de prise de parole, je mets aux voix.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Florence BRAU, Mme Claudine VASSAS MEJRI.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 87 voix*

#### **AFFAIRE N° 25 : AMENAGEMENT DURABLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - EXERCICE DU DROIT DE PRIORITE A L'OCCASION DE LA MISE EN VENTE PAR L'ETAT DE LA PARCELLE RX N°329, SISE 105 RUE GUGLIELMO MARCONI - CONVENTION DE TIERS-PAYEUR AVEC ACM HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 25. Il s'agit d'exercer au profit de notre bailleur social ACM une préemption. Est-ce qu'il y a des demandes d'éclaircissement sur ce dossier ? Pas de demande d'éclaircissement. Je mets aux voix. Madame DOULAIN, pardon. Allez-y, Madame DOULAIN.

**Alenka DOULAIN**

Merci beaucoup. Monsieur le Président, chers collègues, c'est un vrai sujet, effectivement, les places d'hébergement pour les personnes en demande d'asile. Les analyses les plus pessimistes parlent de 50 % de demandeurs d'asile en France qui n'auraient pas de solution d'hébergement. Et l'Occitanie est une région particulièrement en retard sur cette question. Dans ce contexte, montrer vraiment que la Métropole – dont ce n'est pas forcément la mission – décide de jouer un rôle dans la construction de nouveaux dispositifs d'hébergement est positif. On se questionne cependant sur l'emplacement de ce CADA (centre d'accueil des demandeurs d'asile). Comme on le sait, les personnes en demande d'asile sont presque toujours des primo-arrivants, ce qui rend leur intégration indispensable. Elles doivent du coup pouvoir bénéficier d'un accès facile aux institutions, aux services et aux associations qui pourraient les aider.

Pour cette raison, un centre d'accueil vers Odysseum, en périphérie de la Ville, nous pose question. Et puis cela s'est notamment inscrit dans un contexte où il y a eu des annonces dans les semaines précédentes, où notamment l'Adjoint à la sécurité de la Ville de Montpellier a annoncé la création d'un lieu d'accueil pour mineur non accompagné sur des terrains au Nord de la Métropole, en friche. Donc on trouve un peu révélateur que l'annonce, déjà, soit faite par – évidemment – un Adjoint à la sécurité, et puis que, du coup, on aborde surtout cette question sous l'angle sécurité, en mettant de côté du coup les enjeux sociaux.

Par ailleurs, surtout – et c'est le lien avec cette affaire – il a été annoncé que ce centre d'accueil – si on peut l'appeler ainsi – serait en fait constitué de conteneurs, au Nord de la Ville, à 50 mètres d'une deux fois deux voies et, je cite l'Adjoint en question, « *loin des habitations* ». Une fois encore, vu que ce n'est pas la compétence de la Métropole, on se réjouit qu'elle s'en occupe, mais en même temps on voit que, quand elle y prend part, elle a une stratégie de placement de ces centres à des endroits pas forcément opportuns. On souhaitait savoir : est-ce que vous considérez que l'accueil des personnes précaires, qu'elles soient françaises ou étrangères, doit se faire dans une logique de communication et de sécurité ? Ou alors est-ce qu'on va mettre en place une réelle stratégie d'accueil inconditionnel et digne sur notre Ville ? On s'est vraiment réjoui de la solution qui a été trouvée pour l'Utopia.

Mais dans le même temps, on apprenait que la Métropole essaie d'expulser un autre lieu d'accueil autogéré sur l'ancienne poste à la Pompignane, qui héberge aujourd'hui majoritairement des personnes en situation d'asile. Pour nous, aujourd'hui, il est vraiment temps de faire preuve de cohérence, de cesser de communiquer à chaque fois qu'on fait un pas en avant alors, qu'en fait, on en fait trois en arrière. On voulait avoir aujourd'hui des éléments sur cette question. On sait que vous allez nous répondre que c'est un enjeu de places disponibles. Mais on vous redit aussi qu'on se tient à votre disposition pour vous donner la liste des bâtiments aujourd'hui publics, institutionnels, qui sont libres dans le centre de Montpellier. Merci.

### **Monsieur le Président**

Madame DOULAIN, vous qui serez candidate dans plein de cantons aux élections départementales, j'espère que vous défendrez cette position pour que d'autres territoires que celui de Montpellier prennent en charge l'asile, prennent en charge, dans des conditions dignes, les mineurs non accompagnés, plutôt que dans des hôtels. La Ville de Montpellier, sa Métropole – et j'en remercie tous les Maires –, sont mobilisées pour essayer de donner un habitat à ceux qui sont dans des situations de fragilité, un cadre éducatif pour ceux qui sont en condition de fragilité. Là, de manière très claire, c'est une opération qui va permettre de mieux accueillir les demandes d'asile, parce que si vous connaissez le CADA à Mermoz... Je m'étonne d'ailleurs que les conditions sont très éprouvantes pour des gens qui ont été très frappés dans leur chair, dans leur être. Là, il y a une solution. Si on laissait faire trop longtemps, vous seriez le premier à nous en faire le reproche. Donc là, on a trouvé une opération. Je tiens à remercier le bailleur ACM, son Directeur et l'équipe de direction – pour aller vite. Cela nous permet, au demeurant, d'avoir davantage de places en CADA.

D'autre part, vous nous faites là un procès sur la volonté d'un accord commun, avec le Président MESQUIDA, d'avoir un lieu pour prendre en charge les mineurs non accompagnés. Moi, je ne veux plus qu'ils soient dans les hôtels. Il faut qu'il y ait un cadre éducatif, d'accompagnement. C'est la volonté du Département. C'est un dossier difficile, que celui-ci. Mais chaque commune doit prendre sa part, et celle de Montpellier assume sa part de responsabilité en proposant un site pour pouvoir accueillir, prendre en charge d'un point de vue éducatif.

Ce que je déplore, et je veux le dire ici publiquement, c'est que dans certaines communes, quand le Département a un projet comme cela, on les accueille au fusil de chasse, et on chasse des êtres humains – parce qu'ils sont des êtres humains. Et là, il n'y a pas beaucoup de voix pour soutenir le Conseil départemental dans cette action. Donc les enjeux de solidarité sont fondamentaux. La Métropole assume ces choix-là. Il faut essayer d'offrir des solutions aux personnes. Parfois, nous sommes confrontés à de grosses difficultés, parce que nous le faisons quand d'autres ne le font pas. Donc il faut pouvoir le pointer.

Ensuite – et je termine là-dessus – vous avez évoqué que l'élus à la sécurité – à la tranquillité publique en l'occurrence – a pu évoquer ce dossier. Moi, je m'en réjouis, qu'il en a parlé, comme tous les élus de Montpellier parlent de ce projet. Parce que, si on ne veut pas que des mineurs basculent dans des situations de délit, ou que des mafias mettent sous influence des jeunes, il faut un cadre éducatif. C'est le vieil adage : « *construire des écoles pour fermer des prisons* ».

Enfin, un vieil adage... C'est la grande citation de Victor HUGO. Tout le monde s'en était ému. Mais nous, on a fait le choix d'agir pour que les mineurs non accompagnés – en parfait accord avec le Conseil départemental – ne soient pas dans des chambres d'hôtel où, parfois, ils étaient deux ou trois par chambre, et où des gens, et – disons-le – des malfaisants de réseaux mafieux, cherchaient à les prendre sous leur coupe pour qu'ils aillent commettre des larcins qui pourrissent la vie des gens. Et je ne vous ferai certainement pas l'outrance de penser que vous soutenez cela. Donc c'est un cadre éducatif.

Je voudrais aussi vous dire – et terminer là-dessus – nous avons par exemple un programme, grâce au suivi d'Éric PENSO, par exemple, pour les médiathèques, pour travailler avec les demandeurs d'asile, pour les aider dans la maîtrise de la langue. Un certain nombre de dispositifs d'insertion sont mobilisés pour les accompagner. Et cela arrive en supplément de l'ensemble des acteurs associatifs qui travaillent. Je le dis : si d'autres territoires en faisaient autant que nous, les choses iraient mieux. Je ne doute pas que votre parole, vous irez la porter aussi auprès de tous les Maires ou Présidents d'intercommunalité qui, sur ces sujets, ne se posent même pas la question, ne font rien. Nous, on essaie d'agir. Ce sont des sujets complexes, qu'on doit tenir loin, très loin des instrumentalisation politiques, parce qu'il en va de la dignité des personnes. Et là, nous allons, avec ce nouveau site, mieux loger ceux qui sont en situation de demande d'asile, pour lesquels, souvent, les trajectoires sont difficiles. Je sais que mes propos feront l'objet d'une volée de bois vert par l'extrême droite, mais ici, nous avons des valeurs humanistes, républicaines. Et la mobilisation de tous les agents publics, de tous les acteurs associatifs sur ces sujets doit être impérativement saluée.

Madame TOUZARD.

**Isabelle TOUZARD**

Ces valeurs humanistes et républicaines, de nombreux élus les ont témoignées aussi pour le jeune Souleymane...

**Monsieur le Président**

Exactement.

**Isabelle TOUZARD**

... qui travaille à la boulangerie *Pain et Partage* à Fabrègues, il avait reçu....

**Monsieur le Président**

Exactement Isabelle.

**Isabelle TOUZARD**

*Propos inaudibles...* il a six mois de sursis – on va dire cela. Je voulais en profiter, parce que...

**Monsieur le Président**

Merci.

**Isabelle TOUZARD**

... je crois que tu l'as soutenu...

**Monsieur le Président**

Bien sûr.

**Isabelle TOUZARD**

... le Maire de Fabrègues, de nombreux députés de tous bords, sénateurs. Souleymane, c'est un cas, mais il y en a de nombreux autres comme cela. C'est ce que j'ai dit : ces jeunes, ce ne sont pas des charges, ce sont des richesses pour notre pays.

**Monsieur le Président**

Exactement. Merci Isabelle. Merci au Maire de Fabrègues, Jacques MARTINIER, qui est allé le soutenir, Muriel RESSIGUIER, Patrick VIGNAL. Moi-même il y a quelques semaines, j'avais signé évidemment un courrier de soutien. De nombreux élus étaient présents. Et il y a plein de chefs d'entreprise de la FRTP (Fédération Régionale des Travaux Publics), de l'artisanat, qui, justement, accompagnent ces jeunes et leur donnent des trajectoires de réussite. Parlons de cela.

Qu'ils soient salués, parce qu'ils participent à l'identité humaniste de notre territoire, et ils font honneur à Marianne, qui est là pour essayer d'accueillir ces jeunes qui, souvent, ont fui des situations épouvantables. En Guinée, si vous êtes d'origine peule, vous êtes coupable d'être responsable d'Ebola et vous êtes chassé pour cela. Donc il est tout à l'honneur de ceux et de celles qui les ont défendus, dans leurs droits, et qui les aident dans un parcours d'intégration.

Je propose de passer aux voix.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Sébastien COTE, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 79 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenus : M. Geniès BALAZUN, M. Arnaud MOYNIER.*

### **AFFAIRE N° 26 : AMENAGEMENT DURABLE - DEFINITION DES MODALITES DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLU DE COURNONSEC - APPROBATION**

#### **Monsieur le Président**

Affaire 26. Définition des modalités de mise à disposition du public pour la modification simplifiée n° 3 du PLU dans la Commune de Cournonsec. Qui demande des explications ? Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.*

### **AFFAIRE N° 27 : ATTRACTIVITE - EPIDEMIE DE COVID-19 - DISPOSITIF D'AIDE AU PAIEMENT DES LOYERS ET REDEVANCES POUR LE MOIS DE DECEMBRE 2020 A DESTINATION DES ENTREPRISES OCCUPANTES DE BATIMENTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET EN SITUATION DE FERMETURES ADMINISTRATIVES DURANT LE MOIS DE DECEMBRE 2020 A LA SUITE DE L'APPLICATION DU DECRET N° 2020-1310 DU 29 OCTOBRE 2020 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE.**

#### **Monsieur le Président**

Affaire n° 27. Soutien aux entreprises qui sont logées dans les locaux de la Métropole, c'est-à-dire dans nos incubateurs. Qui a des questions ? C'est un soutien aux entreprises, dans la crise. Je mets aux voix.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Joël RAYMOND.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*



**AFFAIRE N° 28 : ATTRACTIVITE - ÉPIDEMIE DE COVID-19 - SOUTIEN AUX ENTREPRISES DU COMMERCE DE PROXIMITE, DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME - FONDS REGIONAL L'OCCAL LOYERS - MODIFICATION DES CRITERES D'ATTRIBUTION - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 28. Soutien aux entreprises dans le cadre du fonds l'OCCAL ; modification des critères d'attribution. Est-ce qu'il y a des questions ? Je vous propose de passer aux voix. Le vote est ouvert.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Joël RAYMOND.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 29 : ATTRACTIVITE - CITE INTELLIGENTE - STRATEGIE DE CITOYENNETE NUMERIQUE - CHARTE "TERRITOIRE D'ACTION POUR UN NUMERIQUE INCLUSIF" - MESURES DU PLAN DE RELANCE EN FAVEUR DE L'INCLUSION NUMERIQUE - CREATION DE CONTRATS DE PROJETS CONSEILLER NUMERIQUE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. W. ARS quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. J. VERA.*

**Monsieur le Président**

Affaire 29. Madame EMAD, je vous propose de présenter cette affaire, qui est importante. Est-ce que Madame EMAD est connectée ? Vas-y, Hind, merci.

**Hind EMAD**

Bonjour, chers collègues. En effet, ce rapport est très important. Il concerne la stratégie en faveur de la citoyenneté numérique...

*Coupure du son.*

... toutes les activités économiques et sociales...

*Coupure du son.*

... à celles bien connues que sont le chômage, le faible niveau d'instruction, les conditions de vie...

*Coupure du son.*

... la Métropole, il y a près de 150 000 personnes qui sont éloignées du numérique, selon le CRÉDOC avec...

*Coupure du son.*

... et ce que nous faisons ici, la cohésion numérique, avec des efforts de liberté, d'égalité et de fraternité. La stratégie en faveur de la citoyenneté numérique s'appuie sur quatre grands axes. Tout d'abord...

*Coupure du son.*

... pour un numérique inclusif, labellisé TANI, et une signature de la charte avec le secrétaire d'État au numérique, Cédric O, se fera prochainement...

*Coupure du son.*

... gouvernance locale forte qui favorise la cohérence du territoire, puisqu'avec le Département et la Préfecture, nous travaillons à couvrir le territoire de manière cohérente pour pouvoir assurer cette couverture numérique et l'inclusion du numérique. Nous sommes par ailleurs labellisés Fabrique du Numérique. Enfin, quatrième axe, le développement de la cartographie de l'offre numérique et...

*Coupure du son.*

...mesures en faveur de l'inclusion, comme l'organisation du numérique en commun, un espace d'échanges et de coopération entre les différents acteurs que sont la Préfecture, le Département et la Métropole...

*Coupure du son.*

...2022 à l'ensemble de nos concitoyens sur le territoire. Et enfin, dans le cadre du plan de relance, le financement de conseillers numériques. Ils font partie du plan de relance de l'État, formés à accompagner les Français. Il s'agira, sur tout le territoire de la Métropole, de 15 conseillers pour accompagner 350 heures de formation auprès de nos concitoyens. La Métropole se verra dotée de 8 conseillers qui tourneront sur l'ensemble des communes, les CCAS de 4, et la Ville de Montpellier également. Ma collègue Séverine SAINT-MARTIN y reviendra lors du Conseil de la Ville....

**Monsieur le Président**

Merci.

**Hind EMAD**

Pardon, juste...

**Monsieur le Président**

Non ça y est...

**Hind EMAD**

...les coûts de formation et les conseillers sont pris en charge à 100 % par l'État sur une durée de deux ans, et qui aboutira à l'équivalent d'un bac +2 pour ces conseillers. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Hind, Madame EMAD, pour cette présentation. Ce sont des moyens de l'État qui arrivent directement sur notre territoire, qui vont nous permettre de recruter pour lutter contre la fracture numérique. Tous les chantiers que tu as présentés : il est très important que nous luttons contre la fracture numérique, qui reste hélas encore très présente. Je donne la parole à Monsieur LAFFORGUE.

**Frédéric LAFFORGUE**

Monsieur le Président, chers collègues, Hind, je ne peux que saluer la politique volontariste menée par la Métropole en matière d'inclusion numérique, et matérialisée ici par le recrutement de 8 conseillers numériques. Comme vous le savez, nous avons, à Castelnau-le-Lez, fait du développement des compétences et des usages numériques un axe central du projet municipal. Dès octobre 2017 – date de ma prise de fonction – on a fait de l'inclusion numérique une grande cause communale. Celui-ci s'appuie sur une conviction : comment, dans une commune comme Castelnau-le-Lez – qui accueille de grandes entreprises de l'économie digitale, comme CGI, Atos, Ubisoft – pourrait-on tolérer qu'une partie de la population soit confrontée à « l'illectronisme » ?

Animés par cet engagement, nous avons au cours des dernières années, avec le soutien de mon équipe et de mon administration, mis en œuvre un plan numérique décliné en plusieurs actions : déploiement, bien sûr, d'ordinateurs en libre accès au sein d'un réseau de maisons de proximité, formation des agents municipaux à la fonction d'aidant numérique, création d'une académie numérique avec l'Éducation nationale, permanence gratuite animée par des étudiants d'Epitech, stage d'initiation destiné aux seniors, ou encore sensibilisation des femmes demandeuses d'emplois à travers le dispositif « *Castelnau donne des ailes* ». Cette démarche ambitieuse a été récompensée en 2020 par l'obtention d'un prix national, le label or Territoire innovant, décerné par les interconnectés, réseau porté par l'Assemblée des Communautés de France et France Urbaine.

Afin de poursuivre et d'amplifier cette démarche, nous travaillons actuellement à la création d'une maison du numérique, tiers-lieu destiné à la fois à accueillir des actions de formation initiale et continue – à l'image de l'école de l'IA Microsoft Simplon, que nous avons eue à Castelnau-le-Lez – mais aussi des porteurs de projets et des actions d'inclusion numérique. Cette Maison du numérique constituera la première étape de notre future Station d'Oc à Sablassou, dans le projet de Sablassou, avec la gare TER. Nous sommes également en train de constituer une équipe dédiée, qui sera constituée de deux conseillers numériques, dont un coordonnateur et deux services civiques. Nous avons passé deux délibérations au dernier Conseil municipal la semaine dernière.

Donc comme vous le voyez, à Castelnau-le-Lez, loin d'être générateur de fractures, le numérique est vecteur d'inclusion et de cohésion sociale. Nous nous tenons aussi à votre disposition pour échanger sur ces pratiques et surtout sur ces beaux projets de Montpellier Méditerranée Métropole. Merci à vous.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur le Maire, de cette contribution. Il y a beaucoup d'énergie pionnière à Castelnau-le-Lez. Il y a tout un enjeu maintenant, à l'échelle de la Métropole, auprès de nos anciens. Je vais le dire pour l'anecdote – qui nous fera rire jaune – sur la question de la vaccination. Nous le savons, outre les retards, le fait que ce soit sous format numérique, cela a été très difficile pour un certain nombre d'ânés d'y accéder. Là, par exemple, ces conseillers numériques pourraient être mobilisés. On va voir avec les Maires comment on les déploie dans les CCAS pour être sur ce type de priorités. Mais aussi, vous le savez, beaucoup d'administrations font remplir les dossiers en ligne, par exemple les bourses dans l'Éducation nationale. Et il y a beaucoup de familles qui n'ont pas d'ordinateurs chez eux. Oui, c'est aussi une réalité qu'il faut entendre. Donc il s'agit d'essayer de travailler là-dessus. En tout cas, l'expérience de Castelnau-le-Lez est effectivement très intéressante.

Je vous propose de mettre aux voix cette affaire.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

## **AFFAIRE N° 30 : SOLIDARITES - FONDS METROPOLITAIN D'AIDE AUX JEUNES - BILAN 2020**

### **Monsieur le Président**

Affaire 30. Clara GIMENEZ, sur le compte rendu du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ). Vas-y, Clara.

### **Clara GIMENEZ**

Oui, merci. Merci de me donner la parole. Donc vous trouverez dans la délibération le bilan du nombre de jeunes qui ont reçu une aide financière dans le cadre du FAJ au cours de l'année 2020. Vous avez le bilan par commune. Le fonds métropolitain d'aide aux jeunes a pour but de venir en aide aux jeunes en difficulté, entre 18 et 25 ans, en leur attribuant des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle ou leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents lorsque d'autres dispositifs ne peuvent être sollicités. Le FAJ finance aussi des actions collectives d'accompagnement social menées par des structures associatives conventionnées. Aujourd'hui, les moins de 30 ans représentent près de la moitié des personnes en situation de pauvreté dans le pays, alors qu'en fait ils ne réunissent que 35 % de la population dans son ensemble.

Le constat d'une aggravation de cette situation a donné lieu à la création d'une commission d'enquête parlementaire pour mesurer et prévenir les effets de la crise de la Covid-19 sur les enfants et la jeunesse, qui a rendu son rapport en décembre dernier. Je vous invite tous à prendre connaissance des recommandations qui sont posées, qui, pour la plupart, ne relèvent pas forcément de notre compétence, mais que nous pourrions exiger, sur lesquelles nous pourrions travailler. Parmi elles, notamment, la question du RSA pour les jeunes.

Le bilan du dispositif FAJ pour l'année 2020 reflète les conséquences du contexte inédit de crise sanitaire. Pour s'adapter à la demande des jeunes lors du premier confinement, et je veux remercier ici les services qui ont travaillé dur sur le sujet, les commissions d'attribution du FAJ se sont tenues toutes les semaines, et des réponses financières d'urgence ont pu ainsi bénéficier aux jeunes demandeurs et répondre à leurs besoins de première nécessité. Je veux juste vous donner quelques chiffres sur le fonds d'aide aux jeunes sur cette année.

Donc on a eu une hausse de la part des aides à la subsistance (62 % cette année contre 56 % en 2019), une hausse de la part d'aide au paiement du loyer (18 % en 2020 contre 15 % en 2019) et une baisse des aides à la formation (on est passé de 9 % en 2019 à 5 % en 2020). Par contre, on a eu une hausse des demandeurs en situation instable qui vivent chez un tiers (20 % en 2020 contre 17 % en 2019). En revanche, la proportion de jeunes précaires reste stable, puisque 13 % vivent en foyer ou en CHRS et 6,5 % sont SDF. Près de 60 % des demandeurs ont un diplôme équivalent ou supérieur au Bac, ce qui atteste de la précarité financière des jeunes diplômés et de la difficulté à s'insérer professionnellement.

Nous travaillons aujourd'hui avec les services – et je tiens encore une fois à les remercier – au développement d'une réflexion plus collective sur la dimension métropolitaine du FAJ. Aujourd'hui, vous le voyez dans le bilan de la délibération, ce sont essentiellement de jeunes montpelliérains qui sollicitent le FAJ et bénéficient de ces actions collectives. Un chantier est donc en train de s'ouvrir pour être en capacité de répondre aux besoins de la jeunesse métropolitaine. Je vous remercie.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Madame GIMENEZ, pour ce rapport, présentant à la fois les enjeux passés, présents et futurs, pour qu'on travaille en bonne intelligence avec la MLI (Mission Locale d'Insertion) et votre collègue François RIO, et qu'on puisse suivre au mieux les besoins d'aide des jeunes, dont nous savons qu'actuellement ils sont aussi les grandes victimes de la crise sanitaire.

Et je voudrais à l'occasion de cette délibération saluer les prises de parole du doyen Guylain CLAMOUR de la faculté de droit, le président AUGÉ, la présidente Anne FRAÏSSÉ et le directeur du CROUS, pour essayer d'accompagner au mieux les étudiants dans cette période extrêmement difficile. Je sais que vous en avez parlé, Madame GIMENEZ : sur le FAJ, on aura une vigilance accrue. Cette population-là est actuellement très, très durement mise à l'épreuve.

Je vous propose de passer aux voix, s'il n'y a pas de question sur ce rapport. Je vais accélérer sur la suite.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

### **AFFAIRE N° 31 : SOLIDARITES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DES ASSOCIATIONS DANS LE CADRE DE LA THEMATIQUE "COHESION SOCIALE - POLITIQUE DE LA VILLE" - EXERCICE 2021 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme F. DOMBRE-COSTE quitte définitivement la séance donne pouvoir à Mme N. MARIN-KHOURY.*

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 31. Deux subventions. Monsieur MARTIN. Demande de prise de parole.

### **Hervé MARTIN**

Merci, Monsieur le Président. Je voulais vous dire : le groupe Communiste a été interpellé par le syndicat CGT Mines-Energie, qui tire la sonnette d'alarme. D'abord parce que les usagers sont directement touchés par l'explosion de la précarité énergétique. Il faut quand même savoir que, sur le territoire de la Métropole, il y a eu l'année dernière 150 coupures de courant pour impayés par jour. Mais aussi, les usagers vont être touchés indirectement.

On devrait plutôt dire, d'ailleurs, que les clients vont être touchés indirectement, puisqu'en fait l'État souhaite démanteler complètement l'entité EDF au travers d'un projet appelé « *Hercule* ». C'est-à-dire ouvrir encore plus la concurrence sur la distribution d'énergie, et donc multiplier les fournisseurs privés. Donc les fonds dont nous parlons dans cette délibération seront alloués aux foyers les plus modestes pour les aider à payer leurs factures, ce qui est évidemment très bien. Mais les bénéficiaires indirects seront les fournisseurs d'énergie eux-mêmes, ce qui n'est pas le but et ce qui est évidemment moins bien. En fait, l'argent public permettra à des opérateurs privés de « *solvabiliser* » des clients grâce à un fonds auquel ils ne participent pas, contrairement à EDF. L'argent public permettra en somme à des entreprises privées de s'assurer une rente garantie par la Collectivité. Qu'EDF participe au financement du FSL, c'est évidemment une bonne chose en soi. Mais il faudrait également mettre à contribution les autres prestataires déjà existants, comme Engie ou d'autres. Donc voilà une raison supplémentaire de démontrer qu'il n'y a rien de mieux que le service public pour rendre un service au public. Le démantèlement, qui s'appelle ici « *Hercule* », ne sert qu'à des actionnaires qui, toujours prompts à tuer l'impôt, assoient pourtant leurs rentes sur des fonds publics de solidarité. Je vous remercie, Monsieur le Président.

**Monsieur le Président**

Merci, Monsieur MARTIN. Je pense que vous vous exprimiez sur l'affaire n° 32. Là, il faut qu'on vote la 31, sur la subvention à Médecins du monde et à Solidarité Dom-Tom. Monsieur JAOUL souhaite parler sur ces deux subventions. Allez-y, Monsieur JAOUL.

**Laurent JAOUL**

Non, Monsieur le Président, simplement, à plusieurs reprises, j'entends parler de la notion de groupe. Monsieur MARTIN vient de parler de « *groupe Communiste* ». Mais il y a des groupes à la Métropole ?

**Monsieur le Président**

Non, il n'y a pas de groupes à la Métropole, Monsieur JAOUL.

**Laurent JAOUL**

D'accord. Parce que, si vous voulez, à ce moment-là, je me dis, si tout le monde dans nos communes parle de ses groupes politiques... Donc il n'y a pas de groupes politiques. Cela fait plusieurs fois que je l'entends.

**Monsieur le Président**

Monsieur le Maire, c'est une intercommunalité où il y a des Maires, il y a des gens qui ont des sensibilités. Ils peuvent les exprimer, ce que fait Monsieur MARTIN. Par ailleurs, j'observe, et je pense que vous en êtes d'accord, sur l'affaire 32, que cela contribue au débat public.

**Laurent JAOUL**

Absolument, mais c'est la notion de groupe, c'est un peu difficile à comprendre.

**Monsieur le Président**

Je pense que vous comprenez très bien.

**Laurent JAOUL**

Non. Si je vous ai demandé la parole, si vous voulez, c'est parce que je voulais avoir un éclaircissement sur les groupes politiques.

**Monsieur le Président**

Je crois vous avoir éclairé.

**Laurent JAOUL**

Merci.

**Monsieur le Président**

Merci à vous. Je mets aux voix l'affaire 31.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 32 : SOLIDARITES - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT - CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION VOLONTAIRE D'EDF - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 32, sur laquelle Monsieur MARTIN s'est exprimé, qui concerne le partenariat avec EDF pour le financement du FSL. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole complémentaire sur cette affaire auprès de Madame VASSAS-MEJRI qui rapporte ce dossier ? Madame TOUZARD.

**Isabelle TOUZARD**

Simplement pour rappeler que, comme je l'avais déjà indiqué en commission, que nous allons entamer les négociations avec Enedis et EDF pour les tarifs conventionnés, pour cette question, et que la question de la précarité énergétique sera regardée de très, très près.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup. Très important. L'intervention de Monsieur MARTIN, ce que tu viens de dire, Isabelle, c'est que nous, il ne faut pas qu'on intervienne en curatif. Il faut qu'on arrive avec ces opérateurs-là à être suffisamment en amont, justement, pour éviter que les gens se retrouvent dans des situations dramatiques où il y a des coupures. C'est ce travail que nous devons faire, qui est un petit peu pointé dans la délibération sur le FSL. Mais dans la discussion qu'on aura avec les opérateurs, Isabelle, je sais que tu suis cela de très près.

Je propose de passer aux voix.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Clara GIMENEZ, Mme Patricia WEBER.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 87 voix*

**AFFAIRE N° 33 : SOLIDARITES - LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE - CONVENTION DE DELEGATION DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI DU "PERMIS DE LOUER" ENTRE MONTPELLIER METROPOLE MEDITERRANEE ET LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 33. Il s'agit du permis de louer. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Claudine VASSAS-MEJRI ? Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 34 : SOLIDARITES - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2019-2024 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 64 LOGEMENTS SITUES DANS DIVERSES COMMUNES DE LA METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 34. Claudine VASSAS-MEJRI peut nous en dire quelques mots.

**Claudine VASSAS-MEJRI**

Oui, merci. Cette opération s'inscrit dans le plan « *rénover pour un habitat durable et solidaire* », avec l'attribution de subventions pour la réhabilitation de 64 logements situés dans diverses communes de la Métropole, pour un total de 198 166 euros. Cela concerne la rénovation énergétique ou des travaux pour l'accessibilité des personnes dépendantes ou handicapées.

**Monsieur le Président**

Très bien, merci beaucoup Claudine. Monsieur DESSEIGNE a demandé la parole.

**Serge DESSEIGNE**

Merci, Monsieur le Président. Pour revenir sur l'affaire précédente et celle-ci, elles nous intéressent beaucoup sur Villeneuve-lès-Maguelone, dans la mesure où, sur l'affaire précédente, l'ancienne Municipalité de Villeneuve-lès-Maguelone avait effectivement mis un périmètre sur le droit à louer. Nous avons décidé pour notre part, à Villeneuve-lès-Maguelone, à la Municipalité, de mettre en œuvre ce permis de louer. Dont nous nous rapprocherons de Madame VASSAS-MEJRI pour pouvoir mettre en place réellement, et non pas seulement par un effet d'appel comme cela a été fait, ainsi que sur la rénovation de l'habitat. Je crois qu'on a besoin de travailler tout cela ensemble. Notre commune se rapprochera de Madame VASSAS-MEJRI pour faire en sorte de pouvoir travailler ensemble. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur DESSEIGNE, pour cet éloge de l'intercommunalité. Je mets aux voix l'affaire 34.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 35 : SOLIDARITES - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2016-2021 - QUARTIERS COURREAU / FIGUEROLLES / NORD-ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION DE 13 LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 35. C'est le même principe, mais c'est sur l'OPH sur Montpellier Courreau, Figuerolles, Nord-Écusson. Y a-t-il des demandes de prise de parole auprès de Madame VASSAS-MEJRI ? Je mets aux voix l'affaire 35.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 36 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 12 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « NAMASTE », RUE LUIS BARRAGAN A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Ensuite, les affaires 36 à 41, ce sont des garanties d'emprunts. Est-ce qu'il y a, là-dessus, des demandes de prise de parole ? Pas de demande de prise de parole. Je vous propose de les voter une à une, mais en accélérant un petit peu. Affaire 36, j'ouvre le vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Eliane LLORET.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 37 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 5 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « VERT DOMAINE », 286 RUE DES GREZES A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 37. Madame LLORET ne prend pas part au vote. J'ouvre le vote.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Eliane LLORET.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 38 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « SKYWAY », AVENUE GERMAINE TILLON, ZAC CONSULS DE MER A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

J'ouvre le vote sur l'affaire 38.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Eliane LLORET.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 39 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « PIERRE ROUGE », 7 AVENUE SAINT LAZARE A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 39. J'ouvre le vote. Jackie n'a plus de batterie. Jackie, tu nous feras passer, Madame le Maire de Saint-Drézery, tes votes. On les indiquera s'il y a un problème de connexion.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Eliane LLORET.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 40 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « NOUVEL HORIZON » - CHEMIN DES MENDROUS A CASTELNAU-LE-LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SA D'HLM PATRIMOINE SA LANGUEDOCIENNE HLM - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. J-F. AUDRIN quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. J. MARTINIER.*

**Monsieur le Président**

Affaire 40. J'ouvre le vote.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 41 : SOLIDARITES - CONSTRUCTION DE 15 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RESIDENCE « CŒUR D'OC » - ZAC « CŒUR D'ORQUES » LOT 36 A SAINT-GEORGES-D'ORQUES - GARANTIE D'EMPRUNT A LA SCCV CŒUR D'ORQUES - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 41. Dernière garantie d'emprunt.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Sébastien COTE, Mme Eliane LLORET, M. Mikel SEBLIN.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 86 voix*



**AFFAIRE N° 42 : ATTRACTIVITE - CONVENTION DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT AVEC SITES & CITES REMARQUABLES DE FRANCE - CAMPAGNE DE PROMOTION TOURISTIQUE 2021 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 42. Il vous est proposé une convention de partenariat avec Sites & cités remarquables de France. C'est l'occasion de valoriser sur notre label Ville d'art et d'histoire. Est-ce qu'il y a des questions ? J'ouvre le vote.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Cyril MEUNIER.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 43 : ATTRACTIVITE - PLATEFORME DE PROMOTION DES VINS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE A CHENGDU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'ASSOCIATION EUPIC - 2021 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*M. M. CALVO quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme J. FRÊCHE.*

**Monsieur le Président**

Affaire 43. Je donne la parole à Monsieur PELLET pour nous présenter cette affaire, qui est très importante au vu des difficultés que la géopolitique du monde impose à nos viticulteurs, surtout depuis les décisions de Monsieur TRUMP qui, nous l'espérons, seront remises en cause par l'administration BIDEN. Et la crise sanitaire nous a privés des manifestations de la promotion de nos viticulteurs. Vas-y Yvon.

**Yvon PELLET**

On parle d'eau dans nos affaires, là, on va parler de vin. Il est proposé de renouveler la subvention à la plateforme de vin de Montpellier Méditerranée Métropole à Chengdu, en Chine, pour un montant de 36 000 euros. Depuis maintenant huit années, la Métropole soutient le développement international de la filière viticole, avec un chiffre d'affaires cumulé de plus de 2,5 millions et un ratio d'investissement sur chiffre d'affaires généré directement aux viticulteurs de 1 sur 6. Les résultats sont très présents et on a de belles pistes actuellement en Russie et en Allemagne.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup, cher Yvon, de ton engagement passionné sur ces sujets. J'invites vraiment tous les collègues à discuter avec toi pour la connaissance de la qualité de nos terroirs. La viticulture et tous ceux, les hommes et les femmes, qui travaillent la terre, avec toi, avec Isabelle, ont de précieux alliés. Est-ce qu'il y a des questions ? Madame DOULAIN.

**Alenka DOULAIN**

Monsieur le Président, chers collègues. Au regard de la conjoncture, j'ai trouvé que cette délibération prêtait pas mal à sourire. Parce que, concrètement, quand même, l'économie mondialisée a montré une nouvelle fois ses faiblesses, avec la crise épidémique. On doit donc aujourd'hui statuer sur une subvention d'aide à l'exportation de vins locaux vers la Chine. En-dehors du triste écho à l'actualité, cette démarche économique, pour nous, elle n'est pas à la hauteur des enjeux du siècle. Expédier des bouteilles à près de 8 500 kilomètres à vol d'oiseau vers le Sichuan, cela contribue concrètement au réchauffement climatique, cela accentue la dépendance des viticulteurs – vous avez raison de le rappeler – qui sont en proie à de grandes difficultés envers les marchés. Pour nous, l'argent public, est-ce qu'il ne devrait pas plutôt, au contraire, permettre d'organiser des débouchés locaux, d'assurer la résilience du secteur patrimonial et investir dans son adaptation au changement climatique ? Loin de tourner le dos à notre ville jumelle de Chengdu, nous ne proposons ni plus ni moins la maxime suivante : « *Moins de biens, plus de liens* ». Nous, on votera contre.

**Monsieur le Président**

Pas de souci, Madame DOULAIN. Vous avez tout à fait le droit de voter contre. Mais je sais qu'il y a de grands amateurs de vin dans la Métropole. On a besoin de débouchés, quand même.

Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

*Contre : 1 voix*

*A voté contre : Mme Alenka DOULAIN.*

**AFFAIRE N° 44 : ATTRACTIVITE - LABELLISATION GRAND SITE OCCITANIE - CONTRAT AVEC LA REGION ET L'OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 44. Labellisation Grand site Occitanie. C'est une affaire connue, qui va permettre, pour nous, d'obtenir à la fois un effet de notoriété sur nos grands sites, mais aussi des financements sur nos projets.

Est-ce qu'il y a des questions ? J'ouvre le vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Clare HART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Jean-Pierre RICO, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Claudine VASSAS MEJRI.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.*

**AFFAIRE N° 45 : ANIMATION DU TERRITOIRE - DEMANDE DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU LABEL "VILLES ET PAYS D'ART ET D'HISTOIRE" - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 45. Je donne la parole à Monsieur PENSO, Éric. Vas-y Éric, pour l'affaire n° 45. Sur le label « *Villes et pays d'art et d'histoire* ».

**Éric PENSO**

Bonjour à toutes et à tous. Nous avons un certain nombre de délibérations qui sont de la gestion courante, des demandes de subvention, des demandes de fonctionnement. Là, effectivement, nous demandons une subvention, puisque vous savez que le label « *Villes et pays d'art et d'histoire* » est attribué par le ministère de la Culture et qualifie les territoires qui sont conscients des enjeux que représente l'appropriation de leur architecture et de leur patrimoine. Donc nous avons décidé de solliciter une subvention au titre de ce label pour notre Métropole. Voilà, s'il y a des questions...

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup Éric. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole là-dessus ? Merci de ton travail sur tous ces sujets, consistant à aller chercher des financements pour toutes nos politiques publiques auprès de la DRAC et autres partenaires.

Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 46 : ANIMATION DU TERRITOIRE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CENTRE NATIONAL DU LIVRE DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION A LA MANIFESTATION LITTERAIRE « PARTIR EN LIVRE 2021 » - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire n° 46. Demande de subvention auprès du CNL pour la Comédie du livre. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ou des questions auprès du rapporteur, Monsieur PENSO ? Je mets aux voix, en espérant évidemment que nous pourrions tenir la Comédie du livre cette année, pour soutenir nos libraires. Quand bien même, nous encourageons tout le monde à continuer à fréquenter les librairies.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 47 : ANIMATION DU TERRITOIRE - ADHESION A LA FONDATION DU PATRIMOINE - RENOUVELLEMENT – APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 47. Adhésion à la Fondation du patrimoine. S'il n'y a pas de question ou de demande d'éclaircissement, je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 48 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSEE FABRE ET L'ASSOCIATION BRAND A PART - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 48. C'est une convention pour le musée Fabre. Est-ce qu'il y a des demandes d'éclaircissement auprès du Vice-Président, Monsieur PENSO ? Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 49 : ANIMATION DU TERRITOIRE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - CESSIION DE DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE - MIGRATION MEMONUM VERS GALLICA MARQUE BLANCHE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 49. Cession de droits de propriété dans le cadre d'une relation avec la Bibliothèque nationale de France et Gallica. Vous savez, Gallica, c'est le service public qui numérise un certain nombre d'ouvrages. Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ? Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 50 : ANIMATION DU TERRITOIRE - CONVENTION DE PARTENARIAT PEDAGOGIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION L'ART-SCENE-MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme I. TOUZARD quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. R. CAIZERGUES.*

**Monsieur le Président**

Affaire 50. Convention entre l'Art-Scène-Montpellier, le Conservatoire. Est-ce qu'il y a des questions, des remarques auprès de notre ami Éric PENSO ? Je mets aux voix l'affaire 50.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 51 : ANIMATION DU TERRITOIRE - AGORA DES SAVOIRS SAISON 12 - PROGRAMMATION JANVIER A MAI 2021 - PARTENARIATS AVEC LA LIBRAIRIE SAURAMPS, DIVERGENCE FM ET LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME - APPROBATION**

*Mme R. ILLAIRE quitte définitivement la séance et donne pouvoir à M. J. MARTINIER.*

**Monsieur le Président**

Affaire 51. Convention sur l'Agora des savoirs. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole, des questions ? Je mets aux voix l'affaire 51.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 52 : ANIMATION DU TERRITOIRE - THEATRE DES 13 VENTS - CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC AVEC LE CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER - SARL THEATRE DES 13 VENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 52. Convention d'occupation du domaine public au Théâtre des 13 Vents. Est-ce qu'il y a des demandes auprès de Monsieur PENSO sur cette affaire ? Je mets aux voix.

*Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Bruno PATERNOT.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

**AFFAIRE N° 53 : ANIMATION DU TERRITOIRE - MODALITES DE SOUTIEN AUX ARTISTES DU SPECTACLE VIVANT - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 53. Je donne la parole à Monsieur PENSO. C'est une affaire importante. Sylvie, pardon. Je donne la parole à Éric sur la 53, puis je vous donne la parole ensuite. Éric. Monsieur PENSO.

**Éric PENSO**

C'est une affaire extrêmement importante, effectivement. C'est la délibération dans le domaine de la culture la plus importante de ce jour, puisqu'elle a pour but de clarifier les modalités d'attribution du soutien que porte la Métropole, parallèlement à la Ville de Montpellier, aux artistes du spectacle vivant.

Effectivement, de manière concertée et complémentaire avec la Ville-centre, nous avons décidé de soutenir – vous le savez, nous l’avons dit, répété, nous le faisons quotidiennement avec ma collègue Adjointe à la culture de la Ville de Montpellier – les artistes du spectacle vivant. Cette délibération est un cadre que nous souhaitons porter pour clarifier les conditions d’attribution de ces aides, notamment avec des règles sur lesquelles nous saurons être souples si nécessaire, mais qui permettent de cadrer les choses. Tout cela est détaillé dans la délibération.

Nous avons eu en commission animation du territoire un débat sur cette délibération, que nous considérons importante, pour clarifier les choses. Et je suis à votre écoute. Vous avez tous les détails dans la délibération. Mais notamment, il y a une aide plancher qui est proposée, afin d’éviter un saupoudrage qui, parfois, n’est pas très fructueux. Je suis à votre écoute s’il y a des questions. Mais c’est une délibération extrêmement importante, puisqu’elle marque notre soutien réaffirmé au spectacle vivant notamment.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Éric. Il y a trois demandes de prise de parole. D’abord Sylvie ROS-ROUART, Bruno PATERNOT et Agnès SAURAT. Et je rajouterai un petit mot. Sylvie ?

### **Sylvie ROS-ROUART**

Merci, Monsieur le Président. Merci, Monsieur le Vice-Président. Chers collègues. Merci de l’attention portée au spectacle vivant. En effet, dans le spectacle vivant, la saison s’est arrêtée en mars 2020. À force de reporter depuis le mois de mars, on en est à une troisième vague de reports, fragilisant un secteur déjà en pleine mutation, qui, résilient, prépare à sa réinvention induite par l’avènement du numérique dans son confinement. Cette mutation fait évoluer durablement les pratiques professionnelles, tant en ce qui concerne la création, la production que les modes de consommation. Le Gouvernement a mis en place un plan de soutien de 432 millions d’euros au spectacle vivant, sur les 2 milliards d’euros annoncés pour l’ensemble du champ culturel, à l’issue de sa réunion dans les représentants du spectacle vivant le 27 août 2020.

Dans ce contexte inédit et imprévisible, l’envie d’apporter à Castelnau-le-Lez de bons moments de culture reste vive, et le soutien aux artistes très fragilisés demeure indéfectible. Ce soutien au monde culturel est essentiel pour la Ville de Castelnau-le-Lez comme pour la Métropole. Nous avons essayé au mieux de jouer notre rôle de solidarité, avec des mises à disposition des résidences d’artistes pour répéter les spectacles, au nombre de 10 depuis le mois de septembre, ainsi que 2 coproductions. La scène a donc été occupée quasiment sans interruption au Kiasma. Nous félicitons les nouvelles aides qui seront apportées. Et nous sommes aussi vigilants sur le caractère d’égalité et de parité au niveau des artistes et des programmations. Merci, Monsieur le Président. Merci, chers collègues.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Sylvie, pour cet engagement. Il faut effectivement que toutes les communes, partout où nous le pouvons, essaient de protéger les artistes qui sont, eux aussi, en grande difficulté dans cette crise. Les protéger, c’est précisément, quand on en sortira aussi, savoir répondre présent. Je donne la parole à Monsieur PATERNOT, Bruno.

### **Bruno PATERNOT**

Merci, Monsieur le Président. Messieurs et Mesdames les Vices, Mesdames et Messieurs les délégués, chers collègues. Voilà une délibération fournie et nourrie. Je remercie les services et Éric PENSO pour leur travail nourri et fourni, sous toute votre attention bienveillante, Monsieur le Président.

Je devais normalement vous parler de saupoudrage, de poudre de perlimpinpin et des choix de la Métropole, une petite intervention bien gentille, qui aurait fait rire Cyril MEUNIER – il l’a dit dans *la Gazette* – sur le fait que tout le monde est d’accord et que les écologistes aussi soutiennent la culture. Le monde des écologistes. Pas le groupe des Écologistes. Mais tous les écologistes dans leur ensemble, où qu’ils soient et qui se tiennent la main les uns les autres. Mais certains propos entendus ce matin vont m’emmener à muscler un petit peu mon discours et à essayer de recentrer la chose sur une vision du monde et une façon de prendre les choses.

Monsieur JAOUL, vous avez osé dire que nous étions des dictateurs verts. Vous allez certainement vous fâcher colère quand je vais vous parler d'égalité femmes-hommes. Vous pouvez devenir tout rouge quand les Ecologistes vont exiger, Conseil après Conseil, réunion après réunion, commission après réunion, que l'on sorte de la domination masculine et que l'on en finisse avec le patriarcat, que l'on stoppe les dominations de l'humain sur le non humain, les dominations des hommes sur les femmes, les dominations des blancs sur les racisés – ouh ! racisés – que nous arrêtions avec toute forme de violence qui n'a plus rien à faire avec le XXI<sup>e</sup> siècle...

### **Monsieur le Président**

Bruno, je te propose, si je puis me permettre, je t'invite à rester sur le propos. Je vois bien les enjeux d'égalité, mais si on peut éviter – en tout cas, que dans cette Assemblée – qu'on se prenne à partie les uns les autres... Comme je l'ai dit ce matin, tout ce qui est excessif est insignifiant. Le thème que tu défends me semble essentiel, consistant précisément à mettre fin aux inégalités femmes-hommes dans la culture. Il ne faut pas répondre à tout ce qui est excessif, tu sais, sinon moi j'y passerais mes journées aussi.

### **Bruno PATERNOT**

Très bien. Donc c'est pour expliquer que l'écologie politique, c'est un pack environnement, démocratie et égalité. C'est cette vision-là du monde qui est présentée dans cette délibération, qui est aussi une libération. C'est-à-dire que la culture doit être une représentation du monde dans son entier et qu'elle ne peut pas financer la seule vision des hommes blancs, celle du paratage médiéval, celle de l'honneur de Rodrigue, celle du spleen baudelairien.

Je passe quelques petits extraits que j'avais prévus de dire...

### **Monsieur le Président**

Merci Bruno.

### **Bruno PATERNOT**

Cette question-là, il ne s'agit pas, parce que nous rétablissons une égalité, parce que nous permettons – et c'est tout le début de cette délibération – aux femmes porteuses de projets, aux femmes artistes d'avoir la même voix au chapitre que les hommes, d'éteindre celle des hommes. Parce que nous devons montrer et nous devons aider absolument toute la vision du monde possible et inimaginable. Parce que nous devons ouvrir le plus possible, à toutes les façons de s'exprimer et à toutes les visions du monde qui existent, de Camélia JORDANA jusqu'à Marcel PAGNOL. Moi aussi, qui suis né dans la Ville d'Aubagne, sous le Garlaban, couronné de chèvres au temps des derniers chevriers, moi qui ai aussi chevillée au corps la question de l'Occitanie, de celle du bon temps d'avant, moi qui suis peut-être ici le représentant de tous ces artistes qui vont passer au RSA dans pas très, très longtemps, et qui du coup n'ont pas forcément les moyens d'avoir une voiture, comme il a été dit ce matin. C'est cette vision globale du monde qui englobe aussi la culture, et que nous devons absolument montrer, changer notre langage, exiger la parité à tous les endroits, y compris dans la culture, faire en sorte que ce témoignage qu'est la représentation artistique soit celle du XXI<sup>e</sup> siècle, avec toutes ses couleurs – et aussi le vert.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup Bruno. Je donne la parole à Agnès SAURAT.

### **Agnès SAURAT**

Merci, Monsieur le Président. Concernant le rapport relatif aux modalités de soutien aux artistes du spectacle vivant, les élus Communistes approuvent les grands principes d'attribution des aides financières aux associations et aux compagnies du territoire. Mais en marge des décisions de notre exécutif, il n'est pas inutile, me semble-t-il, de rappeler la nature essentielle du secteur artistique et culturel, et de ce qu'il porte comme enjeux émancipateurs. Il n'est pas inutile non plus de porter à la connaissance de notre Assemblée les conclusions d'un récent rapport de l'Union Européenne : second secteur le plus fragilisé par la crise, juste après l'aéronautique et devant le tourisme, le secteur culturel a essuyé une baisse d'activités de -76 % pour la musique et -90 % pour le reste du spectacle vivant dans l'ensemble des 27 pays. Un chiffre sans appel, enfin, qui nous aide à mesurer la catastrophe à l'échelle de l'Europe : -220 milliards en 2020 par rapport à 2019. Un retour à la normale n'est pas attendu avant 2022, de quoi redouter en effet une augmentation de la précarité des travailleurs, et à terme la disparition de plus d'un tiers d'entre eux.

En France, depuis des mois, les salariés, les travailleurs indépendants, les intermittents des annexes 8 et 10 se battent pour que soient examinées très sérieusement les conditions de réouverture des lieux et pour que des engagements forts soient pris concernant la relance de ce secteur. Mais face à un désastre annoncé, le Gouvernement maintient son refus de lever le rideau et assume son choix de sacrifice de la culture. Elle n'est clairement pas sa priorité.

Dans les territoires, les collectivités ont la possibilité de mettre en place un travail de réflexion et de co-construction pour une stratégie de relance du secteur culturel et créatif. Alors, nous disons : profitons-en pour développer de façon significative la commande publique ; encourageons les changements, et au premier chef, celui des solidarités. Le désarroi actuel des artistes s'ajoute à celui que Jacques RALITE avait si justement identifié, celui dû à la précarité d'un statut de survie, et à l'omniprésence de programmeurs et administrateurs mis en situation de dominance. Dans le monde d'après, prenons garde à ne pas disqualifier les créateurs locaux et les structures modestes. Les institutions culturelles et les lieux structurants gagneront à travailler de manière solidaire avec celles et ceux qui œuvrent habituellement hors les murs. Je vous remercie.

**Monsieur le Président**

Merci, Madame SAURAT. Je vous répondrai aussi. Monsieur JAOUL.

**Laurent JAOUL**

Monsieur le Président, je vous remercie de me donner la parole. Je viens d'être mis en cause par Monsieur PATERNOT avec des propos...

**Monsieur le Président**

Oui, mais il ne faut pas répondre, Monsieur JAOUL...

**Laurent JAOUL**

Je voudrais quand même simplement faire une mise au point...

**Monsieur le Président**

Je m'en suis occupé. Je lui ai demandé de ne pas... Tout comme vous.

**Laurent JAOUL**

Monsieur le Président, on fait état d'un problème de racisme et d'égalité femmes-hommes

**Monsieur le Président**

Je pense que personne ne vous a mis en cause sous cet angle-là, Monsieur JAOUL.

**Laurent JAOUL**

Écoutez, c'est lié à mon intervention. Simplement, ce que je voudrais dire, c'est qu'il n'y a pas de souci entre les hommes et les femmes, notamment dans le domaine de la chasse – puisqu'il fait état de la chasse – puisqu'il y a des femmes qui pratiquent la chasse. Il n'y a pas un problème de racisme. La chasse est ouverte à toutes les populations et à tous les pays. On chasse dans le monde entier. L'intervention que je fais ce matin, je la fais pourquoi ? Parce qu'en fait, c'est une décision qui se prend sans faire appel à la Fédération départementale des chasseurs.

**Monsieur le Président**

Monsieur JAOUL, ce matin, convenez-en : vous avez eu tout loisir de défendre votre position. Je vous invite collectivement à la mesure. Là, on est sur une affaire liée à la culture. Monsieur PATERNOT, je lui ai demandé et il l'a accepté. Il pointe à juste titre, et je pense que vous partagez ce point de vue, que dans le monde culturel, on constate quand même qu'il y a de vrais sujets d'inégalité pour l'accès des femmes à des postes de direction artistique dans les aides. Et on a d'ailleurs dans notre Métropole une dynamique qui essaie de pointer cela. C'était plutôt aussi à cela qu'il faisait allusion. Je pense que cela ne sert à rien. Et je vous remercie de comprendre. Et je sais que, sur cette délibération, sur tous les sujets culture, que vous partagerez les orientations que nous défendons d'ailleurs collectivement, qui sont celles qui doivent caractériser le territoire, l'hospitalité aux artistes. On a une appréciation différente sur un sujet. On a pu l'énoncer ce matin. Restons-en là.

## **Laurent JAOL**

Sachez, Monsieur le Président, que dans mon équipe au Conseil municipal, depuis que je suis Maire, j'ai toujours eu plus de femmes que d'hommes, y compris au niveau du personnel communal, il y a plus de femmes que d'hommes. Je ne respecte pas la parité, puisqu'il faudrait que je recrute des hommes.

## **Monsieur le Président**

Cela vous honore. C'est comme Madame HIDALGO qui s'est retrouvée avec une amende parce qu'elle avait plus de femmes dans sa direction générale que d'hommes. Et nous, on peut être très fiers que notre exécutif ait plus de femmes que d'hommes. Les choses avancent, mais on a du boulot, collectivement, là-dessus.

Si vous me le permettez, je vais clore ce débat sur la culture, qui n'est pas une petite délibération anodine. D'ailleurs, tout le monde l'a relevé. Parce qu'elle consiste à dire qu'on « *critérise* » les aides qu'on accorde aux artistes, qu'on va faire attention aux enjeux d'aide en direction des femmes, parce qu'il y a là un poids, il y a des pesanteurs là-dessus, et il faut qu'on y soit extrêmement vigilants. Il y a aussi un objet important, c'est qu'on évite que les artistes aillent se perdre à déposer des dossiers partout. Si un dossier a été examiné par la Ville de Montpellier, à la Métropole il n'y a pas de double instruction. Ce sont des économies en termes de gestion de moyens. Souvent les artistes se retrouvent à passer plus de temps dans les « *paperasses* », même si elles sont nécessaires, que parfois pour le temps de création – cela me rappelle aussi les chercheurs de nos universités.

De manière plus large – en écho à ce qu'a dit Monsieur PATERNOT, Madame SAURAT, mais je crois tout le monde – dans les choix budgétaires de la Métropole, évidemment, nous allons être extrêmement vigilants à la place de la culture. Parce que, depuis le 16 mars, il y a des lieux de culture qui sont fermés, notamment dans le champ des musiques actuelles. Les théâtres n'ont pu que rouvrir partiellement. Et là, y compris parce qu'on va avoir besoin de la parole des artistes après cette crise, il faudra que les collectivités soient au rendez-vous. En tout cas, Montpellier Méditerranée Métropole le sera. J'ai reçu récemment Monsieur DUBOURG, du Syndeac, qui fait un travail admirable au niveau national. Il me disait : la plus grande crainte aujourd'hui du monde culturel, c'est qu'avec le coût de la crise, on fasse le choix de baisser les budgets liés à la culture. Nous serons extrêmement attentifs à cette question-là. Je sais que dans ce Conseil, quelles que soient les histoires des uns et des autres, nous nous retrouverons sur cette position.

Je vous propose de mettre aux voix. Après, on en verra une traduction concrète d'ailleurs avec le Département. J'ouvre le vote de la délibération 53.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Serge DESSEIGNE, M. Bruno PATERNOT, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 82 voix*

*Abstentions : 4 voix*

*Se sont abstenus : Mme Alenka DOULAIN, M. Max LEVITA, Mme Isabelle MARSALA, Mme Joëlle URBANI.*

## **AFFAIRE N° 54 : ANIMATION DU TERRITOIRE - AVENANT N°1 A LA CONVENTION TRIENNALE D'APPLICATION RELATIVE AU FINANCEMENT DES FESTIVALS DU DOMAINE D'O AVEC LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

## **Monsieur le Président**

Affaire n° 54. Je donne la parole à Monsieur CALVAT... Tu ne peux pas, pardon. Il s'agit de la convention entre le Département et la Métropole pour les festivals Printemps des comédiens, Arabesques, Folies lyriques. Il s'agit de la convention de transfert en termes de financement. Ce sont des manifestations, en tout cas pour le Printemps des comédiens, qui n'ont pas eu lieu. Donc le schéma comptable s'est fait à l'euro près. Le Printemps des comédiens a travaillé l'année dernière sur des résidences d'artistes, des lectures sur webradio. Il s'est réinterrogé. Là, il a engagé le Printemps des collégiens. Nous espérons qu'il pourra tenir sa programmation. C'est le travail de discussion avec le Président MESQUIDA qui arrive à terme. Et nous aurons l'occasion avec lui de parler ensemble sur les enjeux de culture dans les semaines qui viennent.

Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix... Monsieur LEVITA, vous souhaitez dire quelque chose. Pardon.



**Max LEVITA**

Simplement sur votre rapport, vous nous indiquez que vous ne toucherez pas à la culture, mais la dernière phrase nous indique que le montant s'élevait à 1,66 million, et vous le rapportez à 1,2 million. La diminution demande une explication.

**Monsieur le Président**

Bien sûr, Monsieur LEVITA. C'est tout simplement parce que le Printemps des comédiens, malheureusement, ne s'est pas tenu. Donc nous n'avons pas eu à engager ces frais-là, sur l'année précédente. Est-ce que vous voyez ce que j'indique ?

**Max LEVITA**

Non. Qu'est-ce qui s'est passé ? Qu'est-ce que vous avez versé en 2020 et qu'est-ce que vous verserez en 2021 ?

**Monsieur le Président**

On reviendra à la convention, telle qu'elle a été prévue. C'est ce que le Département verse à la Métropole. L'année dernière, le Printemps n'a pas eu lieu. Cela vous a manqué, cela nous a manqué. Donc il y a un certain nombre de spectacles qui n'ont pas eu lieu. Donc les frais n'ont pas été engagés. Vas-y, Renaud. Donc on est sur le montant des dépenses qui ont été engagées. L'année qui vient, nous serons sur les montants qui ont été actés lors de la CLECT il y a trois ans. Vas-y, Renaud, éclaire.

**Renaud CALVAT**

Sans rentrer dans le détail, une simple information. La convention qui avait été signée entre les deux Collectivités prévoyait, pour le transfert financier entre le Département et la Métropole pour le Printemps des comédiens, que ce transfert ait lieu si le festival avait eu lieu.

On ne parle pas de l'intercommunalité vers l'association, mais du Conseil départemental vers la Métropole. Il était prévu dans la convention signée par les Présidents et Monsieur le Préfet que la somme serait versée uniquement si le festival avait lieu. Le festival n'a pas pu se tenir. Néanmoins, ils ont engagé un certain nombre de frais, les frais fixes, de fonctionnement de la structure. Donc il y a eu cette discussion et le Département a souhaité malgré tout, même si le festival n'a pas eu lieu, apporter sa pierre à la Métropole, en fonction des dépenses réellement effectuées. Merci.

**Max LEVITA**

Merci.

**Monsieur le Président**

Délibération adoptée.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Geniès BALAZUN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix*

**AFFAIRE N° 55 : RESSOURCES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 55. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 56 : RESSOURCES - ASTREINTE D'ACCUEIL POUR LES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 56. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole auprès du rapporteur ? Je mets aux voix. Adoptée.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 57 : RESSOURCES - DETERMINATION DU TAUX DE PROMOTION POUR L'AVANCEMENT A L'ECHELON SPECIAL OU DE CLASSE EXCEPTIONNELLE SUR CERTAINS GRADES - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 57. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 58 : RESSOURCES - MODALITE DE VERSEMENT DES ALLOCATIONS RETOUR A L'EMPLOI DANS LE CADRE D'UNE CREATION D'ENTREPRISE (AIDE A LA REPRISE OU A LA CREATION D'ENTREPRISE) - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 58. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 59 : RESSOURCES - PRECISIONS RELATIVES AUX TARIFS - MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°M2020-483 DU 17 DECEMBRE 2020 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 59. Monsieur ASSAF. C'est très simple. Est-ce qu'il y a des questions ? Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 60 : RESSOURCES - GESTION DE LA DETTE - DEMANDE DE RECONDUCTION DU FONDS DE SOUTIEN**

**Monsieur le Président**

Affaire 60. Est-ce qu'il y a des questions auprès de Monsieur CALVAT ? Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 61 : RESSOURCES - ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION (AC) AUX COMMUNES - MONTANTS PREVISIONNELS 2021 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 61. Montants prévisionnels des AC. Est-ce qu'il y a des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix l'affaire 61. Monsieur RICO.

**Jean-Pierre RICO**

Dans le cadre de la délibération, il est précisé les montants versés par les communes à la Métropole. Je parle pour les AC. Il n'y a pas de montant versé, pour la partie ACI, de compensation éventuelle versée par la Métropole en complément, ce que nous appelons la bonification Métropole.

**Renaud CALVAT**

Si, enfin, normalement, Jean-Pierre, tu dois avoir à la fois les attributions de compensation de fonctionnement et d'investissement. Dans le document, il y a les deux. Les deux premières pages concernent les attributions de compensation de fonctionnement, et les pages 2 et 3 les AC d'investissement. Cela n'a pas changé par rapport aux années précédentes, puisque – comme tu le sais – nous avons toute l'année 2021 pour mettre en place le pacte financier et fiscal de la Métropole. Donc là nous sommes sur le principe des AC, que nous avons décidés collectivement, ensemble, précédemment. Tu veux le montant pour Pérois ? Tu dois l'avoir.

**Jean-Pierre RICO**

Absolument. Je l'ai. Dans la délibération, il y a effectivement deux parties : il y a la partie des attributions de compensation et il y a un deuxième tableau qui fait état des attributions de compensation investissement. Dans le cadre d'une compensation d'investissement, il y avait une bonification qui était de la même hauteur, donnée par la Métropole. Or dans le tableau, la colonne est vide.

**Renaud CALVAT**

Parce qu'il avait été laissé le choix, rappelle-toi, aux communes, soit de pouvoir modifier leur attribution de compensation d'investissement, soit de conserver l'ancienne attribution de compensation avec une bonification métropolitaine. Je n'ai plus en mémoire ce qu'avait choisi la Ville de Pérois. Si sur le tableau cela n'est pas ce que tu avais choisi, on le modifiera. Tu te rappelles le débat qu'on avait eu, où on avait proposé aux communes il y a deux ou trois ans – Monsieur LÉVITA pourra me compléter – de pouvoir modifier leur attribution de compensation d'investissement, de mettre plus. Celles qui n'ont pas souhaité mettre plus pouvaient bénéficier d'une bonification, mais dans ce cas-là, elles rajoutaient des fonds de concours supplémentaires.

Le choix avait été laissé. À peu près deux tiers des communes ont choisi de modifier ; un tiers a choisi de conserver le premier système mis en place en 2017. Je n'ai plus en tête ce que Pérois avait choisi. Nous n'avons absolument pas changé le modèle précédent. Sauf que, là, ce que nous votons, ce sont les échanges financiers entre les deux collectivités. Je vais vérifier pour la situation de Pérois ce que tu avais choisi, et si ce qui est proposé-là est bien conforme à ce que tu avais choisi il y a deux ans.

**Jean-Pierre RICO**

Ok, merci.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 62 : RESSOURCES - ADMISSIONS NON VALEUR - EXERCICE 2021 - APPROBATION**

*M B. BELLANGER quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme J. FRÊCHE.*

**Monsieur le Président**

L'affaire 62, ce sont les admissions en non-valeur. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je mets aux voix la délibération.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

## **AFFAIRE N° 63 : RESSOURCES - AVANCES REMBOURSABLES DESTINEES A SOUTENIR LES AUTORITES ORGANISATRICES DES MOBILITES - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Affaire 63. C'est ce qu'évoquait le Vice-Président ce matin sur le soutien, les avances de trésorerie, les pertes de recettes liées au confinement, notamment pour la société de transport. Je mets aux voix. Pas de demande de prise de parole ? Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

## **AFFAIRE N° 64 : HORS COMMISSION - DEBAT SUR L'ELABORATION D'UN PACTE DE GOUVERNANCE ENTRE LES COMMUNES ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**

### **Monsieur le Président**

Affaire 64, qui porte sur l'élaboration du pacte de gouvernance entre les différentes communes qui composent notre intercommunalité et la Métropole.

Donc nous avons déjà posé un certain nombre de principes, notamment la place des Maires qui participent au Bureau de la Métropole, aux côtés de l'exécutif, et donc de pouvoir continuer à travailler à améliorer le fonctionnement de la Métropole, de définir ce qui est d'intérêt communautaire, ce qui est d'intérêt communal, et donc de travailler aux modalités d'exercice des compétences qui nous sont données.

C'est d'ailleurs pour cela que j'ai répondu tout à l'heure à notre collègue le Maire de Saint-Brès qu'il n'y a pas de groupe, parce que notre intercommunalité avait été fragilisée quand un groupe En Marche avait été créé par le précédent exécutif. Notre intercommunalité, c'est d'abord un lieu où des communes travaillent ensemble, où certes des hommes et des femmes – et c'est très respectable – défendent leur sensibilité, leur expression. Et l'écoute des uns et des autres permet d'enrichir le débat, d'essayer de trouver des points d'équilibre dans les politiques publiques que nous menons. Nous nous donnons six mois environ pour pouvoir élaborer ce nouveau pacte de gouvernance. Donc je propose que ce soit de manière opérationnelle Renaud CALVAT qui anime le groupe de travail. Ensuite, nous aurons collectivement à délibérer dessus. Monsieur LAFFORGUE demande la parole.

### **Frédéric LAFFORGUE**

Monsieur le Président, c'est une délibération importante, sur le pacte de gouvernance. Bien sûr, je me réjouis de cette délibération, qui acte la volonté de notre Métropole de se doter d'un pacte de gouvernance. En effet, rappelons le caractère facultatif, mais absolument essentiel, de cet outil juridique qui permet, comme l'écrit l'Association des Maires de France, « *de placer les élus communautaires et municipaux au cœur de l'intercommunalité dans sa gouvernance et son fonctionnement au quotidien* ». Plusieurs questions peuvent se poser. Comment faire émerger une décision supra-communale tout en respectant la juste place du Maire et des élus locaux ? Comment construire un équilibre entre efficacité et proximité dans la mise en œuvre des politiques publiques ? Comme vous le voyez, la qualité de la relation entre notre Métropole et ses communes membres constitue autant un enjeu de démocratie que d'efficacité des politiques publiques.

Cette délibération appelle toutefois de ma part trois observations. Sur la méthode d'élaboration du pacte, la réussite de cette démarche et la portée de ce pacte reposeront sur la concertation effective qui sera organisée avec l'ensemble des communes. En ma qualité de Maire de la deuxième Ville de la Métropole, je souhaite bien sûr être associé étroitement à cette élaboration. Sur les délais, cette démarche de concertation requiert du temps, que nous n'avons malheureusement pas en l'espèce. En effet, la loi engagement et proximité impose que le pacte de gouvernance soit adopté dans les neuf mois suivants le renouvellement général des conseils municipaux, ce qui, selon mes calculs, nous mène aux premiers jours du mois d'avril, et doit inclure la rédaction, la présentation aux Conseils municipaux et l'adoption par le Conseil de Métropole.

Donc cela va être une course contre la montre que nous allons devoir livrer. Sur le périmètre de la réflexion, outre les points déjà évoqués par la délibération (valeur portant la coopération métropolitaine, association des communes au processus de décision, conditions d'exercice des compétences transférées), le pacte de gouvernance peut également avoir pour objet de définir les objectifs à poursuivre en matière d'égalité : représentation des femmes et des hommes au sein des organes de la gouvernance – je ne parlerai pas de chasse cette fois-ci – notre intercommunalité ayant été l'une des premières – cela remonte à 2012 – à signer la charte européenne pour l'égalité femme-homme dans la vie locale. Il me semble essentiel d'intégrer cette thématique à notre réflexion. Là encore, la Ville de Castelnau-le-Lez se tient à votre disposition, puisque nous avons nous aussi largement engagé cette réflexion, en confiant à Sylvie ROS-ROUART – ici présente à la Métropole – la délégation à l'égalité femme-homme, et nous nous apprêtons aussi à signer cette charte. Je vous remercie, mes chers collègues.

### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur LAFFORGUE, pour votre propos. Je voudrais bien vous rassurer sur quelque chose. Notre intercommunalité a été très marquée par des conflits – on en a beaucoup parlé. Je souhaite que nous ayons des formes d'apaisement des expressions, même si parfois chacun a besoin d'affirmer ses convictions – c'est tout à fait respectable. Elle a aussi été marquée par des transferts qui, parfois, ont questionné l'efficacité des politiques publiques et la relation interco-Maires, et donc comment on répond de manière efficace à nos administrés pour que le service public soit le mieux rendu possible. Donc elle est interrogée dans son fonctionnement, et ici Michelle CASSAR aura un rôle très important à jouer en tant que Vice-Présidente également en charge de la relation de proximité aux usagers. Nous avons du temps. Il fallait que nous délibérions dans les neuf mois après le renouvellement de notre Assemblée. Ensuite, on prend ce temps.

On se donne là un semestre. L'urgence, c'était de délibérer là-dessus et on se donne un semestre pour bien poser cela, pour bien établir à la fois le socle de l'intercommunalité, dont tout le monde ici mesure qu'elle est indispensable, *a fortiori* compte tenu des situations du point de vue des finances locales, d'une part, et d'autre part comment nous pouvons la rendre plus efficace. Donc c'est ce travail que Renaud CALVAT va conduire de manière opérationnelle, avec chacun des Maires, chacun des exécutifs. C'est une délibération importante que nous prenons, ou plutôt que nous aurons à prendre, pour définir les modalités de bon exercice de la solidarité intercommunale, de l'esprit d'intérêt communautaire, qui est vital. Renaud, tu veux compléter ?

### **Renaud CALVAT**

Très rapidement, Monsieur le Président, parce que vous l'avez dit. Le délai de neuf mois n'est pas contraignant pour sortir le pacte. Il fallait lancer la procédure, en revanche, et c'est ce que vous avez fait. Dire aussi que, pour vous et pour nous tous, le Maire ainsi que son Conseil municipal sont des acteurs majeurs de la gestion de notre territoire. Nous n'avons pas attendu – c'est aussi un souhait – la rédaction de ce pacte pour commencer à agir et à fonctionner avec vertu. J'en veux pour preuve, par exemple, que l'une de vos premières décisions a été de transformer la Conférence des Maires en un vrai Bureau qui examine l'ensemble des rapports soumis au vote du Conseil. Chaque Conseil est précédé d'une réunion du Bureau, composé des Vice-Présidents et de tous les Maires. Que la commune accueille 1 050 habitants ou qu'elle en accueille 300 000, Monsieur le Maire de Montpellier, nous sommes tous égaux dans cette Conférence des Maires.

De la même façon, lorsque nous avons mis en place les sept commissions thématiques, nous avons souhaité aussi que chaque commune, quelle que soit sa taille – parce que c'est ce qui fait la force, je pense, vraiment, de Montpellier Méditerranée Métropole – puisse envoyer deux représentants de son Conseil municipal par commission. Je crois que c'est vraiment important. Nous sommes 31 communes, 31 Maires femmes et hommes, des centaines de conseillers municipaux dévoués pour nos territoires. Ce que nous allons mettre en place avec tous les Maires, et toutes les femmes et les hommes qui sont engagés dans les Conseils municipaux de la Métropole, c'est un outil volontaire de partenariat apaisé. Mais nous allons aussi devoir tout revoir ensemble : la façon de travailler, créer le sens intercommunal, le pacte financier et fiscal – on l'a dit. C'est un chantier extraordinaire, mais qui devra nécessiter l'engagement de toutes et tous, quelle que soit la taille de la commune.

### **Monsieur le Président**

Merci Renaud. Michelle CASSAR, peut-être, un petit mot. Et après, on passe au vote.

## **Michelle CASSAR**

Merci, Président. Un tout petit mot, pour simplement dire toute ma satisfaction d'entendre ce discours, parce qu'il est vrai que l'intercommunalité est une coopération – on l'a dit et redit. Bien souvent, dans des temps passés, cela a peut-être été un peu oublié. Il s'agit de remettre en avant le Maire, à la position qu'on occupe au sein de cette intercommunalité, et surtout de pouvoir redonner une belle image de la Métropole vis-à-vis des usagers, parce que cela est très difficile à gérer au quotidien, et chaque Maire le voit sur sa commune. Je pense qu'à l'heure actuelle, la Métropole n'a pas l'image qu'elle devrait avoir auprès des usagers, et c'est à chacun de nous de participer et de remettre à niveau tous ces travaux que nous devons mener ensemble, en coopérant, en bonne efficacité. Merci.

## **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, chère Michelle CASSAR, de ces propos. C'est un des gros sujets, qui concernent à la fois notre pacte de gouvernance d'une part, et d'autre part la réorganisation de l'administration, pour que le service public soit au rendez-vous, dans les délais. La question n'est pas de dire qui fait quoi, Métropole, commune, mais quand le Maire est interpellé, qu'il puisse dire quand et à quelle heure les choses seront faites. Si nous disons « *c'est dans quinze jours* » à nos administrés, ils peuvent le comprendre si cela est fait dans les quinze jours. Ils peuvent le comprendre si on leur dit clairement pourquoi cela n'avance pas ou cela avance. Mais si on leur dit « *ce n'est pas nous, c'est la Métropole* » ou si la Métropole dit « *ce n'est pas nous, c'est le Maire* », c'est sûr, on ne s'en sort pas. C'est bien tout l'enjeu du travail qui est le nôtre. Nous avons fait le choix d'être ensemble.

Notre édifice intercommunal est hérité de François DELMAS, Georges FRÊCHE, Jean-Pierre MOURE, Philippe SAUREL, aujourd'hui nous. C'est quand même un choix de solidarité, de coopération ; l'exigence doit être d'être toujours le plus efficace possible dans nos missions de service public et des enjeux qui sont posés sur notre territoire (l'eau, l'assainissement, l'attractivité économique, etc.). Je crois qu'il va y avoir un dialogue. En tout cas je sais pouvoir compter sur chacun d'entre vous pour qu'il soit le plus fécond possible.

L'enjeu est d'atteindre ces objectifs d'équilibre et de satisfaction de nos concitoyens sur les missions qu'ils nous confient, soit dans les communes, soit à travers l'intercommunalité au service des communes.

Je vous propose de passer au vote pour lancer cette démarche extrêmement importante du pacte de gouvernance. Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

## **AFFAIRE N° 65 : HORS COMMISSION - CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - CONSTITUTION - APPROBATION**

## **Monsieur le Président**

Affaire n° 65. Nous lançons l'appel à candidatures pour la co-animation femme-homme (un binôme) du futur conseil de développement, qui est une instance qui associe la société civile, les grands acteurs du territoire, aux grandes réflexions prospectives. Monsieur LAFFORGUE faisait référence à la démarche engagée depuis 2012, exécutif partiaire – ce que la loi ne nous oblige pas – tel est le cas. Là, une co-animation femme-homme, un duo, du conseil de développement, qui sera un espace très actif, très prospectif, très libre dans ses interpellations, dans ses saisies. On en parlera lors du prochain Conseil de Métropole.

Je propose de mettre aux voix cette délibération. Je mets aux voix

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Alenka DOULAIN.*

## **AFFAIRE N° 66 : HORS COMMISSION - REPRESENTATIONS DU CONSEIL DE METROPOLE - DESIGNATIONS**

### **Monsieur le Président**

Affaire n° 66. Représentations du Conseil de Métropole. À ACM Habitat, il y a eu, su les personnalités qualifiées, des changements de responsabilité. Donc nous proposons que Monsieur Thierry BALIX Président du GIHP – dont je veux saluer l'action pour la mobilité des personnes en situation de handicap – puisse y siéger, et Madame Nathalie BULCKAERT-GREGOIRE, pour ACM. Et pour le collège de déontologie, qui va nous accompagner sur un certain nombre de process, qui va nous permettre de veiller au respect de la déontologie dans l'action publique, d'améliorer nos process, je vous propose la candidature du juge bien connu Régis CAYROL, qui a été Président de la cour d'assise de Montpellier pendant de très nombreuses années. Le juge CAYROL était une des figures du monde judiciaire à Montpellier. Il est maintenant en retraite. Il préside le théâtre Le Cratère à Alès. C'est un magistrat en retraite qui a servi le bien commun durant toute sa carrière, très apprécié par nombre de magistrats de notre territoire. Je pense qu'il est une personne qui nous accompagnera très largement dans la déontologie, si nécessaire, qui doit présider à l'action de notre Collectivité.

J'en profite pour dire un petit mot. Je regrette que l'association Anticor ait du mal à obtenir son agrément pour pouvoir ester en justice après l'intervention de lanceurs d'alerte. On a un certain nombre d'articles de presse, radio, TV, journaux qui nous signalent cela. Anticor joue un rôle important dans la lutte contre la corruption en France. Je crois – enfin j'espère – que le ministre de la Justice, Monsieur DUPOND-MORETTI, ne traînera pas sur ce sujet. Il est très important qu'il existe des associations qui puissent œuvrer comme contre-pouvoirs de l'action publique. J'espère que, très rapidement, les choses, de ce point de vue, rentreront dans l'ordre.

Je propose de mettre aux voix ces représentations.

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations des instances internes et organismes extérieurs suivants :

<b>Organismes</b>	<b>Représentations</b>
ACM Habitat	<i>2 personnalités qualifiées :</i> Mme Nathalie BULCKAERT-GREGOIRE et M. Thierry BALIX en remplacement de Mmes Virginie NORMAND et Jocelyne ROCHE
Collège de déontologie	<i>1 personnalité qualifiée</i> M. Régis CAYROL

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 86 voix*

*Abstentions : 3 voix*

*Se sont abstenues : Mme Alenka DOULAIN, Mme Clothilde OLLIER, Mme Célia SERRANO.*

## **AFFAIRE N° 67 : RESSOURCES - MANDAT SA3M POUR LA REALISATION DU CENTRE D'ART CONTEMPORAIN MOCO - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - APPROBATION**

### **Monsieur le Président**

Maintenant, nous allons examiner les comptes rendus annuels à la Collectivité. Ils ont été présentés et débattus à la commission ressources. L'affaire 67, c'est le mandat à la SA3M pour le MOCO. Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 68 : RESSOURCES - MANDAT SA3M POUR LA REALISATION DU NOUVEAU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

N° 68. Mandat de la SA3M pour le Conservatoire. Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 69 : RESSOURCES - MANDAT SA3M POUR L'INTEGRATION DES SERVICES DE LA MEDIATHEQUE FEDERICO FELLINI AU SEIN DE LA MEDIATHEQUE EMILE ZOLA - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

N° 69. Mandat de la SA3M pour les travaux sur la médiathèque Fellini. Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 70 : RESSOURCES - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - CONCESSION D'AMENAGEMENT DU FRIGOULET - VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VEAS) ET RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU FRIGOULET - COURNONSEC - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC)- EXERCICE 2019 - AVENANT N°5 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 70. Je mets aux voix.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 71 : RESSOURCES - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZAC CANNABE - COMMUNE DE COURNONTERRAL - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - AVENANT N°2 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 71. Madame DOULAIN.

**Alenka DOULAIN**

Merci, Monsieur le Président. De l'affaire 71 à 89, ce sont évidemment les validations de comptes rendus annuels à la Collectivité des différentes ZAC, développées par un soucis d'aménagement. Même si ces bilans sont ceux de 2019, ils ont, pour certains, été rédigés dernièrement. On y mentionne notamment le nouveau projet de ZAC sur Ode à la Mer. Et dans tous ces bilans, un certain nombre de ZAC envisagent des extensions, notamment sur des ZAC commerciales, notamment l'affaire 83 sur l'extension d'Odysseum, avec une augmentation de surface de 13 000 mètres carrés. Pour être très honnête, dans tous ces compte rendus, on a vraiment l'impression qu'il y a, entre guillemets, la promesse d'ouvrir de nouvelles surfaces commerciales hors centre-ville, où l'objectif de manière générale de zéro artificialisation nette, n'est pas trop arrivé aux oreilles de la SA3M.



Est-ce que c'est parce que la Vice-Présidente à l'urbanisme n'est pas nommée au sein des conseils d'administration de la SA3M ni de la SERM ? Ce qui nous paraît d'ailleurs assez incroyable, puisque ce sont de vraies questions qui sont en lien aussi avec la stratégie à la fois du développement commercial et de la gestion de l'urbanisme à Montpellier. Est-ce qu'on peut nous expliquer cette anomalie ? Car je crois que nous sommes une des rares métropoles de France où on est dans ce cas-là. Madame MANTION est en fait la Vice-Présidente à l'urbanisme ou aux permis de construire : cela ne semble pas très clair aujourd'hui.

Ce qui m'amène à ma deuxième question. On avait été heureux en début de séance – même si on n'était pas forcément d'accord sur la stratégie – d'avoir l'ensemble du plan mobilités sur cinq ans, avec l'ensemble des aspects. Mais aujourd'hui, la question a déjà été posée en début de Conseil, sur la stratégie vis-à-vis des documents d'urbanisme. Pour moi, le calendrier 2021 n'est pas très clair, de la révision du PLUi, de son lien avec le SCoT. Il nous a été répété à plusieurs reprises qu'on aurait ces éléments. Quand pensez-vous pouvoir nous les présenter ? Pour le dire autrement, sur la stratégie zéro artificialisation nette, cela commence quand ? Parce que, si on bétonne tout et qu'on attend pour pouvoir dire « *c'est bon, maintenant on arrête* », cela n'a pas trop d'intérêt. On voulait profiter de ces affaires pour avoir des éléments sur cette stratégie.

### **Monsieur le Président**

Madame DOULAIN, je réponds. Je vous remercie d'ailleurs d'interroger pas rapport par rapport – je suppose – mais en début. Donc je vous réponds de manière très claire. Un : pas d'extension commerciale. Donc, ajournement dans le CRAC d'Ode à la Mer du projet *Shopping Promenade*. 110 000 mètres carrés de commerces qui étaient prévus, c'était assurément la mort du centre-ville de Montpellier, mais aussi des commerces de proximité. Néanmoins, dans la ZAC Ode à la Mer, réinvestissements urbains du Soriech et du Fenouillet – le Maire de Pérols y est très attaché – pour un projet de désartificialisation des sols. Donc ce traitement-là. Et nous sommes très vigilants aux grands équilibres commerciaux existants.

D'ailleurs, lundi prochain en Conseil municipal, nous aurons une prise de parole sur le sujet d'Oxylane.

Deuxième aspect important – vous l'avez saisi – : nous souhaitons dans chaque Conseil qu'il y ait un grand dossier qui puisse être un peu en début de séance pour poser la stratégie. Sur la stratégie du PLUi – qui est très attendue par les Maires au demeurant – le début de la concertation avec la population interviendra à la fin du premier semestre. À ce moment-là, avec un horizon – beaucoup de Maires aimeraient plus tôt – mais un horizon délibération 2023. Et bien sûr, l'objectif de zéro artificialisation nette des sols est le cap que nous nous donnons à la fin de la décennie. Donc c'est un gros paquebot qu'il nous faut collectivement faire évoluer, mais qui se traduira dans les documents d'urbanisme. Nous le verrons : de plus en plus de projets vont être des projets de réinvestissement urbain, sur lesquels nous allons plutôt travailler la hauteur que l'extension, et réduire au maximum les emprises d'extension.

Tant que j'y suis, vous avez interrogé sur Odysseum. On lance un petit travail prospectif sur les évolutions de ce site, y compris de grandes nappes de parkings qui peuvent exister et qui ont été très consommatrices de surfaces et d'imperméabilisation, pour savoir ce que nous pouvons éventuellement réaliser à cet endroit, ou transformer à cet endroit. Travail prospectif. Si on prend des décisions là-dessus, on regardera, mais aujourd'hui, tout cela est interrogé. Les questions d'urbanisme sont des questions du temps long, sont des questions prospectives, majeures. Madame MANTION aura l'occasion de s'exprimer là-dessus. Il y aura un temps délibératif de début de séance consacré à cela.

Je vous propose de passer au vote sur l'affaire 71.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 72 : RESSOURCES - COMMUNES DE LATTES ET DE PEROLS - CONCESSION D'AMENAGEMENT ODE A LA MER - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - AVENANT N°6 A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 72. On passe au vote.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 74 voix*

*Abstentions : 2 voix*

*Se sont abstenus : M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Catherine RIBOT.*

**AFFAIRE N° 73 : RESSOURCES - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZAC DESCARTES - COMMUNE DE LAVERUNE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 73. Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 88 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Catherine RIBOT.*

**AFFAIRE N° 74 : RESSOURCES - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE CASTELNAU-LE-LEZ - CONCESSION EUREKA - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - AVENANT N°18 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 74. Les administrateurs de la SERM ne votent pas, ne prennent pas part au vote. Madame BORNE, pardon. Pardon, Mathilde.

**Mathilde BORNE**

Pas de souci. J'ai juste besoin de quelques éclaircissements pour décider de mon vote sur cette délibération concernant le groupe scolaire qui était prévu sur la zone Eurêka.

En fait j'ai trois questions. À la lecture du Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2019, il est précisé que ce CRAC 2019 modifie le calendrier de versements du fonds de concours communal en lien avec le calendrier opérationnel de la réalisation du groupe scolaire communal. En gros, il y a 500 000 euros en 2021 au lieu de 2 millions et quelques – je passe. En 2022, il y a aussi un versement ; en 2023 aussi. C'est au bas de la page 9 du CRAC. Ma première question est : est-ce que ces versements sont destinés au soutien financier au projet de construction du quatrième groupe scolaire prévu par la Municipalité à la place du terrain de foot Jean-Fournier aujourd'hui – et plus sur la zone Eurêka, école qui n'est donc plus dans ce quartier et qui est même assez éloignée de plus de 2,5 kilomètres des premiers logements livrés ?

Ma deuxième question. En plus, aucun des documents présentés ici n'évoque le déménagement du groupe scolaire. Les documents approuvés en 2017 lors de la délibération du 27 janvier 2017, justement, précisaient même que la réalisation de cette école communale était prévue sur le quartier Eurêka lui-même, afin de répondre aux besoins générés par la population et les usagers du quartier. C'est en page 2, paragraphe 6.3 de la note de présentation des modalités prévisionnelles de financement.

Ma deuxième question est : pourriez-vous nous confirmer qu'une parcelle au sein du quartier Eurêka est toujours prévue et réservée pour cette école communale ? Si non, est-ce que cela signifie qu'à l'occasion de cette délibération que la Métropole supprime la réalisation d'un groupe scolaire sur cette zone ?

Je vous l'avais déjà exprimé précédemment, mais on réaffirme le besoin d'avoir une école au sein de ce quartier, et donc la nécessité de prévoir à l'avance un cinquième groupe scolaire dans cette zone. Aujourd'hui, les premiers habitants de ce quartier sont déjà là et ils se retrouvent à plus de 2,5 kilomètres d'une première école communale, ce qui est embêtant. Lorsqu'on pense particulièrement aux familles monoparentales, qui sont parfois non-motorisées, elles auront toutes les difficultés pour accéder aux écoles. Ce ne sera donc malheureusement pas la ville du quart d'heure, pour le coup, mais plutôt l'école du trois quarts d'heure. Merci pour vos réponses.

#### **Monsieur le Président**

Madame BORNE, je vais laisser Monsieur le Maire de Castelnau-le-Lez vous répondre sur certains points. Mais il y en a un que je vais indiquer, à la fois pour vous et pour un certain nombre d'acteurs. Il est très important que, dans les ZAC, les conventions de participation aident au financement des écoles. Parce qu'après, cela impacte les budgets des communes. A, pour le coup, c'est le cas. Ensuite, je vais laisser Monsieur LAFFORGUE vous répondre sur les questions de localisation. Frédéric.

#### **Frédéric LAFFORGUE**

Oui, Monsieur le Président. Plusieurs réponses. La première. En effet, il a été acté le financement du groupe scolaire dans la ZAC Eurêka. Ce n'était pas une habitude de la part de la SERM de financer des groupes scolaires. Je tiens à le dire.

#### **Monsieur le Président**

Exactement.

#### **Frédéric LAFFORGUE**

Je crois qu'on était la première ZAC et c'était une négociation avec Stéphanie JANNIN – il faut rendre à César ce qui est à César – Stéphanie avait accepté que pour la ZAC Eurêka, dans le CRAC, soit prévu le financement d'un établissement scolaire. En effet, il était prévu à l'origine sur la ZAC Eurêka. Le problème d'enfouissement des lignes électriques a retardé la réalisation du projet, donc une proposition a été faite à un autre endroit, et il a bien été validé avec la SERM ce financement du groupe scolaire Jacques CHIRAC, qui est à quelques mètres d'Eurêka. Donc je pense que Madame BORNE a dû oublier ce matin le vote qu'il y a eu sur les bus à haut niveau de service, puisque la ZAC Eurêka est desservie par deux lignes de bus à haut niveau de service, donc la ligne 2 qui sera complètement à proximité, puisqu'il y aura un arrêt à proximité du quatrième groupe scolaire Jacques CHIRAC.

Dans le plan du CRAC a été acté avec la SERM le planning financier. On l'a acté parce qu'il y avait des décalages de paiement. Comme la vente des terrains était un petit peu retardée sur la ZAC Eurêka, en collaboration entre la Ville et la SERM, on a accepté le re-étalement de l'échéancier, qui correspond en même temps à l'avancement des travaux du groupe scolaire. On a reporté cela jusqu'en 2023. La Ville aussi a participé à cet étalement du versement de la participation de la SERM. Voilà, sur la ZAC, tout avait été prévu sur ce sujet. Et je tiens à souligner, sur le financement, je crois, à hauteur quasiment de 3 millions d'euros, la part de la ZAC, qui n'était pas une habitude. Merci à vous.

#### **Monsieur le Président**

Merci beaucoup, Monsieur le Maire, d'avoir apporté ces éclaircissements à Madame BORNE. Je partage complètement, parce que, le Maire de Montpellier que je suis, sur la ZAC Saint Roch ou sur la future ZAC du Coteau, pour l'instant, il n'est pas prévu que la ZAC finance la réalisation d'une école. Et cela fait partie des discussions que nous allons avoir, parce que c'est vraiment très problématique. On ne peut pas accueillir de nouveaux habitants ou des habitants, sans que l'équipement élémentaire, au sens propre comme au sens figuré, soit réalisé – en tout cas financé – par les conventions de participation de la ZAC.

Je vous propose de passer au vote sur l'affaire 74. C'est normal que Mathilde s'abstienne.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 78 voix*

*Abstention : 1 voix*

*S'est abstenue : Mme Mathilde BORNE.*

## **AFFAIRE N° 75 : RESSOURCES - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZAC EUROMEDECINE II - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE GRABELS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - AVENANT N°12 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

*Mme E. LLORET quitte définitivement la séance et donne pouvoir à Mme C. VASSAS-MEJRI.*

### **Monsieur le Président**

Affaire 75. Je mets aux voix. Monsieur REVOL. Monsieur le Maire.

### **René REVOL**

Bien entendu, je prends acte de ce CRAC concernant Euromédecine. Mais je voudrais que nous nous engagions dans une réflexion plus au fond, pour repenser cette ZAC – comme je l'ai dit aux services – car elle est au cœur du projet Med Vallée, et actuellement, elle n'intègre pas cette perspective.

Il faut donc qu'on réfléchisse à la façon dont on va vertébrer cette ZAC, qui est urbanisée à 40 %. Il nous reste 60 %. Il faut intégrer cela au projet Med Vallée, tant dans ses dimensions santé, recherche, environnement, espaces verts, tout cela à côté d'un éco quartier qui sera zéro déchet, zéro voiture et zéro énergie carbonée. On a vraiment un projet d'avenir ici. Et la Ville de Grabels est prête à la porter avec la Métropole. Mais pour cela, il faut que la ZAC Euromédecine s'intègre dans le processus.

### **Monsieur le Président**

Monsieur le Maire, cher ami, je ne peux que partager ces propos. La ZAC Gimel est un très beau projet, dans lequel la Tuilerie jouera aussi un rôle important. Nous avons eu l'occasion d'en parler. Éric PENSO est dans les starting-blocks sur ce dossier.

Effectivement, la ZAC Euromédecine doit s'intégrer. C'est même un des piliers de Med Vallée, pour qu'on ait de la cohérence sur l'implantation de l'activité économique sur notre territoire. Et je voudrais rassurer ici un certain nombre d'acteurs qui, parfois, s'inquiètent, quand on dit qu'on a un projet économique au Nord de la Métropole. C'est bien parce qu'on a une ceinture verte au Nord de la Métropole, et qu'on doit y être très attentifs, que cela peut donner des opportunités pour accueillir des entreprises dans les domaines du bien-être, de la santé, de l'alimentation et de l'environnement dans ce secteur-là. C'est pour donner de la cohérence et de la lisibilité à Euromédecine qu'on doit bien l'inscrire dans Med Vallée, parce que, parfois, on s'est retrouvé à avoir des activités qui n'avaient rien à voir avec le terme de « médecine ».

Je te vois acquiescer, cher René. Là, il y a un enjeu essentiel. Je vais prendre un exemple. Des entreprises du domaine médical sont venues nous voir, elles voulaient s'implanter à Cambacérès. On leur a dit : « *On va travailler pour vous implanter plutôt sur le Nord de la Métropole, plutôt sur Euromédecine, pour qu'on soit à proximité de l'écosystème de la recherche, le CHU, nos universités.* »

Je le dis : la démarche de Med Vallée, pareil, on en a beaucoup parlé ; elle s'inscrit davantage dans ce qui ressemble à Nice Sophia Antipolis, c'est-à-dire, justement, dans un environnement très protégé du point de vue de l'environnement, mais très cohérent. Merci de ces propos, chers René.

C'est l'occasion pour moi, ici, publiquement – *Midi Libre* s'en est fait l'écho – de saluer l'entreprise IDVet, qui va fournir à notre pays et au monde les tests salivaires. Nous allons sortir de ces tests qui, parfois, sont peu agréables – ô combien nécessaires mais peu agréables. Cela se passe où ? À Euromédecine, entre Grabels et Montpellier. Ce sont des chercheurs montpelliérains. Il y a ici un terrain d'excellence. Quand je vois les résultats d'IDVet, mes chers collègues, cela me rassure. Parce que, quand je vois que notre pays, l'Institut Pasteur n'a pas réussi à remporter la course contre le vaccin – je ne blâme personne – mais je nous invite collectivement à nous interroger.

Nous sommes aujourd'hui dépendants des Britanniques, voire des Russes – j'allais dire des Soviétiques, pardon – ou des Cubains pour le vaccin. C'est bien la preuve qu'il faut qu'on travaille sur notre écosystème de recherches : à la fois soutenir la recherche fondamentale, créer un terrain propice à l'innovation. IDVet, c'est vraiment une de ces entreprises phares, majeures, qui est à la frontière entre Grabels et Montpellier, qui est sur le territoire de la Métropole, et qui crée quasiment 15 emplois par an, et qui aujourd'hui, dans la crise, apporte des réponses.

Voilà une entreprise emblématique de ce que doit être la Med Vallée demain et, fort de cette énergie, dégager de la cohérence. Il ne s'agit pas de commercialiser des terrains là-bas pour y mettre des solutions de lavage pour voitures. Il faut qu'on travaille sur cet écosystème, sur cet environnement et que, demain, les futurs résidents de Gimel soient les personnes qui ont un emploi dans cette ZAC pour, justement, limiter les mobilités et faire écho aux débats que nous avons eus ce matin.

René, merci du « *donner acte* », mais les enjeux sur ce point sont importants. On aura l'occasion aussi, lors d'un Conseil, avec Madame EMAD, de bien préciser les attendus de Med Vallée. Nous y travaillons. Pour avoir un travail fourni, en tout cas conséquent, il nous faut là aussi un petit peu de temps. Vraiment, j'en profite – parce que je pense que tu connais bien IDVet – la performance qu'ils ont accomplie est remarquable.

Je me permets, en notre nom à tous, de les saluer.

Je mets aux voix.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 76 : RESSOURCES - OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT (OPAH) COPROPRIETES DEGRADEES QUARTIER MOSSON / PLAN DE SAUVEGARDE COPROPRIETE « LES CEVENNES » A MONTPELLIER - MANDAT D'ETUDES ET PRESTATIONS D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE/SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 76. C'est le CRAC sur les copros dégradées Mosson et Cévennes, dont Coralie MANTION nous a parlé tout à l'heure. Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 77 : RESSOURCES - CONCESSION CAMBACERES - SA3M - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - AVENANT N°8 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 77. Je mets aux voix. Le vote est ouvert.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 67 voix*

**AFFAIRE N° 78 : RESSOURCES - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAC HIPPOCRATE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 78. Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 79 : RESSOURCES - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAC EXTENSION HIPPOCRATE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - AVENANT N°1 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 79.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 67 voix*

**AFFAIRE N° 80 : RESSOURCES - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAC ODYSSEUM EST - COMPTE-RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019**

**Monsieur le Président**

Affaire 80. Je mets aux voix. Le vote est ouvert.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 81 : RESSOURCES - ZONES D'ACTIVITES PARC 2000 ET PARC 2000 EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - CONCESSION MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE/SERM - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 81. Je mets aux voix.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 82 : RESSOURCES - ZONES D'ACTIVITES PARC 2000 2EME EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - CONCESSION MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE/SERM - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - AVENANT N°3 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 82.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 83 : RESSOURCES - COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAC PORTE DE LA MEDITERRANEE - ODYSSEUM - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 83. Allez, on y est presque, mes chers collègues.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 84 : RESSOURCES - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZAC LAUZE EST - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - AVENANT N°1 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 84. Le vote est ouvert.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 76 voix*

**AFFAIRE N° 85 : RESSOURCES - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - PARC D'ACTIVITES ECONOMIQUES CHARLES MARTEL - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 85. Le vote est ouvert. La parole est à Monsieur DESSEIGNE.

**Serge DESSEIGNE**

Merci, Monsieur le Président. Mon intervention concernait la délibération suivante, mais je vais la faire car c'est sur Charles Martel aussi. Je suis tout à fait d'accord avec la proposition qui nous est faite d'approuver ce CRAC. J'attire l'attention sur le fait qu'on a aussi dans cette délibération 86 des éléments de préservation des milieux naturels, qui doivent être pris en compte, et que pour le moment on parle de compensation avec les terrains où on mettrait des équins – des chevaux, encore des chevaux – il faut faire très attention sur cette zone-là.

De plus, on a une potentialité de transfert d'activité de l'ESAT Peyreficade, qui est géré par l'Adages, qui a une partie de la population qui y travaille, plus de 60 personnes qui habitent à Villeneuve-lès-Maguelone. Il nous paraît important qu'elle puisse s'installer sur cette ZAC Charles Martel, et non qu'elle doive s'expatrier ailleurs. En même temps, cela nous permettrait de dégager éventuellement, par rapport au PEM prévu à Villeneuve-lès-Maguelone, des terrains sur lesquels l'ESAT Peyreficade est actuellement installé avec un bail emphytéotique.

Donc je crois qu'on a à faire à un travail de fond par rapport à cet ESAT, même si cela amènera des difficultés, je le pense, avec la SERM, par rapport aux tarifs, etc. qui peuvent être imposés. Mais je crois que, par rapport à l'établissement – nous en avons deux avec les ZAC de Maguelone sur la cathédrale, que l'ESAT Peyreficade puisse continuer son activité à Villeneuve-lès-Maguelone, de façon importante, et dans un espace protégé, puisqu'il est prévu que certaines réalisations de cet ESAT passent en HQE. Merci.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup Serge. Il y a Madame NEGRET, aussi, Maire de Villeneuve-lès-Maguelone. Vas-y Véronique.

**Véronique NEGRET**

Merci. Je viens juste compléter les propos de Serge. Effectivement, pérenniser l'ESAT Peyreficade c'est extrêmement important. Villeneuve-lès-Maguelone est un territoire qui se caractérise par l'accueil de ces structures pour personnes porteuses de handicap. Nous en avons qui sont intégrés concrètement dans la commune, puisque non seulement ils y travaillent mais en plus ils y vivent. Donc c'est extrêmement important pour nous.

Ensuite, je voulais souligner le fait que nous travaillons avec la SERM sur le choix des entreprises qui vont être positionnées sur cette extension. Nous avons des entreprises villeneuvoises qui veulent s'y installer pour pérenniser l'ESAT. Nous sommes vigilants à cela. Nous sommes aussi vigilants au choix des activités qui sera fait, pour que les activités soient vertueuses et puisse offrir de l'emploi aux Villeneuvois aussi. Merci beaucoup.

**Monsieur le Président**

Merci beaucoup.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*



**AFFAIRE N° 86 : RESSOURCES - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZAC CHARLES MARTEL EXTENSION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - AVENANT N°4 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

86. Je mets aux voix.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 87 : RESSOURCES - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZAC MARCEL DASSAULT ET SA PREMIERE EXTENSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 87.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

**AFFAIRE N° 88 : RESSOURCES - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - ZAC MARCEL DASSAULT 2EME EXTENSION - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - AVENANT N°9 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**Monsieur le Président**

Affaire 88. Je mets aux voix.

*Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.*

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.*

*Pour : 80 voix*

**AFFAIRE N° 89 : RESSOURCES - ZONES D'ACTIVITES GAROSUD ET EXTENSION - COMMUNE DE MONTPELLIER - CONCESSION MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE/SERM - COMPTE RENDU ANNUEL A LA COLLECTIVITE (CRAC) - EXERCICE 2019 - RAPPORT SPECIAL SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PREROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - ANNEE 2019 - APPROBATION**

**Monsieur le Président**

Affaire 89, dernière affaire. Il y a deux points après. Chers collègues, il me tarde qu'on puisse tous se retrouver dans cette Assemblée, quand même, parce que c'est pesant.

*A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.*

*Pour : 89 voix*

## **Monsieur le Président**

Deux éléments :

Le premier, c'est un élément de lecture – qui est lié à la réorganisation dont je vous ai parlé, que conduit Olivier Nys. Je vous informe à ce jour, 1<sup>er</sup> février, de la procédure engagée pour ne pas renouveler le détachement sur emploi fonctionnel du DGA en charge du département proximité et modernisation de l'action publique. Son actuel détachement sur emploi de DGA prenant fin le 30 avril 2021, la prise d'effet de la décharge de fonction sera donc le 1<sup>er</sup> mai 2021.

Deuxième point : question transmise par Madame DOULAIN sur le projet de Halle Nova sur la zone de Cambacérès. Dans le CRAC sur lequel vous avez voté, il n'y a plus de programmes de logements qui sont prévus, puisqu'on est situé dans une zone fortement impactée sur la pollution. Le programme de la Halle Nova a été lauréat d'un jury qui s'est tenu à la SERM, et porte sur de l'activité, de l'emploi, de manière assez conséquente, et surtout sur de l'emploi extérieur à notre Métropole, qui vient s'implanter sur la zone de Cambacérès. Les porteurs de projets ont indiqué qu'ils souhaitaient implanter une crèche d'entreprise pour couvrir les besoins.

Donc Madame DOULAIN nous indique un point de vigilance sur des enfants en bas âge dans une zone où l'impact de la qualité de l'air pourrait porter préjudice. Nous aurons un échange avec ces porteurs de projets sur cette intention-là. Il est fort probable qu'il y ait une discussion avec la crèche existante du côté d'Hippocrate pour pouvoir prendre en charge les enfants. Un courrier leur sera adressé à cette fin, que je tiens évidemment à disposition.

Je vous remercie pour ce Conseil de Métropole qui fut riche dans ses débats et les interventions des uns et des autres. J'en remercie chacun et chacune. Je remercie les rapporteurs, l'ensemble des services. Le prochain Conseil, c'est fin-mars : le 29 mars. Nous pourrions collectivement nous souhaiter nous retrouver en présentiel. Cela voudrait dire que la campagne de vaccination aura pris son ampleur. Merci à chacun et chacune. C'est vrai que c'est un petit peu laborieux ; le vote est fatigant. Mais voilà. Merci à tous. Très bonne continuation, mes chers collègues, dans ces semaines qui sont encore difficiles, mais durant lesquelles nous devons travailler sur les projets qui engagent l'avenir de notre territoire. Bonne fin de journée.

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h30.**